

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE

GARDE DES SCEAUX MICHEL DE MARILLAC

Et son Œuvre Législative

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 15 Janvier 1908, à 2 h. 1/2

PAR

Léon DESJONQUÈRES

Président : M. CHENON, professeur
Suffragants { *MM. ESMEIN, professeur*
GARÇON, professeur

PARIS

IMPRIMERIE BONVALOT-JOUE

15, Rue Racine, 15

—
1908

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551801_0068

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE

GARDE DES SCEAUX MICHEL DE MARILLAC

Et son Œuvre Législative

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 15 Janvier 1908, à 2 h 1/2

PAR

Léon DESJONQUÈRES



Président : M. CHENON, professeur

Suffragants { *MM. ESMEIN, professeur*
GARÇON, professeur

PARIS

BONVALOT-JOUE, Éditeur

15, RUE RACINE, 15

1908

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Le Garde des Sceaux Michel de Marillac et son Œuvre législative

Première Partie

Vie publique de Michel de Marillac

Le 4 mai 1626, un événement imprévu se produit à la cour de Louis XIII : le maréchal d'Ornano, ancien gouverneur du duc d'Orléans, accusé de conspiration, est arrêté à Fontainebleau et conduit au château de Vincennes. Averti, Gaston court chez les ministres, et, rencontrant le chancelier d'Aligre, se plaint amèrement à lui du traitement infligé à son favori. Le chancelier se défend d'avoir contribué à cet acte de rigueur et renvoie le frère du roi au cardinal de Richelieu qui prend hautement la responsabilité de l'arrestation, et, indigné de la faiblesse de d'Aligre, la dénonce au roi et lui conseille de l'en punir par le retrait des sceaux. C'est alors que Louis XIII prend le parti de confier la charge des sceaux au surintendant des finances Michel de Marillac ; dès le 10 mai, il lui dit « J'ay résolu d'envoyer M. le chancelier en sa maison et mettre les sceaux entre vos mains. » Peu après, Marillac prenait en effet possession des sceaux de France (1^{er} juin 1626).

Michel de Marillac n'est guère connu que par la rédaction de l'ordonnance de 1629 et la catastrophe qui a pris dans l'histoire le nom de *Journée des dupes*.

Il m'a paru d'autant plus intéressant de retracer avec quelque détail la vie politique de ce magistrat que, sans la connaître, on ne peut s'expliquer complètement l'attitude des parlementaires à l'égard de son ordonnance.

Je mettrai d'abord en lumière le rôle que, bien jeune encore, Marillac a joué dans les troubles de la Ligue ; on verra se manifester, dans cette lutte où fallirent sombrer la grandeur et l'unité même de la France, le caractère et les tendances du futur garde des sceaux.

Plus tard, nous le verrons, parvenu au gouvernement après une heureuse carrière administrative, s'opposer à la politique de Richelieu, puis conjurer la ruine du cardinal, et finalement succomber sous les coups de son terrible adversaire.

CHAPITRE PREMIER

I. Marillac conseiller au Parlement. Etat des esprits à la fin du règne de Henri III. — II. Journée du 16 janvier 1589. — III. Serment du 26 janvier. — IV. Le Conseil général de l'Union. — V. Le monitoire de Grégoire XIV. Scission entre les modérés et les violents. Attentat du 15 novembre 1591. — VI. Assemblée de l'Hôtel de ville. Le parti des *semonneux*. — VII. Les *facultés* du légat. Arrêt du 22 décembre 1592. — VIII. Philippe II et les Etats de la Ligue. — IX. Arrêt dit *de la loi salique*. — X. Dernières convulsions de la Ligue. — XI. Soumission de Marillac. Entrée de Henri IV dans Paris. — XII. Rétablissement du Parlement.

I

Michel de Marillac naquit à Paris le 9 octobre 1563 : son père, Guillaume de Marillac, était contrôleur général des Finances royales ; deux de ses oncles avaient également atteint à de hautes situations : l'un, Charles de Marillac, archevêque de Vienne, s'était fait connaître par d'importantes ambassades ; l'autre, Gabriel, était devenu avocat général, ou, comme on disait alors, avocat du roi au Parlement de Paris. Le père de ces trois Marillac avait été contrôleur général des Finances du connétable de Bourbon. En somme, cette famille, bien qu'elle ne fût pas

ancienne (1), jouissait d'une notoriété suffisante pour que Michel de Marillac, encore très jeune quand il perdit son père, eût à redouter l'avenir. Sa famille l'engageait vivement à se tourner vers la magistrature, mais Marillac hésitait et songeait à se faire religieux. Il finit cependant par céder aux instances des siens et fut pourvu, à l'âge de vingt-trois ans, en 1586 d'un office de conseiller au Parlement de Paris.

Les esprits étaient alors en pleine effervescence. La France, si longtemps mise à feu et à sang par les guerres de religion, avait respiré pendant quelques années : depuis 1577, un édit de pacification lui avait procuré une tranquillité relative que rien ne semblait menacer, quand le frère unique de Henri III, François, duc d'Anjou, mourut après quelques jours de maladie (10 juin 1584).

Cet événement faisait de Henri de Bourbon, roi de Navarre, chef du parti réformé, l'héritier présomptif de la couronne. Les catholiques s'émurent, et les ambitieux princes lorrains qui, depuis un demi-siècle, s'étaient fait une si large place dans le royaume de France, se rendirent compte du parti qu'ils pouvaient tirer de la situation pour asseoir sur le trône le chef de leur maison que de mensongères généalogies présentaient comme directement issue de Charlemagne.

A la tête d'un puissant parti organisé de vieille date,

1. Tallemant des Réaux (*Historiettes*, t. II, p. 235) dit à propos du maréchal de Marillac, frère du garde des sceaux : « On disait que Marillac était gentilhomme, mais c'était un gentilhomme *dubie nobilitatis*. » — *Mémoires* de Richelieu t. VIII, p. 376 : « Il (le maréchal) était né d'une famille médiocre qui avait pris son origine en Auvergne. »

appuyés au dehors par l'Espagne et la Cour de Rome, Henri de Guise et le cardinal, son frère, sommèrent Henri III de déclarer la guerre au roi de Navarre et d'extirper la religion réformée du sol de la France.

Sous la poussée du mouvement d'opinion dirigé par les Guises, le roi céda. L'édit de pacification fut révoqué par un nouvel édit, appelé *édit d'union* (juillet 1585). La guerre recommença entre catholiques et huguenots : elle fut marquée de part et d'autre par des succès et des revers et ne donna aucun résultat décisif. Le parti protestant restait debout et en armes. A Paris, l'irritation était à son comble ; les agents des Guises accusaient Henri III d'être secrètement favorable aux réformés et à leur chef. Chaque jour voyait s'accroître la haine de la population pour le roi, son admiration enthousiaste pour le duc de Guise. Ce double sentiment éclata à la journée des Barri-cades (12 mai 1588). On sait que Henri III fut réduit à prendre la fuite, que ses ennemis lui imposèrent la réunion des États Généraux, et que, poussé au désespoir par leurs exigences, leurs menaces et leur mépris, il prit le parti de faire périr le Balafre, puis le cardinal de Guise (23-24 décembre 1588).

En apprenant le meurtre de leurs chefs les Parisiens furent frappés de stupeur ; ils reprirent courage quand ils virent que le roi n'osait pas marcher sur Paris. Dans presque toutes les chaires, les prédicateurs (1) tonnèrent contre « le Valois » d'innombrables pamphlets (2), inondèrent la

1. Sur le rôle des prédicateurs, voir le livre de M. Labitte. *De la Démocratie chez les prédicateurs de la Ligue.*

2. Voici les titres de quelques-uns de ceux que conserve la Bibliothèque Nationale : *Le faux mufle découvert du grand hypocrite*

ville, les *Seize* et leurs affidés (1) répandus dans les quartiers, poussèrent le peuple à la révolte. Ces excitations soulevèrent en quelques jours les gens de métier, les boutiquiers, les clercs de la basoche, les petits rentiers, en un mot les couches inférieures de la bourgeoisie. Une partie de la bourgeoisie moyenne, avocats, procureurs, officiers subalternes de judicature, suivit le mouvement. Quant à la populace, qui a toujours été le meilleur appoint des mouvements révolutionnaires, pas n'était besoin de la catéchiser.

La haute bourgeoisie, dont les membres peuplaient les cours souveraines, avait en majorité résisté à l'entraînement. Ce n'est pas qu'elle ne fût très sincèrement attachée à la foi catholique, mais, composée de gens instruits et pénétrés de l'esprit des traditions nationales, elle démêlait clairement les ambitions qui se cachaient sous le voile des intérêts religieux, se révoltait contre l'intervention étrangère et restait inébranlablement fidèle au roi.

Une partie du barreau, ayant à sa tête Antoine Loysel et Pierre Pithou, était en parfaite communion d'idées et de sentiments avec ces parlementaires.

Parmi les catholiques *royaux* autrement appelés *politi-*

de la France, l'adjournement faict à Henry de Valois pour assister aux Etats tenus aux Enfers, la recepte pour la toux du regnard de la France, les vrais pièges et moiens pour atraper ce fau hérétique et cauteleux grison Henry de Valois, etc. — Voir l'Advertissement des catholiques anglois, de Louis Dorléans.

1. Legrain (p. 167) qualifie les premiers chefs du mouvement ligueur à Paris de « saffraniers, banqueroutiers, gens de sac et de corde ». Sur les origines et les causes de la révolution ligueuse, voir Mézeray, t. III, p. 601.

ques se trouvaient des disciples du chancelier Michel de l'Hospital que ne révoltait pas la perspective de l'avènement d'un huguenot au trône de France ; ils s'en consolaient en constatant la modération de l'héritier de la couronne et l'échec manifeste de la réforme en France (1). Les autres, sans distinguer aussi nettement le domaine des institutions temporelles de celui de la conscience, escomptaient la conversion du roi de Navarre ou espéraient, avec Henri de Bourbon lui-même, qu'un concile général apaiserait le conflit et ferait disparaître le schisme en réconciliant orthodoxes et hérétiques sur les points essentiels. Tous éprouvaient, comme Henri III (2), une profonde répugnance à exclure du trône, pour le seul fait de la religion et sans plus attendre, comme le voulaient les ligueurs, le chef de la branche des Bourbons ; ils demandaient qu'au moins, avant d'en arriver là, on usât à son égard de tous les

1. Ils ne croyaient pas avoir le droit de se placer entre la conscience de Henri de Bourbon et le trône où l'appelait la loi nationale, affirmée par cent ans de luttes contre l'étranger, sanctifiée par le martyre d'une jeune fille sublime et consacrée par les siècles ; et c'est ce qui fera dire un peu plus tard à d'Aubray dans la *Satire Ménippée* : « Une chose lui manque... je ne veux pas dire la religion différente de la nôtre que luy reprochez tant, car nous sçavons de bonne part que Dieu luy a touché le cœur, mais quand ainsy seroit qu'il persisteroit en son opinion, pour cela le faudroit-il priver de son droit légitime de succession à la couronne ? Quelles loix, quel chapitre, quel évangile nous enseigne de déposséder les hommes de leurs biens et les roys de leurs royaumes pour la diversité de religion ? »

2. De l'aveu de M. de Chalembert, la principale cause de la haine des ligueurs contre ce prince était sa répugnance à déclarer le roi de Navarre inhabile à lui succéder (t. I, p. 36).

moyens de persuasion. En attendant, ils demeuraient attachés au roi légitime et repoussaient avec horreur les prétentions espagnoles ou lorraines qui commençaient à se faire jour.

Ces *royaux* déterminés ne composaient pas tout le Parlement ; les défections furent nombreuses, et, quand le roi eut appelé les compagnies souveraines auprès de lui et déclaré interdits de leurs fonctions ceux de leurs membres qui continueraient à siéger à Paris, beaucoup lui désobéirent et même lui rompirent en visière : à ce parti s'arrêtèrent un certain nombre de membres du Parlement : les uns, comme le président Brisson, par ambition ou pusillanimité ; les autres, et c'étaient évidemment les plus nombreux, par zèle religieux : Michel de Marillac était de ces derniers.

II

Marillac donna du premier coup la mesure de son ardeur en concourant à l'attentat commis contre les membres royalistes du Parlement le 16 janvier 1589.

L'historien de Thou accuse en effet Marillac et deux de ses collègues, Machault et Baston, de s'être faits, dans cette journée, les lieutenants de Bussy Le Clerc (4).

1. *Jac. Augusti Thuani, historiarum sui temporis tomus quartus, Londini, excudi curavit Samuel Buckley, MDCCXXXIII, lib. XCIV, IX.* Voici le texte : « Tandem XVII, Kal. februiarias qui in lunæ diem incidebat et quo finis Blæsensibus comitiis impositus fuit, postquam senatus loco solito consedit, armati palatium circumsistunt et omnes aditus, ne quis egredi posset

Les premières éditions de l'œuvre de Jacques Auguste de Thou portent, il est vrai, *Guillaume* de Marillac, au lieu de *Michel*, mais c'est là une simple erreur matérielle : Guillaume est le prénom du père de Michel, décédé en 1573, et de Thou a fait une confusion. L'*index Thuani* signale l'erreur que l'édition de Londres a plus tard rectifiée dans le texte. Il ne faut pas s'arrêter à l'hypothèse émise par un éditeur de la *Satire Ménippée* (1) que le coupable pourrait être le frère de Michel de Marillac, qui devint maréchal de France ; on sait qu'il s'appelait Louis et que, né en 1572, il n'avait encore que dix-sept ans lors de l'événement dont il s'agit.

Le pamphlet *Les Entretiens des Champs Elysées* signale, en termes plaisants, une lacune dans le récit de l'historien : « Il n'a pas mis, dit l'un des interlocuteurs (le président Thenin), la peur qu'il (Marillac) me fit, quant à la mesme heure, venant dans la cinquième chambre des Enquestes, dont j'estois, je me cachay sous des fagots auprès de la beuvette et l'entendis, jurant le nom de Dieu, le poignard à la gorge de Maistre Pierre, nostre beuvetier, le menaçant de le tuer s'il ne luy disoit où j'estois ; et bien me prist qu'il ne me décela pas. »

Marillac a eu connaissance de ces accusations si nettes.

servant. Tum Bussius Loricatus, Baptista Machaldo, Michaelae Marillaco et Bastono stipantibus, majorem, quam vocant, cameram ingreditur, cum patres, deliberationem jam coeptam persequentes legationem senatus consulto ad regem decreturi essent. »

1. Ed. de Ratisbonne, 1752, t. II, p. 241.

Qu'y a-t-il opposé ? La défense de sa conduite pendant les troubles de la Ligue se trouve dans deux écrits : un *Mémoire* qu'il a rédigé pour le Cardinal de Bérulle, en réponse aux attaques de ses ennemis et qui paraît dater de 1628 ou 1629 ; une *Apologie* manuscrite postérieure à sa disgrâce, réfutation des *Entretiens des Champs Elysées* (1).

Dans le premier, Marillac garde le plus complet silence sur sa conduite pendant l'année 1589 ; il se borne à faire ressortir le rôle important qu'il aurait joué dans la résistance du parti de la ligue française aux intrigues espagnoles et guisardes, et, après la conversion de Henri IV, dans le triomphe final du chef de la maison de Bourbon.

Un peu plus tard quand, dans l'exil, l'ancien garde des sceaux éprouva le besoin de se défendre, non plus contre des affirmations perdues dans un gros ouvrage connu seulement des lettrés, mais contre un mordant pamphlet dis-

1. Le mémoire retrouvé par M. Monmerqué, a été publié dans la collection Petitot (voir l'index bibliographique). Le manuscrit de *L'Apologie* est à la Bibliothèque Nationale (manuscrits français, n° 17486) ; en voici le titre complet : *Apologie pour le sieur de Marillac, garde des Sceaux de France, contre un libelle diffamatoire publié sous le titre d'Entretiens des Champs Elysées*. Il porte cette épigraphe : « Je paraistroy lors que la violence aura cessé d'opprimer l'innocence et qu'en la France, on aura liberté de pouvoir ouyr et dire la vérité. » *L'apologie* attribue la paternité du pamphlet à Richelieu lui-même ; elle est précédée d'une préface très violente où le libelle est ainsi apprécié : il « semble estre plus tost le dégoust du baquet d'une tripière qu'un discours » ; il « ne peut faire autre plus grand effect que de monstrier la passion et la rage de celui qui l'a faicte ».

tribué à des milliers d'exemplaires, et qu'il écrivit ou fit écrire son *Apologie*, Marillac sentit la nécessité de repousser l'accusation de Jacques-Auguste de Thou, renouvelée et amplifiée par le pamphlétaire. C'est alors que, sans nier catégoriquement sa participation à l'acte violent de Bussy Le Clerc, il imagina d'invoquer un vague alibi. On lit dans *L'Apologie* (fol. 27), que « le garde des seaux n'avait aucune part en tout ce dessein-là », que le président Forget « le pria de mettre ordre à tout ce qui se passoit et qu'il alla en diligence trouver à l'hostel d'O le duc d'Aumale (1) lequel fist l'étonné et partit à l'instant de chez lui avec le mesme garde des seaux pour y pourvoir », mais s'arrêta en route pour entendre la messe ! *L'Apologie* nie les violences envers le président Thénin et repousse l'accusation de blasphème en la retournant contre le cardinal de Richelieu : « Le cardinal, sachant bien comme il exchappe aisément de jurer le nom de Dieu, l'impute facilement à autrui sans fondement. »

Le duc d'Aumale connaissait le projet des Seize et y avait donné son agrément : Marillac s'en rendit compte, nous dit *L'Apologie*. Il est vraisemblable qu'alors, entraîné par son ardeur à laquelle l'attitude du gouverneur de Paris avait lâché la bride, il laissa le prince lorrain à ses opportunes dévotions et regagna en toute hâte le palais pour se joindre aux émeutiers. Tout ce qu'il convient de retenir des explications embarrassées de *L'Apologie*, c'est que Michel de Marillac n'était pas dans le secret des auteurs de l'atten-

1. Le duc d'Aumale commandait à Paris en attendant l'arrivée du duc de Mayenne.

tat et qu'il n'avait pas prémédité le concours qu'il leur a apporté.

III

La plupart des membres des cours souveraines quittèrent alors Paris pour aller rejoindre le roi qui les appelait à Tours. D'après M. Poirson, deux cents membres du Parlement se trouvèrent bientôt réunis dans cette dernière ville, tandis que les parlementaires ligueurs n'étaient qu'au nombre de soixante-dix-huit (1). Il est, du moins, certain que quand il s'agit d'organiser le Parlement ligueur, il ne se trouva des six présidents de la grand'chambre que Brisson, aucun avocat du roi. Le procureur général La Guesle parvint à s'échapper (2) : on le remplaça par Edouard Molé, le père de Matthieu Molé. Deux simples avocats devinrent avocats du roi : Jean Le Maistre et Dorléans, ce dernier des plus ardents ligueurs.

La rébellion achevait de se caractériser. Les chefs du mouvement, craignant sans doute des défections et des repentirs, se hâtèrent de rendre irremédiable la rupture entre le roi et Paris. Le 26 janvier, tous les *officiers* du Parlement, président, conseillers, maîtres des requêtes, gens du roi, greffiers, notaires, procureurs, huissiers, etc., durent prêter le serment de maintenir la religion catholique, combattre l'hérésie par les armes et punir les auteurs des « massacre et emprisonnement commis en la ville de Bloys

1. *Histoire de Henri IV*, t. I, p. 274.

2. Palma Cayet. *Chronologie novenaire*, coll. Pétitot, 1^{re} série, t. XXXIX, p. 44. — Les deux frères Séguier firent de même avec l'aide d'un bachelier.

les 23 et 24 décembre dernier... Aucuns du Parlement signèrent ledit serment de leur sang. » (1). Les *Entretiens des Champs Elysées* insinuent que Michel de Marillac fut de ceux-ci. Il s'en défend dans *L'Apologie* (fol. 28) et met la chose sur le compte d'un autre qu'il ne nomme pas : « Le garde des Seaux, qui a toujours hay ces démonstrations affectées, vit un conseiller qui se tiroit du sang du doigt pour signer, et fit mauvais jugement de cet homme-là, en eust tousjours mauvaise opinion depuis et de faict il a mal fini ». Quant au serment lui-même, il s'en excuse en disant : « Toute la Cour de Parlement le signa et toute la ville et on n'eust osé y manquer », mais nous en savons assez pour pouvoir affirmer qu'il ne signa pas la formule du serment sous l'empire de la crainte, et tout ce qu'il faut retenir de cette excuse, c'est que les chefs de la démagogie parisienne terrorisaient alors ceux qui ne partageaient pas leur fanatisme. Les révolutionnaires jacobins n'agirent pas autrement.

IV

Il fallait organiser la révolte. Le duc de Mayenne, naturellement désigné pour être le chef militaire de la Ligue, tardait à venir, et les Seize, maîtres de Paris, s'efforçaient d'y établir un gouvernement démocratique. Mais, soit qu'ils comprissent qu'il leur fallait compter avec les classes supérieures, soit, comme le prétend Marillac dans son *Mémoire*, que celles-ci fussent parvenues « avec beaucoup d'arti-

1. Bibliothèque Nationale. Mss. coll. Dupuy, vol. 579, fol. 241.

lice et d'industrie » à y faire entrer quelques-uns de leurs chefs, ils se décidèrent à faire élire, par acclamation populaire, un conseil composé de représentants des trois ordres. Ce conseil comprenait quarante membres : neuf du clergé, autant de la noblesse et vingt-deux du tiers état. Au nombre de ces derniers, nous voyons figurer Machault, Baston et Marillac. Plusieurs documents contemporains contiennent la liste des quarante : les noms de ces trois personnages y sont invariablement inscrits à la suite les uns des autres. Ce groupement est significatif : nul doute qu'ils ne dussent leur élection au rôle qu'ils avaient joué dans la journée du 16 janvier (1).

Les Seize, ces ancêtres de nos révolutionnaires sans-culottes, avaient établi à Paris le régime de la terreur : visites domiciliaires, soustraction de meubles et d'argent, emprisonnement des suspects, exécutions sommaires, rien n'y manquait. L'arrivée du duc de Mayenne mit heureuse-

1. *Dialogue d'entre le maheustre et le manant* (*Mémoires de la Ligue*, t. III, p. 472). — *Registre de la Ligue* (ms. de la Bibliothèque de l'Arsenal, folio 10) contenant une copie signée du Tillet de l'original du procès-verbal de constitution du conseil général, dressé par P. Senault le 18 février 1589 et enregistré au Parlement le 20 du même mois. — Faisaient également partie de ce gouvernement révolutionnaire Senault, Crucé, La Bruyère et Acarie, membres du comité des Seize, les curés Boucher, Aubri, Pelletier et le chanoine de Launoy ; ces mêmes hommes contribueront plus tard au meurtre du président Brisson et des conseillers Tardif et Larcher ; presque tous ont pris part aux exactions et aux désordres qui ont signalé les premiers jours de l'année 1589. C'étaient, on l'avouera, des collègues bien compromettants pour le futur garde des Sceaux !

ment fin à ces violences ; il n'osa pas tout d'abord détruire entièrement l'œuvre de la démagogie ligueuse, mais, habilement conseillé, il réprima les attentats de droit commun, rétablit l'ordre et neutralisa le conseil des Quarante en lui adjoignant en premier lieu quatorze « supernuméraires » à sa dévotion, puis, au fur et à mesure que le besoin s'en faisait sentir, divers personnages de son parti. Le conseil des Quarante prit alors le nom de « Conseil général de l'Union des catholiques en attendant la réunion des États Généraux » : ce fut ce conseil qui décerna à Mayenne les fonctions de « lieutenant général de l'Estat royal et couronne de France » (1).

Le Conseil général de l'Union eut une courte carrière ; tout domestiqué qu'il fût, il portait encore ombrage au lieutenant général qui le supprima après la mort de Henri III, sous prétexte qu'une telle institution ne pouvait exister plus longtemps dans « ce royaume ayant un roi » : le vieux cardinal de Bourbon venait en effet d'être proclamé roi sous le nom de Charles X, ce qui mettait provisoirement fin à l'interrègne prétendu. Tous les efforts des ligueurs exaltés pour obtenir le rétablissement du conseil échouèrent devant la ferme résolution du prince lorrain, le moins démocrate des hommes ; le conseil disparut donc pour toujours, non sans s'être signalé par quel-

1. Un document authentique, l'arrêt rendu par le Conseil général de l'Union le 25 février 1589 pour régulariser l'action révolutionnaire, donne une idée de ce qui se passait à Paris avant l'intervention du duc de Mayenne. — Voir, sur les rapports de Mayenne avec le conseil des Quarante : Legrain, p. 173.

ques mesures dignes des révolutionnaires de la grande époque (1).

V

L'année 1590, marquée par le terrible siège de Paris vit disparaître à quelques semaines d'intervalle le pape Sixte-Quint et le cardinal de Bourbon.

A Sixte-Quint, que son peu de penchant pour la Ligue avait rendu odieux aux Seize (2), succéda un pontife beaucoup mieux disposé pour eux, Grégoire XIV, qui s'empressa de renouveler les censures du Saint-Siège contre Henri IV et ses partisans, hérétiques ou non. Son *monitoire* fut lu, nous apprend *L'Apologie*, un jour de fête à Notre-Dame de Paris (3) Les *Entretiens des Champs Elysées* reprochent à Marillac d'avoir signé ce monitoire, mais *L'Apologie* le nie; elle avoue cependant que le monitoire a été imprimé avec mention de la présence de Marillac à sa publication. Nous retrouvons ici les procédés de défense de Marillac : en face d'un document imprimé que tout le monde peut consulter, il ne va pas jusqu'à dire qu'il n'était pas présent et se borne à déclarer qu'il vou-

1 Voir notamment un arrêt du 20 nov. 1589 ordonnant la saisie et la vente des biens « appartenant aux hérétiques, leurs fauteurs et adhérens et aultres tenans le party contraire à la Sainte Union » (Paris, 1589).

2. Hardouin de Péréfixe (p. 112) reconnaît que Sixte-Quint mourut « fort dégoûté » de la Ligue. — Voir à ce sujet : de Chalembert, t. II, p. 44.

3. Le monitoire fut affiché à Notre-Dame le 3 juin 1591. (Mariéjol, I, p. 326.)

lul protester « mais ses amis l'empeschèrent d'y faire plus grand bruit, estant chose faicte ». En réalité, Michel de Marillac était alors trop bon ligueur pour ne pas accueillir le monitoire avec empressement et son explication trahit la préoccupation d'écarter à tout prix une accusation gênante.

Les Seize, comprimés par Mayenne, commencèrent à relever la tête après l'avènement du nouveau pape et la levée du siège de Paris. Un parti modéré s'était formé dans la Ligue ; ils s'efforcèrent de le dominer par la terreur.

A la tête des modérés se trouvaient les personnages les plus marquants du Parlement, notamment le président Brisson qui, on s'en souvient, ne s'était fait ligueur que par faiblesse ou par ambition. Les Seize sentaient bien que ces modérés, qu'ils flétrissaient du nom de *politiques*, souhaitaient secrètement que la conversion du roi leur permit de tomber à ses pieds, tandis qu'eux étaient décidés à repousser Henri IV, même converti, même absous par le pape. Aussi résolurent-ils de frapper un grand coup : profitant d'une absence de Mayenne, ils se saisirent du président Brisson, de Larcher conseiller au Parlement et de Tardif conseiller au Châtelet et les mirent à mort (15 novembre 1591).

A la nouvelle de ce guet-apens, Paris est secoué d'un frisson d'horreur, mais les Seize ne se déconcertent pas, et trois jours après leur crime demandent, par l'organe de Boucher, au Conseil d'Etat, l'établissement d'une chambre ardente pour la recherche des ennemis de l'Union ; ils poussent même l'audace jusqu'à présenter, en même temps que cette requête, une liste de quarante-quatre personnes des-

tinées à composer la Chambre, vrai tribunal révolutionnaire comme on voit. Parmi les quarante-quatre noms figurait celui de Michel de Marillac : la présidence était réservée à Cromé, l'un des assassins (1).

Michel de Marillac ne faisait donc pas encore partie, à la fin de 1591, de cette Ligue *française* dont il se réclame avec tant d'insistance dans son *Mémoire*. Aucun doute n'est permis à cet égard ; nous le verrons d'ailleurs, un an après l'assassinat de Brisson, donner encore des gages certains, quoique affaiblis, de son attachement au parti des ligueurs irréductibles.

VI

Un essai de conciliation, dit M. de Chalembert, fut tenté au commencement de l'année 1592 entre les deux fractions de la Ligue ; il ne fut pas heureux. Dès le début de la conférence, les intransigeants soutinrent que « le seul moyen de mettre fin aux divisions était de déclarer qu'on ne reconnaîtrait jamais le roi de Navarre, *quelque catholique qu'il se fit* » (2). Cette motion mit le feu aux poudres : au nom des modérés, Daubray, ancien prévôt des marchands alors colonel de la milice, repoussa la proposition avec la plus vive indignation (3).

C'est alors, suivant M. Poirson, que Daubray et les membres les plus modérés du parti de la Ligue passèrent

1. *L'Estoile*, t. V, p. 128.

2. « Leurs théologiens soutenaient que l'absolution pontificale effacerait la faute, sans dispenser de la peine : *culpam, non pœnam, absolutio peccati remittit.* » Mariéjol, VI, I, p. 337.

3. Chalembert, t. II, p. 149 et suiv. — Mariéjol, *loc. cit.*, p. 338.

aux politiques et cessèrent d'imposer à Henri IV la condition de sa conversion préalable ; le même historien ajoute que les autres ligueurs, avec Marillac, continuaient à exiger l'abjuration, mais, moyennant cette concession, offraient de reconnaître le roi (1) ; nous allons voir que cette affirmation manque d'exactitude.

Nous savons que les ligueurs les plus violents étaient résolus à repousser Henri IV, même s'il rentrait dans la communion catholique. Après l'échec de la conférence, sentant que le duc de Mayenne, pour contenir les modérés, avait besoin d'eux, ils lui présentèrent un mémoire où ils se plaignaient de « la mort violente d'aucuns bons catholiques le 4 décembre dernier » (2), dénonçaient les ligueurs modérés et les politiques, demandaient la réunion des états généraux « pour procéder à l'élection d'un roi très chrétien et catholique », la destitution des parlementaires, officiers de la ville, colonels et capitaines « qui ont adhéré et adhèrent à l'ennemi » et leur remplacement par « de bons catholiques » (3). Voilà pour les violents dont M. Poirson ne parle pas.

En opposition radicale avec eux étaient ceux qu'on nommera un peu plus tard les *semonneux* qui appelaient de tous leurs vœux la conversion du roi, et n'attendaient que cela

1. Poirson, t. I, p. 298. Cet historien cite comme preuve les *Mémoires* de Michel de Marillac, qui ne sont autres que le fameux *Mémoire* apologétique.

2. Il s'agit de Louchard, Anroux, Emmonot et Ameline, quatre des assassins du président Brisson, pendus dans une salle basse du Louvre, par ordre du duc de Mayenne, à son retour à Paris.

3. De Chalembert, t. II, p. 149 et suiv.

pour reconnaître ses droits. Entre ces deux extrêmes il se forma, comme presque toujours, un parti hésitant ou peu courageux qui évitait de se prononcer, attendait les événements.

A laquelle de ces trois fractions du parti de l'Union Marillac appartenait-il en 1592 ?

Il est à croire qu'il n'était plus au nombre des intransigeants, et que ce parlementaire, enfin revenu aux idées d'ordre et de justice régulière en honneur dans sa compagnie, s'était dégagé de toute compromission avec la sanguinaire faction des Seize, mais il est, d'autre part, certain que, loin de se mettre à la tête des *semonneux*, comme le dit M. Poirson, Michel de Marillac s'efforçait encore, à la fin de 1592, de déjouer leurs projets.

Les clameurs des malheureux Parisiens en faveur de la paix étaient devenues si intenses que les chefs de la Ligue se virent dans la nécessité, à la fin d'octobre, de convoquer à l'Hôtel de Ville une assemblée composée de délégués des cours souveraines et de députés des quartiers, dans le but d'examiner la situation et d'y porter remède. Des assemblées particulières eurent lieu d'abord dans chaque quartier pour l'élection des députés : dans treize quartiers sur seize, les élus reçurent le mandat de déclarer qu'il y avait lieu de *semondre* le roi, autrement dit de l'exhorter à se faire catholique. L'assemblée générale eut lieu le 26 octobre. Marillac, délégué de la deuxième chambre des enquêtes du Parlement, sans attaquer de front les *semonneux*, s'employa à faire écarter leur motion par l'assemblée et à y substituer une vague déclaration qui n'engageât pas le parti envers le roi (1). Cette tactique résulte

1. Mariéjol, I, p. 363 et suiv. — *Apologie*, fol. 30 — Dans

jusqu'à l'évidence de *L'Apologie* même. Voici la teneur textuelle du passage :

« En la même année 1592, sur la fin d'octobre, il fut fait en l'Hostel de ville de Paris, une assemblée générale pour adviser aux affaires et remonstrer au duc de Mayenne ce qui seroit à propos sur cela. En cette assemblée, le garde des seaux, lors conseiller en Parlement, député de sa chambre, tint une opinion bien hardie et bien généreuse, proposa le désordre auquel estoient les affaires de la France, que tout estoit plein d'armes sans le bien entendre ny d'un costé ny de l'autre (il était temps de s'en apercevoir !), qu'il estimoit à propos de faire une déclaration bien ample touchant les prétentions du party et faire entendre qu'elles n'estoient que pour trouver les assurances de la religion catholique et que les trouvant, on estoit prest de poser les armes. »

Là-dessus, l'assemblée s'ajourna, après les fêtes de la Toussaint. La seconde réunion eut lieu le 4 novembre ; elle fut rompue par l'autoritaire intervention de Mayenne qui, prévenu que le parti des *semonneux* allait l'emporter, vint dissoudre l'assemblée, déclarant qu'il traiterait dorénavant comme ennemi personnel quiconque parlerait de

son *mémoire*, Marillac reconnaît avoir « dit, entre autres choses, que la proposition qu'aucuns faisaient de sommer le roy de Navarre de se faire catholique étoit de grande importance, que ce seroit *une soumission à laquelle il n'estimoit pas encore à propos de se ranger* » ; il avouait seulement que les partisans de la proposition pouvaient invoquer l'exemple de Valentinien II devenu arien, à cause de cela menacé de perdre l'Empire et recouvrant le pouvoir en revenant à la vraie foi.

semondre le roi. Marillac fut, dans cette circonstance, le précieux auxiliaire du chef de la Ligue dont il emprunta le langage dilatoire : Mayenne ne cessait, en effet, de déclarer qu'il n'avait pris les armes que pour la défense de la religion. La motion si peu compromettante de Michel de Marillac ne pouvait lui porter ombrage ; il n'en était pas de même de celle des *semonneux*, car la démarche solennelle que projetaient ceux-ci était de nature à consommer la ruine des ambitieuses espérances du prince lorrain (1). Et cependant, dans son *mémoire*, Marillac se fait un titre de gloire de son intervention à l'assemblée de l'Hôtel de Ville qu'il place, par erreur sans doute, à la date du 31 octobre 1591 et prétend qu'elle lui a valu avec ses actes ultérieurs, « la malveillance des ligueurs exaltés » ; dans son *Apologie* (fol. 31), il la présente comme l'origine du triomphe de Henri IV !

VII

En dispersant l'assemblée de l'Hôtel de ville, Mayenne avait déclaré qu'il allait enfin réunir les Etats Généraux, bien des fois annoncés et toujours ajournés. Dans sa pensée, les états devaient avoir pour principale et même pour unique mission de disposer de la couronne ; le lieutenant général comptait bien faire jouer tous les ressorts pour la fixer, non pas sur sa tête, — il avait assez de bon sens pour en voir l'impossibilité — mais sur celle d'Emmanuel

1. « Mayenne rêvait de la couronne » dit très justement M. Mariéjol, (I, p. 339).

de Lorraine son fils qui épousait l'infante d'Espagne, et concilier ainsi son ambition avec les prétentions de Philippe II : ce prince lui avait fait connaître dès 1589 (1), par son ambassadeur Bernardin de Mendoza, que, tout en réclamant la couronne pour sa fille Isabelle-Claire-Eugénie, née de son union avec Elisabeth de France, fille de Henri II, il serait disposé à lui faire épouser un prince français qui partagerait son trône. La secrète ambition du duc de Mayenne explique ses actes et son attitude pendant toute la durée de la Ligue : elle a eu beaucoup d'influence sur la marche des événements.

Le pape, apprenant l'imminente réunion des Etats Généraux, avait envoyé en France, en qualité de légat, chargé de la représenter auprès de l'assemblée, le cardinal Philippe de Segi, évêque de Plaisance. Les pouvoirs ou, comme on disait alors, les *facultés* du légat, insérés dans la bulle de nomination, portaient que le cardinal avait mission de faire élire un roi par les Etats (2). Le Parlement ligueur enregistra la bulle. Bien entendu, les parlements du roi protestèrent énergiquement contre l'intervention papale et

1. Biblioth. nat. coll. Dupuy, ms. 579, fol. 251.

2. Bibliothèque de l'Arsenal, manuscrits. *Registre de la Ligue*, fol. LXIX et suivants, teneur de la bulle remise au légat : « *Electionem apud regni prelatos, proceres ceterasque omnium ordinum personas ad quas electio spectabit procurare poteris in regno Franciæ prefato* ». Quel est le sens exact du verbe *procurare* ? Selon Ducange, il est parfois synonyme de *persequi* et signifie, dans ce cas, *poursuivre, requérir*. On comprend que cette phrase ait éveillé les susceptibilités gallicanes, car elle semble bien attribuer au légat un rôle actif et même prépondérant dans l'élection.

le projet d'élection comme portant atteinte à l'indépendance temporelle du royaume ainsi qu'à la loi de succession au trône : ils décrétèrent de prise de corps le « soi-disant » légat et firent brûler par le bourreau la bulle du « soi-disant » pape : la décision du Parlement de Châlons est du 18 novembre 1592. Dès qu'il eut connaissance de cet arrêt, le Parlement ligueur se réunit et, le 22 décembre, rendit, toutes chambres assemblées, un arrêt cassant celui du « prétendu » parlement de Châlons et enjoignant à toutes les autorités du royaume de procurer et faciliter la réunion des députés des trois ordres.

Michel de Marillac, dans son *mémoire*, s'étend assez longuement sur ce dernier arrêt. A l'en croire, c'est par pure inadvertance que le Parlement ligueur enregistra la bulle sans protestation ; il met la chose, dans *L'Apologie*, sur le compte du conseiller rapporteur qui, paraît-il, était d'Eglise et aurait « fait couler » le pouvoir incriminé « sans le faire relever ». Le *mémoire* qualifie ce pouvoir de « clause fort préjudiciable à l'Etat » ; il ajoute que, depuis, plusieurs conseillers, ayant eu connaissance de la clause dont il s'agit, « offensés qu'elle eust passé sans quelques remarques, projettoient dès lors d'y remédier, et par quelque acte contraire, faire connoître combien ils estoient éloignés de ces pensées d'élection, insupportables en ce royaume successif et ne laisser passer aucune occasion qui leur peust servir à cette intention ». Aussi, à l'assemblée solennelle du 22 décembre, alors que presque tous les conseillers avaient opiné, Marillac « qui estoit l'un de ceux qui avoient résolu de faire une publique déclaration contre cette clause d'élection, proposa qu'il ne suffisoit pas de prononcer contre

l'arrest donné à Châlons, mais qu'il estoit besoin d'ajouter quelque clause qui manifestast l'intention de la compagnie sur le fait de l'Estat, et faire entendre la fin pour laquelle les Estats estoient convoqués, ce qui fut approuvé par la compagnie. Et ce poinct particulier estant mis en délibération séparée, fust arrêté d'ajouster ceste clause : d'exhorter tous les députés des trois ordres de se trouver soigneusement à ladicte assemblée des Estats, lesquels estoient convoqués, non à autre fin que pour procéder à la déclaration et établissement d'un prince catholique et françois, suivant les loix du royaume ».

Le Parlement confie au président Le Maistre et à trois conseillers la mission de dresser l'arrêt et se rassemble deux jours après pour en entendre la lecture. Marillac s'aperçoit que la clause additionnelle proposée par lui a été omise « par la faute de celui qui avoit escrit ou autrement ». Il signale cette omission au conseiller du Tillet, l'un des commissaires, assis devant lui. Le président de Hacqueville demande à du Tillet : « Que dit le sieur de Marillac » ? Du Tillet lui rapporte les paroles de Marillac : « Il a raison, dit le président, il le faut remettre ». Et là-dessus, Marillac se s'écrier que les « mots de déclaration et établissement renversoient tous les desseins d'élection et de nouveauté ». Ce n'est donc pas d'hier que les mots ont une puissance magique : le mot *élection* mettait l'Etat en danger, les mots *déclaration* et *établissement*, qui n'ont qu'un sens vague, et n'écartent nullement l'idée d'élection sauvaient le royaume !

En réalité, Michel de Marillac et la plupart de ses collègues ne songeaient guère alors à assurer la dévolution

héréditaire de la couronne. On ne peut leur faire honneur que d'avoir protesté contre les visées du roi d'Espagne. Des Bourbons il ne pouvait être question, puisque le Parlement, avec tout le parti de l'Union, repoussait résolument Henri IV comme hérétique et les cinq princes catholiques de sa maison comme *fauteurs* d'hérésie. Qui donc pouvait invoquer la qualité de « prince catholique et français » exigée par l'arrêt du Parlement ? Les Guises seuls qui pourtant étaient plutôt des princes étrangers établis en France que des princes français, puisqu'ils appartenaient à une famille étrangère ; vers eux allaient toutes les sympathies des ligueurs zélés qui n'appartenaient pas à la faction espagnole.

C'est à tort, en somme, que Michel de Marillac prétend avoir préparé dès la fin de 1592 le triomphe de Henri IV : les débats de l'Assemblée tenue en octobre à l'Hôtel de ville et les termes de l'arrêt rendu par le Parlement en décembre prouvent irréfutablement le contraire.

Il faut lire l'arrêt du 22 décembre. D'abord, nulle trace de protestation expresse contre les termes de la bulle dont l'enregistrement est confirmé : le Parlement « enjoinet... à toutes personnes... de recognoistre ledit cardinal de Plaisance legat du saint siège en sa légation, charge et facultez à lui octroyées *suyvant la vérification d'icelles faictes en la dicte cour* » (1). Puis, l'addition dont parle le mémoire

1. Les réserves du Parlement tiennent toutes dans ces derniers mots qui sont une simple référence à l'arrêt d'enregistrement de la bulle. Le récit de Marillac, quant aux circonstances de cet enregistrement, est controuvé : en adressant au Parlement les « bulles et facultez apostoliques » délivrées au Cardi-

n'est pas, comme on serait porté à le croire, une simple incidente, mais une partie importante de l'arrêt (trente-trois lignes sur cent vingt-trois) ; il m'a paru intéressant de la reproduire partiellement ici parce qu'elle contient en substance la déclaration du fameux arrêt du 28 juin 1593 et qu'elle semble jeter quelque jour sur le sens exact de cet arrêt trop vanté : le Parlement « exhorte tous prélats, princes, seigneurs et gentilshommes catholiques de ce royaume de ne se laisser aller aux artifices des hérétiques et leurs adhérens en ce qu'ils sèment : que l'Assemblée des Estats Généraux publiée en ceste ville ne tend qu'à faire tomber l'Estat royal et couronne de France és mains des estrangers, et croire que l'assemblée des dicts Estats n'a esté ordonnée à autre fin que pour maintenir la religion catholique, apostolique et romaine et procéder à la déclaration et establissement d'un roy très chrétien catholique et français, et tel qu'il sera advisé par les Estats selon les loix du royaume...

Enjoinct à tous gouverneurs, baillifs, sénéchaux de ce ressort et leurs lieutenans de tenir la main à ce que ceux qui sont et seront cy-après en chemin pour se trouver à l'assemblée desdicts Estats y puissent venir librement... »

nal Segal, Mayenne lui-même en avait requis l'enregistrement dans les termes que voici : « Sans y user d'aucune longueur ny difficulté, pourveu toutesfoys qu'en icelles il n'y ait aucune chose préjudiciable ny dérogeante aux privilèges de l'Eglise gallicane et droitz de la couronne de France. » (*Registre de la Ligue*, fol. VI^{xxxj}). Cet enregistrement fut prononcé le 27 octobre 1592, sans protestation particulière, il est vrai, mais avec la réserve suivante : « sans préjudice toutes foys des auctorité et jurisdiction royalle et libertez de l'Eglise gallicane » (*Ibid.* fol. LXIX).

Le parlement, en somme, reconnaissait aux Etats généraux le droit de disposer de la couronne, et les « pensées d'élection » ne sont devenues « insupportables » à Michel de Marillac et à la plupart de ses collègues que lorsqu'ils eurent pris le parti de se rallier à Henri IV.

VIII

Les Etats généraux, ou du moins les peu nombreux députés des trois ordres dont la réunion prenait ce nom et qui ne représentaient qu'une partie de la France, s'assemblèrent pour la première fois le 17 janvier 1593 (1). La plupart des anciens historiens nous présentent les Etats comme vendus à Philippe II et prêts à lui sacrifier l'indépendance nationale, et le Parlement comme le rempart de la liberté française et le restaurateur des droits de la race royale : il s'en faut que cette double affirmation soit exacte.

D'autre part, une nouvelle école historique, qui s'efforce

1. Michel de Marillac prit part, en qualité de délégué du Parlement, avec onze de ses collègues, à l'élection des députés de Paris, qui fut faite le 14 janvier. Une semblable élection avait déjà eu lieu en 1591 ; il s'agissait alors de répondre à une première convocation des Etats à Reims. Les élus de 1591 étaient, outre le président d'Orsay, alors prévôt des marchands, trois ligueurs acharnés : Nully, Doriéans et Rolland. A ces quatre députés les électeurs de 1593 adjoignirent huit notables, tous d'opinion modérée : Le Maistre, Bailly, de Masparault, du Vair, d'Aubray, Thielement, L'huillier et Langlois. (*Procès-verbaux des États*, p. 690).

de réhabiliter la Ligue (1), chante les louanges des Etats de 1593 et revendique pour eux le mérite d'avoir, les premiers, invoqué la loi salique pour repousser les prétentions du roi d'Espagne.

La vérité est entre ces deux extrêmes : il suffit, pour s'en convaincre, de lire attentivement les procès-verbaux des Etats.

Ne pouvant analyser ici ces procès-verbaux, je me bornerai à indiquer en quelques lignes, l'impression qui se dégage de leur lecture.

La chambre du clergé subissait avec docilité les directions du légat, personnellement acquis à la cause espagnole, mais cherchait à concilier cette obéissance avec les intérêts des princes lorrains et secondait Mayenne dans ses essais de transaction.

La noblesse n'était représentée que par des partisans de la maison de Guise : c'est dire quelle fut son attitude.

Le tiers état, seul, manifesta quelque indépendance vis-à-vis du lieutenant général. On comptait dans ses rangs des *guisards* avérés, d'aveugles ennemis de la dynastie nationale, mais une partie des députés de cet ordre prêtait l'oreille aux éloquentes adjurations de Guillaume du Vair, orateur de la députation parisienne, et, sans se dégager encore de la Ligue, portait toute son attention du côté de la conférence engagée avec les catholiques royaux et sentait confusément que le salut de la France était dans une réconciliation générale scellée par la conversion de Henri IV au catholicisme en même temps que par la proclamation du principe de la tolérance religieuse.

1. Voir notamment l'ouvrage de M. de Chalembert.

Cette réconciliation ne faisait pas l'affaire du duc de Mayenne et de ses conseillers ; ils n'avaient convoqué les Etats que pour parvenir à l'élection d'un roi de leur choix, et n'avaient consenti à ouvrir une conférence avec les catholiques royaux, que dans l'espoir de les détacher du parti de Henri de Bourbon. La faiblesse, les divisions de la Ligue étaient telles qu'ils ne pouvaient rien sans le concours de Philippe II, d'où les constants efforts du lieutenant général pour amener une transaction favorable à son ambition entre les prétentions du roi d'Espagne et ce que les Ligueurs décoraient du nom de *loi salique*.

On sait que les Etats, d'accord avec Mayenne, rejetèrent successivement trois propositions des ambassadeurs de Philippe II tendant à décerner la couronne : à l'infante ; à l'archiduc Ernest marié à celle-ci ; à l'infante et à un prince français qui deviendrait son époux et que désignerait ultérieurement le roi d'Espagne. Ces trois propositions furent repoussées au nom de la loi salique par Mayenne et par les Etats, mais le respect des traditions nationales était le dernier souci du lieutenant général ; il en aurait fait bon marché si l'orgueilleux Philippe avait daigné jeter les yeux sur le prince Emmanuel de Lorraine son fils et l'accepter pour gendre. Cette combinaison n'aurait, il faut bien le dire, rencontré de résistance dans les Etats que de la part de la minorité patriote dont j'ai déjà parlé.

Cependant beaucoup de Ligueurs commençaient à ouvrir les yeux et à voir le danger que couraient l'unité et l'indépendance de la France ; ils cherchaient les moyens de faire échec aux visées du duc de Mayenne. Le Parlement était devenu le foyer de cette opposition qui se manifesta

par son célèbre arrêt du 28 juin 1593, dit *de la loi salique*.

IX

Dans son *Mémoire* (1), Michel de Marillac se fait gloire d'avoir provoqué l'intervention du Parlement et par là, coupé court aux prétentions espagnoles et assuré le triomphe de Henri IV.

Il explique que le 23 juin 1593, il prit la parole dans la deuxième chambre des enquêtes dont il faisait partie, s'étendit d'abord sur l'intérêt qu'il y avait à obtenir la prolongation des trêves successives conclues avec les royaux à l'occasion de la conférence « représenta que l'on proposoit aux Etats d'élire un roi et conclut en disant que le Parlement devait s'opposer à cette élection et en proposant de députer deux membres de la compagnie qui iraient demander à la première chambre des enquêtes de nommer aussi deux de ses membres, lesquels, joints à deux délégués de la deuxième chambre, se présenteraient devant la grand'chambre et demanderaient la réunion des chambres pour en délibérer ». Marillac semble dire ici qu'il s'est élevé contre le principe même de l'élection. Cependant, comme nous allons le voir, il ne fut question, au cours des débats qui aboutirent à l'arrêt du 28 juin, que

1. Voici le titre complet de ce mémoire : *De la ligue, et particulièrement comme pendant icelle il (Marillac) a esté le premier qui a fait la proposition sur laquelle est intervenu arrest pour avoir un roy catholique et françois et empescher que la couronne fust transférée en mains estrangères au préjudice de la loy salique.*

de défendre la loi salique en ce qu'elle fermait l'accès du trône aux femmes, autrement dit de faire échec aux prétentions de Philippe II, sans pour cela faire aucune déclaration en faveur de la dynastie nationale ; nous verrons aussi qu'après tout, l'arrêt du 28 juin n'est guère qu'une réédition solennelle et spéciale d'un principe affirmé occasionnellement par l'arrêt du 22 décembre 1592.

Je reviens au récit de Michel de Marillac : sa hardiesse étonne ses collègues, « le danger n'étant pas moindre que de la vie ». Cependant, sur son insistance, la Chambre nomme deux conseillers, Marillac et un autre moins ancien que lui, mais voilà que s'émeut la circonspection de Marillac, qui ne s'attendait pas à être ainsi mis en vedette ; il fait valoir qu'il s'est déjà suffisamment compromis par sa proposition et prie la Chambre de désigner avec lui un collègue plus ancien chargé de porter la parole à sa place. On défère son désir et la compagnie porte son choix sur M. de Sulfour, qui accepte sans hésitation.

Sulfour et Marillac se rendent alors à la première des enquêtes et demandent la désignation de deux membres de cette chambre chargés d'aller requérir avec eux l'assemblée des chambres « pour délibérer s'il seroit à propos de prier M. de Mayenne de continuer la tresve et d'aviser aussi sur plusieurs autres affaires importantes ». Quels qu'aient pu être le langage de Michel de Marillac au sein de sa chambre et celui de Sulfour devant la première des Enquêtes, il est visible que l'objet avoué de l'Assemblée projetée n'était pas très compromettant. Cependant, Marillac éprouve le besoin de dramatiser les choses pour enfler son rôle ; il constate l'étonnement de la première Chambre

qui consent néanmoins à désigner deux de ses membres, mais les choisit moins anciens, « afin que la parole et le hazard demeuraissent à la seconde chambre ».

Les quatre députés se rendent à la Grand'chambre qui manifeste le même sentiment de surprise craintive que les Enquêtes ; elle accueille cependant la proposition qu'expose M. de Sulfour et, le lendemain étant le jour de la Saint-Jean, fixe au vendredi 25 juin l'Assemblée des Chambres.

Le seul objet précis de la séance était, comme on l'a vu plus haut, la question de la trêve avec les royaux qui jusque-là, n'avait été conclue que de dix jours en dix jours ; il s'agissait de remplacer ces courtes trêves, dont le défaut de renouvellement pouvait à chaque instant ramener les hostilités, par une trêve prolongée dont le parti ligueur avait grand besoin. Peu secouru par les Espagnols, succombant sous le poids d'une dette énorme, Mayenne sentait aussi bien que quiconque la nécessité de conclure une longue suspension d'armes à la faveur de laquelle il espérait encore parvenir à ses fins. Aussi ne conçut-il aucune inquiétude en apprenant la résolution du Parlement. Il se borna à lui envoyer le président de Vetous qu'il chargea de la trêve devant être définitivement conclue prier la cour de suspendre provisoirement sa délibération, le dimanche 27 juin. Cependant le lendemain 28, le Parlement, en l'absence de toute communication du duc de Mayenne, résolut de tenir l'assemblée générale projetée et « *au lieu de parler de la trêve de laquelle seulement M. de Mayenne pensoit que l'on dуст traiter*, on s'arrêta principalement sur cette élection ou nomination d'un roy, dont on parloit aux Etats ».

D'après une note manuscrite de la collection Dupuy (1), l'arrêt aurait été résolu chez Pithou et dicté par du Vair. Suivant la même note, l'assemblée générale du 28 juin était présidée par le président de Hacqueville ; le fameux président de Neuilly était « présent et non contredisant » ; en outre « Molé et d'Orléans gens du roy, mandés, accordèrent que l'arrêt se fist à leur réquisition ». D'autre part « *un conseiller qui passoit plus outre à la paix avec l'hérétique fut rabroué* ». Neuilly et d'Orléans étaient au nombre des plus intransigeants ligueurs et furent exilés lors de l'entrée du roi à Paris ; le président de Hacqueville ne fut guère mieux traité. La note dont il s'agit porte à penser que la délibération ne parut pas aux ligueurs impénitents constituer une manifestation même indirecte en faveur de de la reconnaissance des droits de Henri IV.

Après avoir entendu un discours de Guillaume du Vair, que son ardent patriotisme éleva ce jour-là au niveau des plus grands orateurs, et les conclusions du procureur général Molé, le Parlement rendit l'arrêt dont voici la teneur :

« La cour, toutes les chambres d'icelles assemblées n'ayant, comme elle n'a jamais eu, autre intention que de maintenir la religion catholique, apostolique et romaine, et l'estat et couronne de France sous la protection d'un roy très chrétien, catholique et françois (ce passage est presque textuellement emprunté à l'arrêt du 22 décembre 1592) a ordonné et ordonne que remonstrances seront faictes ceste après-disner par M. le président Le Maistre, assisté d'un

1. Vol. 661, fol. 11, V^o.

bon nombre de conseillers de ladicte cour, à M. le duc de Mayenne, lieutenant général de l'estat et couronne de France, en la présence des princes et officiers de la couronne estant de présent en ceste ville, à ce que aucun traicté ne se face pour transférer la couronne en la main de prince ou princesse estrangers ; que les loix fondamentales de ce royaume soient gardées, et les arretz donnez par la dicte cour pour la déclaration d'un roy catholique et françois exécutez ; et qu'il ayt à employer l'autorité qui luy a esté commise *pour empescher que sous le prétexte de la religion la couronne ne se transfère en main estrangère contre les loix du royaume* et pourveoir le plus promptement que faire se pourra au repos du peuple, pour l'extresme nécessité en laquelle il est réduit. Et néantmoins dès à présent a la dicte cour déclaré et déclare tous traictez faits ou à faire cy-après pour l'establisement de prince ou princesse estrangers nuls et de nul effect et valeur comme faicts au préjudice à la loy salique et autres loix fondamentales de ce royaume. »

Une délégation est aussitôt nommée pour porter cet arrêt à la connaissance du duc de Mayenne ; elle est composée du président Le Maistre et de vingt conseillers, parmi lesquels Michel de Marillac. Cette délégation se rend auprès du duc de Mayenne non pas le jour même, comme le dit Marillac dans son *Mémoire*, mais le lendemain 29 juin, à sept heures du matin. Le président Le Maistre lui expose ce qui s'est passé au Parlement et termine ainsi son allocution : « Et partant, Monsieur, la cour m'a donné charge de vous dire qu'elle a cassé tout ce qui se fait et se fera cy-après en l'assemblée des Etats contre la loy salique et les loix fondamen-

tales du royaume ». A ces mots, Mayenne manifeste le plus grand dépit (1) et répond au président : « Vous vous fussiez bien passés de donner un arrêt de si grande importance sans m'en communiquer ! » Il songea un instant à casser l'arrêt de son autorité privée et n'y renonça que parce qu'il craignit d'entrer en lutte ouverte avec le Parlement. Cet arrêt émut vivement tous les personnages qui travaillaient à l'accord de Philippe II et du lieutenant général : le légat s'écria que le Parlement était devenu luthérien (2) ; et l'archevêque de Lyon, d'Espinac, qui, le 27 juin, se posait devant les Etats en défenseur de la loi salique et de l'indépendance française, eut le 30, devant Mayenne, avec le président Le Maistre, une très vive altercation au cours de laquelle il qualifia l'arrêt de « vilain affront. »

Cet arrêt n'eut pas l'importance capitale qu'on lui a attribuée, mais il fut assurément opportun. Sans reconnaître encore les droits de Henri IV, la Cour signifiait au lieutenant général qu'elle s'opposait au nom des lois de l'Etat à toute autre résolution que l'élection pure et simple d'un roi de race française, et Mayenne perdait ainsi tout espoir d'obtenir l'enregistrement du compromis qu'il se flattait encore de conclure avec Philippe II.

Quant au rôle de Marillac dans l'intervention du Parlement, nous avons vu combien secondaire il fut. Cette

1. Davila soutient (t. III, p. 418) que le mécontentement de Mayenne était feint et qu'il était, au fond, d'accord avec les parlementaires pour faire pièce aux Espagnols : ce n'est guère vraisemblable.

2. Legrain, p. 261.

compagnie n'avait d'ailleurs pas attendu pour s'émouvoir la démarche de la deuxième Chambre des Enquêtes : la grand'-chambre était tenue au courant, jour par jour, de ce qui se passait dans l'Assemblée des Etats où elle avait ses représentants autorisés ; les présidents de Nully et Le Maistre et le conseiller du Vair étaient au nombre des députés de Paris ; de plus, une délégation du Parlement, dont faisaient partie le procureur général Molé et le conseiller Damours, était admise aux séances et prenait part aux débats, à titre consultatif. Dès le 19 mai, comme le constate le procès-verbal de la chambre du clergé (1), le procureur général « avoit esté en Parlement faire des remonstrances touchant la proposition que les Espagnols vouloient faire pour rompre la loy salique fondamentale du royaume, par le moyen de laquelle ceste monarchie s'estoit maintenue depuis douze cents ans, pour mettre en avant ces prétentions de leur infante, contre ce qui avoit esté inviolablement observé en ce royaume et jugé en grande et célèbre Assemblée des Estats ; et partant qu'il sommoit la Cour en délibérer et en demandoit acte, à ce que à l'advenir on ne luy peust reprocher qu'il avoit laissé passer légèrement une affaire de telle conséquence sans en parler. » (2) Le biographe de Michel de Marillac, Lefebvre de Lezeau, dit qu'à la séance des Etats du 28 mai, les membres présents

1. *Procès-verbaux des Etats*, p. 477.

2. Le procès-verbal ajoute : « On dict aussy qu'il toucha quelque chose de l'élection du roy que l'on prétendoit faire, mais qu'il luy fut dict qu'il ne falloit mettre ceste affaire avec l'autre. » *Procès-verbaux des Etats*, p. 477.

du Parlement résistèrent courageusement aux propositions du duc de Mayenne ; que Le Maistre, Damours et du Vair « y parlèrent fort librement et résolument, et le sieur Molé, procureur général, entre autres, y parla fort vertueusement et dict au duc de Mayenne que sa vie et ses moyens estoient à son service, mais qu'il estoit vray François et qu'il mourroit françois et perdrait la vie et les biens devant que jamais estre autre » (1). Enfin, dans la séance du 20 juin, du Vair s'opposa de toutes ses forces à un projet de transaction élaboré par le lieutenant général. De tout cela, il faut nécessairement conclure que les vrais instigateurs de la résistance parlementaire aux projets des Espagnols et du duc de Mayenne, les protagonistes de cette lutte patriotique sont du Vair, Molé et Le Maistre ; bien loin derrière eux vient Michel de Marillac dont l'action tardive et timide, et le rôle effacé ont été singulièrement exagérés par lui. Il fut du nombre de ces « ouvriers de la onzième heure » qu'accueillit si bien le Béarnais, aussi oublieux des injures que des services : chacun d'eux, comme le dit M. Bernard, « grossit le mérite de ses propres actions qui avaient été favorables au souverain » (2).

1. Vie de Marillac. Ms de la Bibliothèque de Sainte-Geneviève.

2. L'opinion publique fut passablement choquée de la facilité avec laquelle certains adversaires du roi rentrèrent en grâce, témoin ce quatrain :

Si les mauvais Français sont bien récompensés,
Si les plus gens de bien sont les moins avancés,
Soyons un peu meschans, on guerdonne l'offense ;
Qui n'a point fait de mal n'a point de récompense.

(*Satire Ménippée*. Ed. de Ratisbonne, 1726, t. I, p. 385.)

X

Après l'abjuration de Henri IV, c'en est fait de la Ligue ; le duc de Mayenne quitte Paris à la fin de 1593 et le Parlement se décide enfin, le 3 janvier 1594, à reconnaître expressément le roi dans un arrêt où il condamne implicitement sa propre conduite.

Les magistrats ligueurs n'étaient rentrés dans le devoir que par étapes successives qu'ils avaient parcourues d'un pas plus ou moins rapide, mais, à chacune de ces étapes, leur avant-garde avait été précédée par l'opinion publique. La sincérité de plusieurs d'entre eux a été fortement suspectée tantôt par un parti, tantôt par l'autre : c'est le sort des hommes qu'une coïncidence malencontreuse range toujours du côté du parti dominant. Marillac n'y échappa pas : la preuve s'en trouve dans la *Satire Ménippée*. Le sieur de Rieux, en sa comique harangue, s'insurge contre la loi salique ; il ne sait pas au juste ce que c'est, mais il la déteste d'instinct, en vrai brigand dont les préférences vont à l'anarchie ; il menace d'aller « saccager ces chaperons fourrés de la Cour de Parlement qui font les galants et se mêlent des affaires d'Etat où ils n'ont rien que voir » ; il cite ceux qui ont opiné pour cette « méchante loi », Le Maistre, du Vair « et ce beau Marillac qui faisoit tant l'échauffé au commencement et n'opinoit que feu et sang ; je crains à la fin qu'il ne fasse banqueroute à la Ligue, si on lui promet d'estre conseiller d'estat du Biarnois. Gardons-nous de ces gens qui tournent leur robe si aisément et suivent le vent de fortune quand ils voient que leur

parti va mal ! » Les auteurs de la célèbre satire qui, en leur qualité de *politiques*, ne pouvaient souffrir Marillac, se sont fait un malin plaisir de mettre en contraste son zèle royaliste des derniers temps de la Ligue et son passé factieux (1). Faut-il tenir pour vraie l'insinuation de la *Satire Ménippée*? Il est impossible de scruter la conscience des hommes, mais Michel de Marillac était intègre ; je ne vois pas qu'il ait jamais recherché, pendant les troubles, aucun avantage personnel ; son changement d'attitude au déclin de la Ligue ne lui a valu aucune récompense apparente. Son zèle religieux l'avait d'abord porté dans les rangs des plus violents ligueurs et lui avait fait accepter de compromettants rapports avec la faction des Seize, mais, peu à peu, ses instincts d'ordre et d'autorité avaient repris le dessus ; il finit par déplorer l'anarchie dont la Ligue étoit responsable. « Le parti, dit-il dans son *Mémoire*, était plein de confusion, sans règle et sans ordre ; la forme ancienne de l'Estat n'y paraissoit point. »

Il ajoute que les princes étaient divisés et se jalousaient, que Mayenne n'étoit pas obéi, que l'argent manquait, et

1. Parmi les magistrats qui ne se rallièrent à Henri IV que lorsque son triomphe parut inévitable, se trouvait un conseiller au Parlement de Rouen, nommé Jean de Cahagnes. Le rusé Normand, qui avait siégé dans le Parlement ligueur de Rouen jusqu'au commencement de 1594, prit alors le parti de venir rejoindre à Caen les *royaux* de sa compagnie et leur déclara « avoir esté tousjours avec eulx, absent comme présent, et que, pendant une si longue séparation, l'affection qu'il avoit tousjours eue au service de ses roys légitimes luy transportoit le cœur ailleurs que là où il sembloit estre arrêté ». (Floquet, t. III, p. 620.)

que les gouverneurs de provinces agissaient en souverains : « Ils consommoient tous les deniers des provinces et ne contribuoient en rien au général » ce qui était le plus grave des torts aux yeux d'un administrateur scrupuleux et probe comme Michel de Marillac. C'est le temps, nous apprend la *Satire Ménippée*, « des gouverneurs qui font les roytelets et se vantent d'être assez riches quand ils ont une toise de rivière à leur commandement ». Enfin le désordre était à son comble « en sorte que, avoue Marillac, les choses estoient en un extresme dérèglement pour la guerre, les Finances et le gouvernement et ce désordre s'espandoit en toutes les autres parties, ce qui lassait tellement tous les officiers et amateurs de l'Estat qu'il s'excita en l'an 1591 (il faut lire 1592) un sentiment universel de désirer la paix... » C'est ce « sentiment » qui fut cause de l'assemblée à l'Hôtel de ville du 26 octobre 1592 : on sait que Marillac, malgré son peu de goût pour l'anarchie, s'efforça de faire écarter la motion des *semonneux* : son langage donne à penser, en dépit de ses protestations contraires, qu'il était alors complètement opposé au rétablissement de la dynastie capétienne et qu'il songeait à l'élection par les Etats d'un roi choisi parmi les princes lorrains.

XI

A quel moment faut-il placer l'entrée de Marillac dans le parti de Henri IV ? Il serait téméraire d'induire ce fait de la fameuse démarche du 23 juin 1593, dont le futur garde des sceaux s'avantage tant dans son *mémoire* : ce

serait exagérer le sens et la portée de l'arrêt du 28 juin, simplement destiné, nous l'avons vu, à empêcher le duc de Mayenne de sacrifier la dignité et l'indépendance de la France à ses vues ambitieuses. Il est seulement probable qu'avec beaucoup de ses collègues, Marillac commençait alors à écouter la voix du peuple qui s'élevait de plus en plus en faveur de Henri IV, et que l'échec lamentable des Etats de la Ligue et surtout l'abjuration solennelle du roi firent cesser bientôt ses dernières hésitations : il faut toutefois remarquer que son adhésion formelle et publique au chef de la dynastie ne date que du commencement de 1594 (1).

A partir de ce moment, les événements se précipitent. Mayenne, en quittant Paris, avait laissé le commandement dans la capitale au gouverneur Brissac, sur lequel il

1. S'il faut en croire Marillac, son adhésion à la cause de Henri IV remonte au jour de la conversion de ce prince (25 juillet 1593). Mais comment concilier cette adhésion et le respect des censures non encore rétractées du Souverain Pontife ? Marillac a recours pour cela à un raisonnement ingénieux : « Après cette conversion, dit-il dans l'*Apologie* (fol. 32) ceux de ce temps là se souviennent que le garde des Sceaux tesmoigna partout bien hardiment et librement que les François estoient obligés de reconnoistre le roy, et, pour convaincre ceux du party, il se servoit d'une clause de ce monitoire dont il est parlé cy-devant, par laquelle le pape exhortoit la noblesse catholique à se départir du service du roy voyant que, disait-il, la promesse qu'il leur avoit faite de se faire catholique estoit vaine et sans effet ». De cette clause, Marillac tirait un triomphant argument à *contrario* et « cette ratiocination eut beaucoup d'efficace ». Cependant, le pape ne céda qu'au bout de deux ans aux instances des ambassadeurs du roi !

croyait pouvoir compter. Ce dernier, considérant l'état désespéré des affaires de l'Union, ne songea qu'à traiter avantageusement avec le roi et lui ouvrit les portes de la ville (22 mars).

Marillac était allé à Chartres le 20 février faire sa soumission au roi. Il ne semble pas que Henri IV lui ait fait alors grand accueil : le *mémoire* nous apprend que le roi lui fit dire de retourner à Paris où il pourrait le servir utilement. Et de fait, Michel de Marillac s'efforce de faire oublier au monarque sa longue hostilité : il concourt à l'entrée des troupes royales dans Paris, met sa bourse et celle de ses amis à la disposition de Brissac, lui prête douze cents écus pour les besoins de l'opération et contribue à la prise de la Porte Neuve (1) ; il est du nombre des citoyens courageux qui, après l'entrée du roi, courent, au risque de leur vie, dans le quartier de l'Université (2), en apprenant que les Seize cherchent à le soulever et réussissent à empêcher une collision sanglante et à conserver à la reddition de Paris son caractère pacifique.

Le jour même de son entrée dans la capitale du royaume, Henri IV publie une amnistie générale dont il n'excepte que les plus compromis des Seize, et ceux des prédicateurs et des ligueurs irréductibles qui l'avaient jusqu'à la fin pour-

1. *Apologie*, fol. 33.

2. *Mémoires de la Ligue*, tome VI, p. 263. — Dans la rue des Mathurins, près l'hôtel de Cluni, ils essuyèrent les arquebusades d'un détachement espagnol qui fit une décharge à la vue de leurs écharpes blanches : le chapeau de Pithou fut traversé par une balle (Bibliothèque nationale, fonds Dupuy, ms 661, fol. 43).

suivi de leurs injures et de leurs menaces. Encore se bornet-il à les punir d'exil. Je relève dans le *roolle de ceux auxquels le Roy veut estre baillé passeport pour sortir de la ville de Paris*, les noms suivants : Acarie, La Bruyère, d'Orléans (1) qui venait de publier son fameux *Banquet du comte d'Arete*, Crucé, Senault, Nully qui avait cependant concouru à l'arrêt du 28 juin 1593 (2), Roze, Pellerier, Boucher, Aubry, Machault et Baston. Il est probable que ces deux derniers durent leur exil à l'affaire du 16 janvier 1589 : Marillac en avait autant sur la conscience, et

1. Bien que Gallican, puisqu'en sa qualité d'avocat général au parlement ligueur, il s'était opposé de toutes ses forces à la réception du concile de Trente, d'Orléans fut de ceux que la conversion du roi ne désarma pas. Son pamphlet, d'une extrême violence, nie la sincérité de cette conversion. « Il était, dit-il, baptisé catholique, depuis il s'est fait hérétique, il redevint catholique à la saint Barthélemy, il retomba huguenot peu après la St-Barthélemy. Le voilà aujourd'hui catholique. Ne serait-il pas demain huguenot ? — Les politiques disoient :

La couronne appartient à Henry de Bourbon
Il n'y a qu'à tenir, il n'est plus hérétique !
Qu'en dites-vous, Ligueurs ! Vous n'avez pas du bon,
Il faut ployer sous lui, puisqu'il est catholique

RESPONSE

Si catholique il est jamais, nul de nos roys
Ne le fut tant que luy, Non pas S^t. Loys mesme,
car ils ne l'ont esté chacun d'eux qu'une fois
et Henry de Bourbon l'est ja pour la troisiemes ».

2. Le roi refusa de le recevoir ; quant au président de Hacqueville, qui présidait le Parlement le 28 juin, Henri IV l'engagea à se retirer pendant quelque temps sous prétexte qu'il était « ordinairement malade » quand il était question de quelque affaire intéressant la cause royale (de Chalembert, t. II, p. 373).

bien lui prit d'avoir su se concilier la bienveillance du roi par les services qu'il rendit à sa cause dans les derniers temps de la Ligue.

XII

Pour ne pas interrompre le cours de la justice, Henri IV résolut de rétablir le parlement de Paris, sans attendre le retour des magistrats qui, pendant les troubles, avaient composé les parlements de Tours et de Châlons. Le chancelier de Chiverny reçut l'ordre de se rendre au Palais, d'y faire aux parlementaires ligueurs les « admonitions nécessaires » et de recevoir leur serment de fidélité. Les politiques et surtout les parlementaires demeurés fidèles s'indignèrent fort contre cette décision qu'ils considéraient comme un acte d'ingratitude de la part du roi. Il est cependant certain que la cérémonie constitua pour le parlement une véritable humiliation (1).

Le *mémoire* de Marillac fait bien mention de la déclaration du roi du 28 mars 1594, et en extrait ce qu'elle contient d'avantageux, mais il se garde bien de souffler mot de la cérémonie qui en fut la suite !

1. Les lettres de rétablissement, datées du 28 mars 1594, rappellent que les membres du parlement, infidèles à leur serment, ont été interdits par le feu roi « nostre dit sieur et frère ayant conceu contre eux une *juste indignation* » (Bibliothèque Nationale, actes royaux). Voir pour les détails de la cérémonie : Chiverny, p. 274 et suiv. ; *Forme du serment faict au roy par la cour du Parlement de Paris le 28 mars 1594*, Lyon, 1594 ; *Remonstrance faicte en la Grand'chambre le 28 mars 1594*, Paris 1594.

Le roi voulut qu'il fût fait une réception triomphale aux membres des parlements de Tours et de Chalons quand ils rentrèrent à Paris : on alla à leur rencontre jusqu'à Bourg-la-Reine. Ces honneurs n'étaient qu'un faible dédommagement des dangers, des souffrances et des pertes que leur avait valu leur attachement à la royauté et ne les empêchèrent pas de ressentir un vif chagrin en voyant rétablis purement et simplement dans leurs fonctions des magistrats dont plusieurs avaient figuré parmi les plus violents ligueurs. Ils s'en prirent surtout à François d'O, gouverneur de Paris, que Jacques-Auguste de Thou accuse d'avoir voulu par là « gagner les bonnes grâces du peuple et la faveur des officiers du parlement qui venoient de faire leur paix. » Le premier président, ajoute de Thou, « en eut un sensible déplaisir, il ne pouvait se consoler qu'on lui eut fait perdre une si belle occasion d'arracher toutes les semences d'une faction dangereuse, et de voir que la grâce qu'on venoit d'accorder laissoit aux rebelles l'espérance de pouvoir un jour se révolter impunément » (1). Ces sentiments sont bien compréhensibles : « Il est malaisé, dit la satire Menippée (2), que ceux que l'on a pillés, volés,

1. J.A. de Thou, *Mémoires* (coll. Petitot, 1^{re} série, t. XXXVII, p. 496). Toutefois, comme le constate d'ailleurs le même écrivain (*Hist. Universelle*, t. VIII, p. 394), le roi décida que les membres des parlements de Tours et de Chalons auraient le pas sur les autres « afin que... ceux qui lui avaient toujours été fidèles et attachés eussent quelque avantage sur les autres et que ceux-ci eussent toujours lieu de se ressouvenir de la faute qu'ils avaient commise. »

2. Edition de Ratisbonne, 1726, t. I, p. 385.

emprisonnés en la Bastille, rançonnés et chassés de leur ville et de leurs charges, ne jettent quelque malédiction sur ceux qui en sont cause, quand à leur retour ils trouvent leurs maisons vagues, désertes, où il n'y a plus que les murailles, au lieu qu'il les avoient laissées richement meublées et accomodées de toutes choses ». Au premier rang de ceux dont la rentrée en grâce indignait les royaux était Michel de Marillac ; ils demandèrent à François d'O, c'est le *mémoire* qui nous l'apprend, qu'on l'envoyât rejoindre ses collègues Machault et Baston, mais le gouverneur, qui avait les ordres du roi, n'y voulut pas consentir et leur dit que le roi « le vouloit conserver, qu'il le connoissoit bien, qu'il n'avoit point affaire de leurs passions et ne vouloit point qu'on lui touchast. »

Achille de Harlay ne put accepter qu'avec une profonde répugnance le maintien dans la compagnie qu'il présidait d'un homme qui s'étoit associé à l'attentat de Bussy-Leclerc contre son autorité et sa personne, ainsi qu'à son incarcération. Pour Marillac lui-même, la situation devait être intenable ; elle fut de courte durée : en 1595, il quittait le parlement et devenait maître des requêtes de l'hôtel.

CHAPITRE II

I. Marillac, maître des requêtes, conseiller d'Etat, surintendant des finances. — II. Marillac et Richelieu. — III. Le livre de Santarelli. Politique religieuse du garde des sceaux. — IV. Siège et prise de La Rochelle. — V. Formation de la cabale. — VI. Campagne de 1630. Question de la guerre ou la paix. — VII. Maladie du roi. *Journée des Dupes*.

I

A partir de 1595 et jusqu'à l'élévation de Michel de Marillac aux grandes charges, la vie du futur garde des sceaux s'écoule paisible et obscure, partagée entre les occupations administratives et les œuvres de piété. D'après un éditeur de la *Satire Ménippée* (1), il aurait été « du conseil de Madame sœur du roi, huguenotte » : il s'agit de Catherine de Bourbon, sœur de Henri IV, régente de Béarn, puis duchesse de Bar, qui resta en effet attachée à la religion réformée : ce détail, s'il est exact, ne manque pas de piquant. Quoi qu'il en soit, l'*Apologie* (fol. 15 et suiv.) nous le montre : en 1597 allant à Rouen avec le duc de Montpensier « pour demander des secours pour le siège d'Amiens, où il réussit fort heureusement » (2), puis s'occu-

1. Ratisbonne, 1752, t. I, p. 100 en note.

2. Floquet (t. IV, p. 120) dit au contraire que Michel de Marillac échoua dans sa mission et que ce fut Harlay de Sancy,

pant avec succès du règlement des tailles pour les généralités de Bordeaux et de Limoges ; en 1598, tenant les Etats des provinces d'Agenois, Rouergue et Comminges, puis se rendant en Bretagne « en exécution du règlement des comptes entre les chambres des comptes de Paris et de Nantes » ; en 1600, allant dans le Bourbonnais pour les intérêts du domaine royal, puis suivant Henri IV en Savoie, et accompagnant à Marseille le chancelier de Bellièvre qui allait recevoir la nouvelle reine Marie de Médicis, enfin envoyé dans les généralités de Bourbonnais et d'Auvergne pour les finances ; en 1601, se rendant à la frontière d'Espagne « pour faire exécuter contre les Espagnols les ordonnances de transport et de commerce ».

L'*Apologie* est muette sur la vie de Marillac de 1602 à 1612 (1) : en cette dernière année, il est fait conseiller

envoyé à Rouen après lui, qui décida la ville à fournir au roi une contribution de 100.000 livres.

1. Elle ne parle pas non plus de la mission qu'accepta Marillac, pendant la Régence, d'aller solliciter au nom de la reine mère les membres du Parlement de Rouen, dans le procès en exécution de promesse de mariage intenté à Bassompierre par Marie d'Entraques, sœur de la marquise de Verneuil. En haine de celle-ci, Marie de Médicis soutenait Bassompierre. M. Floquet (tome IV, p. 279 et suiv.) donne des détails extrêmement curieux sur ce procès qui dura plusieurs années. Le comte de Soissons, gouverneur de Normandie, soutenait les d'Entraques. Les deux partis encombraient Rouen de gentilshommes armés et desoldats ; la cour, divisée en deux camps, s'y rendit presque tout entière. Bassompierre était accompagné partout par deux cents gentilshommes, et pour le renforcer les chevau-légers de la reine étaient venus d'Evreux tout exprès. Chacune des parties faisait ses visites à la tête d'une petite armée. « Le maître des requêtes Marillac alloit visiter ostensiblement tous

d'Etat ; en 1614, il est désigné avec l'évêque de Rieux et l'intendant des finances Arnault, lors du décès de la reine Marguerite, « pour soustenir la maison, ordonner des honneurs, conserver les bagues, régler les domestiques et créanciers » ; en 1615, il suit Louis XIII et la reine mère en Bretagne, puis il est du « voyage du mariage du roi » avec charge de faire un rapport sur les dispositions et les solennités et de veiller à l'exécution des dispositions prises. Malgré des vellétés de retraite, il continue son service de conseiller d'Etat jusqu'en 1621. Grâce aux désordres de la régence, le nombre des personnes pourvues de ce titre, auquel était attaché certains avantages, s'était multiplié au point de déconsidérer la fonction. Au début du ministère de Richelieu, le roi résolut de remédier à cette situation en réformant son conseil : il ne garda, dit l'*Apologie*, que six conseillers ordinaires : « les trois premiers nommés et chacun se taisant » le roi écrivit sur la liste le nom de Marillac qui tenait le fait des cardinaux de Richelieu et de la Rochefoucault ; c'est ce qui donna à la reine mère et au cardinal de Richelieu l'idée de le proposer comme surintendant des finances, mais le roi y avait déjà pensé (1).

Michel de Marillac resta deux ans à la tête des finances : il est certain qu'il les géra avec une parfaite intégrité, ce qui était plutôt contraire aux traditions de l'emploi. Aussi le prince de Condé déclarait-il le nouveau surintendant *innocens manibus*. Il s'était engagé par un vœu à ne tirer

les juges au nom de la reine mère dont il montrait les lettres closes expresses pour Bassompierre jusqu'à la plus scandaleuse inconvenance. » Finalement, Bassompierre gagna son procès.

1. *Apologie*, fol. 18 à 20.

de ses charges aucun profit matériel, se contentait du traitement qui y était attaché et refusait les gratifications les mieux consacrées par l'usage. D'autre part, il s'opposait autant qu'il pouvait aux dépenses qu'il ne jugeait pas régulières (1). On sait que Richelieu souffrait difficilement qu'on contrôlât ses actes et qu'on fit opposition à sa volonté ; sans faire aux dépens de l'Etat, comme plus tard Mazarin, une colossale et scandaleuse fortune, le grand cardinal ne négligeait pas ses intérêts : Marillac l'accuse d'avoir en mainte circonstance abusé des acquits de comptant (2) qui permettaient de faire sortir du trésor des sommes considérables sans en indiquer la destination. Aussi est-il permis de penser que Richelieu ne fut pas fâché, en contribuant à élever Michel de Marillac à la dignité de garde des sceaux, de le remplacer aux finances par un homme tout à lui, le marquis d'Effiat (3).

II

A peine Michel de Marillac était-il en possession des sceaux de France que le roi fit arrêter à Blois (13 juin 1626) le duc de Vendôme, gouverneur de Bretagne, et son frère le grand prieur qui cabalaient et conspiraient contre l'autorité royale. Le nouveau garde des sceaux fut chargé de les interroger. Il n'eut pas de peine à obtenir les aveux du

1. *Apologie*, fol. 75 à 77.

2. *Apologie*, fol. 187.

3. *Mémoires* de Goulas, t. I, p. 17.

duc ; quant au grand prieur, il se refusa à tout entretien avec le chef de la justice sous ce sanglant prétexte qu' « étant entré dans la Ligue, il avait juré non seulement de ne jamais reconnoître pour roi celui à qui la couronne appartenoit de droit, ni même ses enfants, mais encore de lui être contraire en toute occasion » (1). C'était la première fois qu'on jetait ainsi à la tête de Marillac son passé de ligueur ; ce ne devait pas être la dernière.

Les temps étaient changés, et Marillac était alors aussi sincèrement attaché au roi Louis XIII qu'il avait été, durant plusieurs années, hostile à son père. Mais le nouveau garde des sceaux n'avait rien abandonné des idées et des tendances de l'ancien ligueur ; elles devaient en faire bientôt l'ennemi du cardinal de Richelieu et l'adversaire de sa politique.

Les écrivains du temps partisans de Richelieu et notamment l'auteur des *Entretiens des Champs Elysées* accusent Michel de Marillac de noire ingratitude à l'égard du cardinal qu'ils appellent son bienfaiteur ; ce reproche est très exagéré. De son côté, Marillac ne veut devoir qu'au roi, à ses mérites et à ses services, les hautes fonctions auxquelles il fut appelé à la fin de sa carrière ; ce n'est pas plus exact.

1. *Mémoires* de Loménie de Brienne, p. 45. Il n'était pas possible d'atteindre plus cruellement le garde des sceaux. Marillac sentait bien où le bât le blessait : accusé par l'auteur des *Entretiens des Champs Elysées* d'avoir été l'ennemi de Henri III et de Henri IV, il manifestera plus tard en ces termes, dans son *Apologie* sa violente irritation : « Cela est dit par une rage de passion et de malignité diabolique et par un vomissement de colère. »

En réalité, Marillac était ce qu'on nommait alors une *créature* de la reine-mère (1) et c'est à celle-ci qu'il dut la charge des sceaux et l'expectative de l'office de chancelier.

D'après l'*Apologie* (f. 79) les rapports du cardinal et du garde des sceaux demeurèrent excellents pendant une année (2) ; ils se refroidirent alors, et Marillac en accuse le cardinal qui ne voulait souffrir dans les conseils du gouvernement aucune influence autre que la sienne, et à qui la bienveillance du roi pour le garde des sceaux portait ombrage : tous ceux qui approchent Louis XIII doivent être à la dévotion de Richelieu, « fust-ce un garçon de chambre, il faut qu'il serve le cardinal à sa mode ou qu'il s'assure qu'il sera chassé » (3). Mais nous verrons que le cardinal avait de justes motifs de défiance à l'égard de Marillac ; il était assez perspicace pour soupçonner de bonne heure en celui-ci un ennemi secret, qui s'efforcerait de le perdre à la première occasion.

Tant que l'accord régna entre Marie de Médicis et Riche-

1. Louis de Marillac, son frère, avait épousé en 1607 Catherine de Médicis, fille du comte de Bardi, parente éloignée de la reine. Cette alliance fut la cause première de la fortune du garde des sceaux et du maréchal. La liaison de Michel de Marillac avec Bérulle et les fréquents rapports que lui ménagea avec la reine-mère l'introduction en France de l'ordre des Carmélites firent le reste.

2. Peut-être leur bonne intelligence ne dura-t-elle pas si longtemps. Jacques Dupuy écrit à Peiresc le 28 décembre 1626 (t. I, p. 796) : « Le bruit de la disgrâce de nostre garde des sceaux n'a pas été sans fondement. M. le cardinal et luy ont esté en très-mauvaise intelligence et est malaisé qu'elle se renouë si tost »,

3. *Apologie*, fol. 22.

lieu, le garde des sceaux se tut, mais il désapprouvait déjà la politique du cardinal.

Richelieu était homme d'Eglise, et quoi qu'on en ait dit, sincèrement croyant (1), mais c'était avant tout un homme d'Etat, le plus grand assurément qu'ait eu la France ; son vaste et puissant esprit, sans s'arrêter aux subtilités théoriques, distinguait nettement les limites pratiques du domaine de la religion et de celui des choses terrestres ; inflexible dans sa rigueur à l'égard de ceux qui troublaient la France, et l'empêchaient par leurs menées de réaliser le splendide avenir qu'il rêvait pour elle, il ne cessa, par un contraste frappant et tout à son honneur, de respecter les consciences, sachant bien que la force ne peut rien contre elles et que la persuasion seule est capable de les maîtriser, en sorte qu'un judicieux historien a pu dire qu'il « donna au monde l'exemple d'une tolérance inconnue aux hommes de cette époque » (2). A l'extérieur, il sentait la nécessité,

1. Il avait consacré les loisirs de son exil après la chute du maréchal d'Ancre, à composer des ouvrages de controverse contre le calvinisme (Capefigue. *Le cardinal de Richelieu*. Paris, 1865, p. 27). Evêque de Luçon, il s'était efforcé de ramener au catholicisme les huguenots de son diocèse. — Voir son testament qui contient l'affirmation solennelle de sa foi.

2. Auguste Le Roy, *Histoire de France*. Rouen, 1870, p. 351. Conf. d'Avenel, t. III, p. 229. « Cardinal et chef d'Etat, Richelieu unissait en sa personne une double qualité : comme chef d'Etat, il était absolu ; comme cardinal, il était tolérant. Nous considérons ce destructeur du parti protestant comme un des fondateurs de la liberté de conscience dans notre pays ». Cette attitude lui valut, au début de son ministère, les violentes attaques de l'ancien parti de la ligue dont les pamphlétaires l'appelaient le *pontife des calvinistes*, le *patriarche des athées*.

vitale pour la France, de lutter sans relâche contre les deux branches si étroitement unies de la maison d'Autriche ; dans ce but, il soutenait contre l'Empereur les puissances protestantes du nord de l'Europe et, tout prince de l'Eglise qu'il était, n'hésitait pas à combattre le chef du catholicisme dans sa politique et dans ses actes de souverain temporel quand ils étaient contraires aux intérêts de la France (1).

Suivant Marillac, au contraire, le but commun des souverains catholiques devait être l'extirpation de l'hérésie ; il fallait donc s'appliquer à faire disparaître de France la religion réformée, s'abstenir de faire la guerre à l'Empereur et au roi d'Espagne qui étaient tous deux engagés dans une lutte sans merci avec leurs sujets de la religion, et éviter toute difficulté avec la papauté, lien commun des puissances catholiques ; la lutte contre la maison d'Autriche était d'ailleurs inutile ; il ne s'agissait, après tout, que de disputer à l'empereur et à l'Espagne une petite vallée des Alpes ou une mince principauté italienne ; la guerre, sans intérêt pour la France, ne pouvait servir que

Il fallut que l'assemblée du clergé intervînt pour les faire cesser (Todièrre, p. 164 et suiv.).

1. « Pour les Espagnols étoient les deux tiers de l'Italie dont ils sont possesseurs, et, hormis les seuls Vénitiens, tous les autres princes et estats de cette province par crainte et le duc de Savoie par une ambition démesurée de profiter de la dépouille du Montferrat ; l'empereur y couchoit de son reste et y employoit toutes les forces d'Allemagne ; l'Anglois étoit pour eux, et nos hérétiques les favorisoient et étoient à leur solde... le Roy n'étoit soutenu en la terre que de son épée et de son conseil... » (*Mémoires de Richelieu*, t. VII, p. 573).

es desseins d'un ministre ambitieux (1); elle était, de plus, dangereuse, car le royaume était affaibli, le peuple souffrait, il fallait nécessairement le soulager en diminuant les impôts, ce que la guerre ne permettait pas de faire (2).

Marillac avait raison en invoquant la détresse du peuple, et Richelieu, tout à ses grands projets, ne paraît pas s'en être autrement préoccupé, mais il ne faut pas oublier que le ministère de Richelieu avait été précédé de quatorze années de déplorable gouvernement où, sans guerre extérieure, on avait vu disparaître les réserves de Sully et l'équilibre des finances entièrement livrées à de rapaces favoris et à des traitants sans scrupule ; c'était non dans des économies, mais dans une équitable répartition des impôts et dans une

1. *Apologie*, fol. 158 : Le cardinal poussait à la guerre « afin d'estre longtemps nécessaire à la France et y brouiller si bien les affaires que l'on y eust affaire de luy pour les desbrouiller ».

2. Voir l'appréciation du rôle politique de Bérulle et de Marillac dans l'ouvrage de M. l'Abbé Houssaye, p. 48 et suiv. Malgré l'insistance du légat Barberini, Richelieu refusait d'abandonner les Grisons protestants à la maison d'Autriche. En présence de ce désaccord, dit M. l'Abbé Houssaye, « les amis du P. de Bérulle s'émurent. M. de Marillac rédigea un mémoire plus ardent que raisonné et qui faisait plus d'honneur à la sincérité de sa foi qu'à la justesse de ses vues politiques ; il y soutenait la nécessité de conclure la paix à tout prix ». Cela se passait en 1625.

Dans ce mémoire, Marillac déclarait « que l'intérêt de nos alliés ou le nostre n'estoit considérable au prix de la ruine de l'hérésie et qu'il estoit à craindre que ce ne fust l'heure que plusieurs ames très saintes prévoyoient de la destruction de cet Estat, si on négligeoit les moyens que Dieu presentoit de ruiner l'hérésie » (Mariéjol, II, p. 246).

réforme des institutions financières qu'il fallait chercher le soulagement du peuple : Marillac, bien que très au fait des finances, ne paraît pas s'en être douté.

III

Le cardinal et le garde des sceaux n'étaient d'accord que sur l'étendue de l'autorité royale : l'un et l'autre la voulaient absolue. Tant qu'il eut les sceaux, Marillac s'associa sans hésitation aux actes de rigueur du cardinal contre ceux qui bravaient le roi et son ministre ou se liguèrent, soit entre eux, soit avec l'étranger. Il ne cessa d'opposer l'absolutisme royal aux prétentions des cours souveraines contre lesquelles il avait écrit un volumineux traité (1).

La difficulté ne commençait que lorsqu'il s'agissait des rapports des papes avec la royauté. Le Souverain Pontife n'avait-il pas sur les rois un pouvoir de juridiction ? Ne pouvait-il pas les punir, prononcer leur déchéance, les faire mettre à mort ?

L'affirmative avait été soutenue, à l'époque des guerres de religion, dans plusieurs ouvrages ; la thèse fut reprise au début du xvii^e siècle par le cardinal Bellarmin (2) dans un livre ayant pour titre : *Traité de la puissance temporelle du Souverain Pontife*. Ce livre souleva

1. Voir ci-après p. note

2. Il avait jadis accompagné en France, aux Etats de la Ligue le cardinal Sega, légat du Saint-Siège, en qualité de conseil (Legrain, p. 173).

les protestations unanimes de la magistrature française qui, soutenue par l'immense majorité du tiers état, répondit en déclarant que les rois ne tenaient leur autorité que de Dieu seul et ne reconnaissaient *nul supérieur en terre*.

Le 26 novembre 1610 le parlement de Paris, sur les conclusions de l'avocat général Servin, avait rendu un arrêt interdisant l'impression, la vente et même la lecture de l'œuvre de Bellarmin. Marillac était alors intervenu et avait écrit un traité (1) assez confus dirigé contre les conclusions de Servin. Après avoir proclamé « que le pape a la souveraineté de la puissance spirituelle par toute la chrestienté » et « que les roys sont souverains au temporel et ne reconnaissent point de supérieur en terre », il remettait tout en question en se demandant « si l'exercice de la puissance spirituelle peut avoir quelques effets sur le temporel, de laquelle question — ajoutait-il — je ne diray chose quelconque ny pour l'affirmative ny pour la négative, mais seulement que le cardinal Bellarmin, qui apporte plusieurs autoritez pour son advis, et à quoi veut répondre cette remonstrance (les conclusions de Servin) tient l'affirmative et ladicté remonstrance tient la négative », mais il attaque très vivement différents passages des conclusions et les accuse de si mal défendre la cause de la négative que leur lecture est faite pour porter à adopter plutôt l'affirmative (2).

1. En voici le titre : *Examen du livre intitulé : Remonstrances et conclusions des gens du roy et arrest de la Cour de Parlement du 26 novembre 1610*. Paris, 1611.

2. Voir l'appréciation des conclusions de Servin dans l'*Apologie* (fol. 28). J'ay toujours esté bon françoys, dit Servin dans

Le fond de la pensée de Marillac apparaît ici.

Cependant, les événements de la Ligue étaient encore présents à tous les esprits : on sait avec quelle énergie, pour mettre hors de toute atteinte les institutions nationales et la personne même de nos rois le tiers état réclama, en tête de son cahier, aux Etats Généraux de 1614, l'affirmation solennelle de l'indépendance de la royauté, et grâce à quel subterfuge ce vœu fut écarté par les conseillers de la reine-mère (1).

L'orage était calmé quand parut, en 1626, un livre où le P. Santarelli soutenait que le pape avait « le droit de punir et de déposer tout prince, quelque exempt qu'il fût » (les rois de France se prétendaient exemptés de l'excommunication par d'anciennes bulles).

Les hostilités reprennent de plus belle : la Sorbonne censure Santarelli ; la cour de Rome s'émeut et, appuyée par le haut clergé, intervient et obtient, grâce aux efforts

les *Entretiens des Champs Elysées*, et me suis volontiers opposé aux entreprises faictes contre la couronne. C'est pourquoi il (Marillac) escrivoit contre moy et qu'il fit imprimer son pernicieux *examen* où il assujettit la royauté sous d'autres puissances suivant les anciennes maximes de quatre-vingt-neuf qui ont engendré tant de malheurs à la France.

1. M. Georges Picot (*Histoire des Etats Généraux*, 2^e éd., t. IV, p. 218) constate que l'échec de ce vœu « fut vivement ressenti par la masse du pays qui était en communauté absolue d'idées avec le tiers état ». Michel de Marillac fut ici encore mêlé aux événements : Le 15 janvier 1615, il se rendait de la part du roi auprès du clergé pour lui annoncer que la cour désérait à ses protestations et que déjà, pour lui donner une première satisfaction, elle avait fait arrêter l'imprimeur du Parlement (*Ibid.* p. 214).

réunis du nonce Spada et de Bérulle, une rétractation de la censure, que la papauté juge attentatoire à ses droits ; le parlement fait rage, somme la Sorbonne d'informer de nouveau et ne s'incline qu'en frémissant devant la volonté du roi qui, pour en finir, prend le parti d'évoquer le procès et le laisse tomber (1).

L'affaire du livre de Santarelli n'était pas de nature à mettre aux prises le cardinal-ministre et le garde des sceaux ; tous deux avaient été d'avis d'étouffer cette affaire (2).

Richelieu ne pouvait oublier qu'il était prince de l'Eglise ; il savait que, sur cette question touchant au dogme, la cour de Rome ne céderait jamais et qu'elle attribuait le schisme d'Angleterre à la méconnaissance de ses droits (3) ; avec son admirable sens pratique, il sentait d'ailleurs l'impossibilité de concilier les deux prétentions ; enfin, il n'envisageait pas sans inquiétude les conséquences de la lutte : « Il y a — disait-il, — beaucoup d'esprits mélancoliques à qui il importe grandement d'oster tout sujet de penser que le roi soit mal avec Sa Sainteté » (4).

1. M. l'abbé Houssaye, p. 131 et suiv.

2. Lettre de Marillac à Molé du 17 juillet 1626 : « Le roy est fort pressé touchant les contentions de la Sorbonne et craint bien qu'il ne s'en allume un grand feu... il me semble que cela seroit bien en silence. » (*Mémoires de Mathieu Molé*, t. I, p. 369).

3. M. l'abbé Houssaye, p. 131 et suiv. Le nonce écrivait à Richelieu que c'était la cause de Dieu qui était en question, et le cardinal Magalotti déclarait à l'ambassadeur de France à Rome que « cette occurrence a plus touché et affligé le pape que ne fit la prise des forts à la Valteline ».

4. *Doc. inéd. Mélanges historiques*, t. III, p. 812.

De son côté, Marillac était tenu à une grande réserve par sa situation de garde des sceaux ; aussi se borna-t-il à appuyer discrètement ceux qui s'entremettaient entre les deux partis ; mais, nul doute que son action ne s'exerçât, en somme, dans le sens des intérêts du Saint-Siège. Au nonce, qui l'assiégeait de ses instances, Richelieu, se rendant auprès du roi, répondait : « Laissez-moi arriver à Blois avec M. de Marillac et rendez grâces à Dieu de ce que vous n'avez plus affaire avec Monsieur le Chancelier » (1).

La magistrature, si profondément gallicane, avait vu avec colère l'attitude de son chef dans cette affaire.

Quelques passages de la correspondance de Peiresc donneront une idée des sentiments qu'inspirait au monde parlementaire la politique religieuse du garde des sceaux.

A la demande de Spada, Marillac avait fait arrêter un bénédictin anglais, nommé Barnes, auteur d'un livre intitulé *Contra æquivocationes*. A ce propos, Jacques Dupuy écrit à Peiresc le 7 décembre 1626 : « Monsieur le garde des sceaux a servi le nonce fort à propos dans cette affaire. et le nonce eut raison de dire quand on luy bailla les sceaux : *non temo piu poiche il Marillac e Guarda sigillh*. Il se porte en ces affaires de Rome avec grande passion et le nonce dit luy mesme qu'il a peine à le retenir tant il y va vite. Monsieur le Cardinal ne se mesle pas de ces minuties ; pourveu qu'il gouverne le Roy, il ne se soucie pas de l'oppression des particuliers, *sed hæc inter nos*. Le pauvre bénédictin avait beaucoup d'amis, et il y avoit plus

1. M. l'abbé Houssaye, p. 131 et suiv.

de trente ans qu'il vivoit icy sous la foy publique... » (1). Le 14 du même mois, Dupuy écrit à M. de Valavez : « Monsieur le garde des sceaux fait perquisition des privilèges de l'Université, et croit-on que c'est pour réprimer cette liberté, dit-il, trop grande du recteur qui promeut toujours quelque chose de difficile digestion au nonce et court de Rome » (2). Autre lettre de Jacques Dupuy à M. de Valavez du 1^{er} janvier 1627 : « Notre garde des sceaux est maintenant rafermé (le bruit de sa disgrâce avait couru) ; il a scellé encore quelques nouvelles lettres patentes contre la Sorbonne qu'on vous fera voir. M. de la Ville aux Clercs ne les a voulu signer. Celles contre le décret du recteur furent dictées à Renault, son secrétaire, chez le nonce, par le nouvel archevesque de Lyon. L'imprimeur du livre intitulé *La Ligue catholique* a été pris prisonnier. Le nonce l'avoit retiré et baillé cinquante escus. Le garde des sceaux a commandé au lieutenant civil de le délivrer, ce qu'il n'a voulu faire sans ordre exprès du roy. Le garde des sceaux n'a insisté davantage (3). »

IV

La prise de La Rochelle et la modération que montra le cardinal victorieux sont peut-être ses plus beaux titres à l'admiration des hommes. Il arrive avec le roi devant la place le 20 septembre 1627 ; depuis deux mois déjà, le

1. Tome I, p. 774.

2. Tome I, p. 786.

3. *Ibid.*, p. 801.

siège est commencé, mais les chefs de l'armée ont mené mollement les opérations. Richelieu, présent, tout change : l'ennemi est chassé de l'île de Ré ; du côté de la terre, la ville est entourée d'une infranchissable circonvallation, une digue formidable, plusieurs fois détruite par les flots et toujours reconstruite, ferme le port ; toutes les tentatives des Anglais pour secourir les assiégés et rompre le blocus échouent lamentablement. La Rochelle, après avoir résisté pendant plus d'un an avec un héroïsme qui n'a jamais été dépassé, est obligée de s'avouer vaincue ; Richelieu fait connaître ses conditions : la liberté de conscience est assurée aux réformés, amnistie pleine et entière est accordée à la population, mais le culte catholique sera rétabli dans la ville qui perd ses privilèges et dont les fortifications seront rasées. *L'Apologie* (fol. 152) conteste tout et critique tout : d'abord, la prise de La Rochelle n'est pas due à Richelieu ; c'est Louis de Marillac qui a fait adopter le plan d'attaque de l'île de Ré ; la digue est l'œuvre d'un architecte et d'un maçon ; enfin, le cardinal a fait des conditions trop douces aux Rochelois (1).

Voici d'ailleurs en quels termes *l'Apologie* (fol. 156) apprécie le rôle de Richelieu au siège de La Rochelle et la façon dont le cardinal usa de la victoire : « Il importait qu'elle (La Rochelle) receut une punition exemplaire et que l'hérésie en fust entièrement bannie ; je voy bien qu'il fera

1. Michel de Marillac, oubliant qu'il avait été lui aussi un révolté, disait durement aux députés de la Rochelle : « Vous n'êtes pas venus vous jeter aux pieds du roi, vous y êtes tombés malgré vous » (Michaud, *Biographie universelle*, V^e *Marillac*).

encore de cecy un article pour faire appréhender aux huguenots qu'il sorte de charge... » Le cardinal « pouvoit par justice et raison exterminer pour jamais en ce lieu-là tout exercice et profession de l'hérésie et rendre à Dieu cette gloire pour tant d'offenses et de blasphèmes qui ont esté vomis contre lui. Les Rochelois se trouvant en cette extrémité envoyèrent devers le cardinal demander audience... » Michel de Marillac exhorta en vain le cardinal à leur refuser tout entretien, lui représentant qu'avant huit jours les portes s'ouvriraient d'elles-mêmes et que la ville se rendrait à discrétion : « l'avidité de gloire précipitée en un particulier a privé Dieu, l'Eglise, le roy et le royaume de cette justice et de tous ces biens-là et au contraire, engagé le roy à y conserver la liberté de l'hérésie... Cette faute est si grande et si importante qu'elle doit être à opprobre perpétuel à ceux qui l'ont commise, mesme (*surtout*) à un ecclésiastique et un cardinal. Quant au reste du siège, qu'il n'y cherche point de gloire, car elle est à Dieu très grande et au roy de sa patience et persévérance... » Les lignes qui précèdent font voir quels étaient, dès l'époque du siège de La Rochelle, les sentiments de Michel de Marillac pour Richelieu et sa politique ; il n'est vraiment pas possible de croire à sa sincérité quand il nous déclare qu'il n'a cessé de rendre au cardinal de bons offices, et qu'il l'a même défendu lorsque sa situation était menacée.

Suivant Marillac, Richelieu favorisait les Réformés pour s'en faire des alliés. « C'est pourquoi, dit l'*Apologie*, les huguenots ont grand peur qu'il sorte des affaires et que la France, délivrée de celui qui la trouble, puisse jouir d'une heureuse paix, travailler à l'honneur de Dieu, établisse-

ment de la justice et soulagement du peuple par moyens efficaces. »

Tout en réclamant « l'extermination de l'hérésie » et en s'indignant de la tolérance du cardinal, Marillac déclarait n'attendre « que de Dieu et des bons exemples, ainsi que de la bienfaisance et de la charité la conversion des réformés » (1), et Richelieu raillait impitoyablement l'incohérence de langage et le manque d'esprit politique du garde des sceaux. Comme, en plein conseil, ce dernier se réjouissait de l'attaque de la flotte anglaise contre les côtes de France, comme du préliminaire de la réduction de La Rochelle, le cardinal s'écria : « Il ne reste plus qu'à luy mettre un grain de sel sur la queue, ayant vraisemblablement regret qu'on se tint en espérance des desseins de Dieu et que l'on en diminuast la gloire qu'il s'en promettoit » (2).

En regard des idées de Michel de Marillac, il faut mettre celles qu'exprimait Richelieu, dès le début de son ministère, dans ses instructions à Schomberg, envoyé auprès des Protestants d'Allemagne : « Les diverses créances (croyances religieuses) ne nous rendent pas de divers estats ; divisez en soi, nous demeurons unis en un prince au service duquel nul n'est si aveugle d'estimer, en matière d'Estat, un Espagnol meilleur qu'un Français huguenot. Il se trouvera véritablement division entre nous, non en ce monde, mais en l'autre... autres sont les intérêts d'Estat qui lient les princes, autres sont les interests du salut de nos ames qui, nous obligeant pour nous mesmes à vivre et

1. *Apologie*, fol. 50.

2. *Ibid.*, fol. 80.

à mourir en l'Eglise en laquelle nous sommes nés, ne nous astreignent, au respect d'autrui, qu'à les y désirer, mais non pas à les y amener par la force et les contraindre » (1).

L'homme qui tenait ce langage était le même, dit M. d'Avenel (tome II, p. 404) « qui, à La Rochelle, poussait à la roue pour remettre le canon dans les embrasures » tout en faisant déclarer par le roi « qu'il voulait seulement ôter la faction du milieu de ses sujets, le reste étant un ouvrage qu'il faut attendre du ciel, sans y apporter aucune violence que celle de la bonne vie et du bon exemple. Là-dessus, le cardinal n'a pas varié ; le langage qu'il tenait aux Etats Généraux de 1614, à ses premiers pas dans la vie publique, il ne le démentira pas un instant jusqu'à sa mort. »

« L'honneur de Richelieu, c'est, en détruisant le parti, d'avoir laissé vivre le culte. On ne l'en a pas assez loué, mais la modération très sincère que le cardinal montra dans la victoire est plus admirable que la victoire elle-même ; cet homme, si absolu en politique, est conciliant en religion ; il ne nourrit aucun noir dessein contre l'édit de Nantes ; ce vainqueur des Rochelois est un des partisans — et ils sont rares alors — de la liberté de conscience » (*Ibid.*, t. IV, p. 423.)

Dans les sociétés humaines, la tolérance ne règne que par éclaircies ; ce ne sont pas les idées du cardinal qui triompheront, mais celles de Marillac dont les successeurs arra-

1. B. Zeller. *Louis XIII, Marie de Médicis. Richelieu, ministre*. Paris, 1899, p. 115.

cheront à Louis XIV « sans le moindre prétexte et sans aucun besoin » (1) la révocation de l'édit de Nantes.

V

Il est certain que, dès 1628, Michel de Marillac et ses amis appelaient de tous leurs vœux la chute du cardinal-ministre dont ils voyaient avec inquiétude l'influence sur le roi grandir de jour en jour.

Louis XIII avait quitté pour quelques semaines le siège de la Rochelle pour retourner à Paris, accompagné du garde des sceaux. L'autorité du cardinal se trouvait diminuée par l'éloignement ; Bérulle et Marillac gouvernaient à leur guise, et, suivant l'*Apologie*, tout allait le mieux du monde :

« Le roy estant à Paris, le garde des sceaux et le père Bérulle, non encore cardinal, voyoient tous les jours le roy chez la reyne sa mère et ne se peut exprimer avec quelle douceur et unanimité les affaires se faisoient et le contentement qu'avoit le roy d'un indicible repos auquel il vivoit, on ne mettoit son esprit en aigreur contre personne, on dissipoit tous les dégoûts qu'il avoit du cardinal qui estoit assez souvent en toutes les affaires qui pouvoient attendre le voyage d'un courrier... il est vray que, pour perdre le cardinal, il n'estoit besoin que de laisser courir le cours de l'eau, car il se passa plusieurs occasions auxquelles il estoit si aisé de lui nuire que, sans rien faire,

1. *Mémoires de Saint-Simon*, éd. Chéruel, t. VIII, p. 143.

il estoit perdu... » mais le Père de Bérulle et le garde des sceaux s'efforçaient toujours de le tirer d'affaire, « ce qui rend le cardinal coupable de la plus signalée ingratitude qui ait jamais esté » (1).

Richelieu était parfaitement édifié, dès ce moment, sur la véritable nature des sentiments de Marillac à son égard ; il l'accueillit assez mal quand le garde des sceaux revint avec le roi au camp sous la Rochelle. On reconnut alors « un grand empeschement en son esprit pour le regard du garde des seaux », et Bautru écrivait à la reine mère : « je ne sçay ce qui s'est passé, mais je ne vois plus Monsieur le garde des seaux, en l'esprit de Monsieur le cardinal, en l'assiette que je l'ay veu ci-devant » (2).

Que s'était-il donc passé ? la cabale était formée, et Richelieu le savait (3).

Vittorio Siri (4) parle même d'une première rupture entre la reine mère et le cardinal à la suite de la prise de la Rochelle, mais la plupart des historiens et des mémorialistes mentionnent, comme étant la première, celle qui se produisit à Fontainebleau, en septembre 1629, quand Richelieu, après la soumission définitive du parti réformé, revint triomphant du Midi.

Cette rupture, suivie d'une réconciliation apparente (5), se place entre les deux expéditions d'Italie que Richelieu

1. *Apologie*, folio 84. *Ibid.*, fol. 25.

2. *Ibid.*, fol. 97.

3. *Mémoires de Richelieu*, t. VII, p. 554

4. *Anecdotes*, t. I, p. 191 et suiv.

5. *Apologie*, fol. 110.

entreprit contre vents et marées et mena glorieusement à leur fin, en dépit de l'opposition concertée de ses adversaires (1).

Le cardinal était encore en Languedoc, achevant la soumission du parti protestant, quand il reçut une lettre de Bérulle qui lui conseillait de revenir à Paris « où il jugeoit sa présence nécessaire pour les mauvais offices qu'il reconnoissoit qu'on lui rendoit en l'esprit de la reine ». Richelieu ne fut pas la dupe de l'intérêt que semblait lui porter le conseiller de Marie de Médicis. Il dit, dans ses *Mémoires* que, quand il revint à la cour, « il reçut l'effet des mauvais offices que ledit cardinal de Bérulle l'avoit averti qu'on lui rendoit » ; et il ajoute, avec une sanglante ironie : « Lui et le garde des sceaux virent avec déplaisir l'orage qui tomba sur ledit sieur cardinal, mais avec si peu d'émotion que beaucoup d'esprits jugèrent qu'ils estimoient que Dieu peut-être voudroit permettre quelque changement en cette occasion, pour élever des personnes si bien intentionnées au gouvernement de l'Etat » (2).

A peine de retour, Richelieu eut à s'occuper de la con-

1. L'hostilité de Marillac à l'égard de Richelieu était dès ce moment connue : « On nous dit que le roi doit estre caché dans la Savoie ; les Reines et le conseil demeurent à Lion, ce qui ne plaist guère à M. le garde des seaux. M. du Chastelet est intendant de la justice en l'armée du roy qui est un bel emploi pour lui et fort contre le goust du garde des seaux qui ne le tient nullement pour ami. M. le cardinal l'a voulu ainsi : vous jugez par là le peu d'intelligence qu'il y a entre ces messieurs » (lettre de J. Dupuy à Peiresc, 20 mai 1629, t. II, p. 700).

2. *Mémoires de Richelieu*, t. VIII, p. 54.

clusion définitive du traité avec la Hollande dont il s'agissait d'empêcher l'écrasement par l'Espagne (1). L'affaire est soumise au conseil : Bérulle se refuse à opiner, opposant à toutes les instances cette réponse qu'il n'est pas assez bon théologien pour prendre parti ; Marillac, sans pousser les scrupules aussi loin, ne donne un avis favorable au traité qu'après avoir consulté le fameux Duval, docteur en Sorbonne (2). Bérulle et Marillac savaient pourtant que le roi d'Espagne n'avait pas hésité, quelques mois auparavant, à s'allier avec les chefs du parti protestant français ; ils avaient eu sous les yeux l'original du traité qui, expédié d'Espagne en France, avait été intercepté !

Richelieu exaspéré par leur attitude, les ménageait, cependant (3), parce qu'il ménageait la reine-mère qui

1. « Il n'y a homme bien sensé, dit Richelieu, qui n'avoue que le secours que le Roy donne aux Holandois est le moyen qui conserve le plus puissamment son royaume. Ceste pileule est de dure digestion à l'Espagnol de voir que nous les favorisons de gens et d'argent, mais qu'il s'en prenne à Philippes qui nous en a monstre l'exemple, lequel a ouvertement aidé la ligue d'armées et de millions pour les soldoyer, si bien que nous ne faisons en cela que rendre au petit-fils une partie de ce que l'ayeul nous a presté, avec ceste différence néantmoins que là où il soutenait des subjects rebelles à leur roy, nous soustignons des estats qu'il recognoist libres » (*Mélanges historiques*, coll. des Doc. inéd., nouvelle série, t. III, p. 737).

2. *Mémoires de Richelieu*, t. VIII, p. 54. — *Apologie*, f. 10, V^o et 176.

3. Le 21 août 1629, le cardinal écrivait à Bouthillier à propos des affaires de Hollande : « Je vous prie en parler au roy, mais sans que 68 (Bérulle) et 69 (Marillac) sachent que cela vient de moy ». (*Correspondance*, t. III, p. 413).

subissait leur direction ; il ne pouvait oublier qu'il devait tout à cette princesse qui l'avait en quelque sorte imposé au roi après la mort du connétable de Luynes (1) ; peut-être aussi sentait-il que, malgré son énorme influence sur le roi, une seconde brouille avec Marie de Médicis pourrait lui être fatale et que ce serait jouer une grosse partie que contraindre Louis XIII à choisir entre son ministre et sa mère. Il resta sur la défensive et manœuvra si bien que ses ennemis, le croyant perdu, cessèrent tous ménagements et se perdirent eux-mêmes (2).

Le cardinal de Bérulle étant mort subitement le 2 septembre 1629, des bruits d'empoisonnement circulèrent. Marillac n'hésite pas à accuser Richelieu d'avoir fait disparaître un rival qu'il craignait : « On a parlé diversement de sa mort et qu'on luy avoit aidé, et le cardinal, pour s'en deffendre, dict qu'il estoit mort de répletion, mais il y a beaucoup de choses à dire sur cela, et, à la vérité, sa mort a été fort inopinée ». Toujours est-il que quand Bérulle mourut « il y eut une si grande joie en la maison du cardinal qu'elle ne se pouvoit dissimuler, et on alla publiquement luy en faire des conjouissances, comme on en fit des condoléances au garde des seaux » (3).

1. Le roi, dit l'*Apologie* (fol. 67) « haïssoit le cardinal comme le diable ».

2. Loménie de Brienne, p. 52 : « On regardait (après la maladie du roi) la disgrâce du cardinal comme inévitable. L'acharnement de ses ennemis le sauva ; ils donnèrent à leur intrigue le caractère d'une cabale dont le nom seul était odieux au roi ».

3. *Apologie*, fol. 110 et 190.

Cet événement amenait Michel de Marillac au premier plan; il était dès cet instant désigné pour succéder à Richelieu, si le crédit de la reine mère parvenait à faire écarter celui-ci.

VI

Sur ces entrefaites, la maison d'Autriche recommence les hostilités. L'empereur occupe le pays des Grisons et envahit le duché de Mantoue, pendant que les Espagnols, violant le traité de Suze, se jettent sur le Montferrat. Ces graves événements contraignent Richelieu à partir pour les Alpes.

Il quitte Paris le 20 décembre 1629 et, parvenu à la frontière, somme le duc de Savoie de donner passage à l'armée française, conformément à ses engagements que le duc élude avec la mauvaise foi traditionnelle de sa maison. Richelieu, loin de reculer devant les difficultés d'une campagne d'hiver dans les montagnes, fait alors franchir à ses troupes la Petite Doire, contraint le duc à battre en retraite et met le siège devant Pignerol qui capitule le 31 mars 1630.

Pendant ce temps, le roi, après un assez long séjour à Troyes, gagne Lyon, puis Grenoble où le cardinal vient à sa rencontre. Richelieu lui expose que les alliés, déconcertés par sa brusque irruption en Italie et la prise de Pignerol, proposent la paix sur la base de la restitution des conquêtes respectives.

Convient-il d'accueillir ces ouvertures ? Faut-il, en rendant Pignerol au duc de Savoie, renouveler la faute de

Henri III et abandonner une ancienne place française, un précieux pied-à-terre au delà des Alpes ? Ne faut-il pas, au contraire, profiter du succès des armes royales pour trancher d'un seul coup, à l'honneur et au profit de la France, toutes les difficultés suscitées dans la péninsule italique, notamment la grosse question de la Valteline (1), pendante depuis si longtemps, et priver l'Espagne et l'Autriche de cette porte de communication entre leurs domaines ? La paix est assurément désirable, mais doit-on la conclure, après une victoire, au détriment des intérêts et de la grandeur de la France ?

L'hésitation n'était pas permise. Aussi Richelieu n'hésita-t-il pas et fit-il comprendre au roi la nécessité de continuer la guerre. Mais il fallait obtenir le consentement de la reine mère, demeurée à Lyon avec son fidèle Marillac (2). C'est pourquoi le cardinal s'achemina vers cette

1. « La Valteline, dit Richelieu, est importantissime aux Espagnols, pour joindre les Etats d'Italie avec ceux d'Allemagne... pour aller par la Valteline de Milan en Allemagne, ilz passent droict dans le Tirol, du Tirol à Isprug, d'Isprug sur le Danube qui les porte dans Vienne où une armée peut aller de Milan en dix jours... une armée peut aller de Milan en Flandres en quinze jours par le chemin qui s'ensuit : de Coyre, ilz vont passer la gorge du Ster et vont à Felchir... de là ilz vont s'embarquer sur le Rhin au-delà de Schafouze, et le Rhin les porte à Basle, Strasbourg, Cologne, Liège où ilz prennent terre... Par la Valteline, ils peuvent aller au Tirol, du Tirol dans l'Alsace, de l'Alsace, la Lorraine ou la Franche-Comté » (*Mélanges historiques*, coll. des doc. inéd., nouvelle série, t. III, p. 749).

2. Bullion, écrivant à Richelieu, lui dénonçait les longs entretiens de Marillac avec Marie de Médicis et le duc de Belle-

dernière ville, tandis que Louis XIII, heureux de combattre, prenait le commandement de l'armée, et, en quelques jours, s'emparait de toutes les places de la Savoie (mai 1630).

Le cardinal parvient à Lyon, dit l'*Apologie*, le 8 ou le 9 mai. Il rassemble le conseil, mais ne communique pas les originaux des dépêches et se contente d'en présenter des extraits. « Il expose les affaires comme il luy plaist... et, si quelqu'un contredit, les yeux et le visage enflamé de colère du cardinal le fait trembler jusque dans les moelles » (fol. 117).

En dépit de la crainte qu'inspire Richelieu à ses contradicteurs, Marillac puise dans la faveur de Marie de Médicis la hardiesse d'opiner pour la paix. Il ne voit dans le penchant du cardinal pour la continuation de la guerre qu'un misérable souci d'intérêt personnel et l'accuse d'user d'artifice, pour parvenir à ses fins, en mêlant mal à propos la question de la Valteline à celle de la succession de Mantoue ; Richelieu profite de la guerre pour accroître sa puissance, établir plus fortement son empire sur l'esprit du roi. Le garde des sceaux va jusqu'à dénoncer sa haine contre le duc de Savoie !

Déjà cette question de la paix ou la guerre avait été débattue au conseil du roi, pendant le séjour de la cour à Troyes. Marillac y avait constaté avec quelle ardeur

garde, ennemi du cardinal, ajoutant toutefois « qu'il ne croyoit pas qu'il eût le pouvoir de changer l'esprit de la reine au regard du cardinal et qu'à son avis, son épée étoit trop courte » (*Mémoires de Richelieu*, t. VIII, p. 217).

Louis XIII entraît dans les vues de son ministre : sans attendre les avis, il avait déclaré son intention de continuer la guerre. Le garde des sceaux attribue cette décision si prompte à une correspondance secrète du cardinal, car, dit l'*Apologie*, la lettre du cardinal lue au conseil manifestait plutôt une tendance à la paix. Marillac prétend s'y être trompé, et cependant il accuse le cardinal d'avoir habilement présenté les raisons qui militaient en faveur de la continuation des hostilités. Quelques jours après, le roi aurait dit à sa mère : « Le bonhomme garde des sceaux est bien trompé de croire que le cardinal veuille la paix, car il ne la veut pas et son avis est à la guerre » (1).

« Le cardinal, dit Marillac, vouloit la guerre et craignoit la paix, en laquelle les loix, l'ordre et la justice ayant leur cours ordinaire, le prétexte lui manquoit d'estre tant occupé et tant occuper l'esprit du roy et de faire les autres affaires dont les despenses de la guerre donnent ouverture » (2).

« Le garde des sceaux, au contraire, désiroit la paix et faisoit tout ce qu'il pouvoit pour y parvenir par moyens honorables et asseurez ; il voyoit les besoins de l'Eglise et de la religion, les grandes misères du peuple, les désordres de la justice, les nouveautez que l'on estoit contrainct de faire tous les jours pour avoir de l'argent, les hazards que le roy en sa santé couroit, les fréquentes émotions du peuple et le mescontentement universel... le garde des

1. *Apologie*, fol. 160.

2. *Ibid.*, fol. 116.

sceaux voyoit que la paix étoit aisée à faire, honorable et assurée » (1).

Malgré ces dispositions du conseiller de la reine, malgré la sympathie qui unissait Marie de Médicis aux maisons d'Autriche et de Savoie, Richelieu, dans le conseil tenu à Lyon, n'en contraignit pas moins cette princesse, par la puissance de ses raisonnements et l'ascendant de son génie, à reconnaître que la continuation de la guerre s'imposait (2), mais Marie de Médicis et Marillac prirent leur revanche sur la question du séjour du roi à l'armée.

La campagne de Savoie terminée, le roi, après avoir vainement insisté pour que sa mère vint le rejoindre à Grenoble, prit le parti d'aller la retrouver à Lyon (juin). Réunion du Conseil au grand complet : y assistent, outre le roi et la reine mère, le cardinal, Marillac, Schomberg, Bullion, Châteauneuf et Bouthillier. Le cardinal expose la nécessité de la présence du roi au milieu de ses troupes ; il est certain qu'il tenait à ne pas laisser son maître dans

1. *Apologie*, fol. 117. — Conf. le jugement sévère de l'éditeur de la correspondance de Richelieu sur Michel de Marillac. « Dans le grand nombre de lettres que nous avons lues de ce garde des Sceaux (aux Archives du ministère des Affaires Etrangères), dit M. Avenel, nous avons pu connaître à fond ses sentiments et sa politique ; deux mots suffisent à dire quel eut été le gouvernement de la France et le sort du peuple, si la cabale de ce favori de la reine mère eût triomphé : aux misères, ces gens-là eussent ajouté la honte. La guerre d'Italie, contre laquelle la cabale s'était ameutée, était juste et nécessaire ; provoquée par l'Espagne, c'était à la France d'y mettre fin, et Richelieu voulait la finir mais avec gloire ». (*Correspondance de Richelieu*, t. III, p. 707, en note).

2. Richelieu, *Correspondance*, t. III, p. 664.

un entourage qui lui était hostile, mais il avait d'autres raisons : seuls, ce qu'on appelait les « vieux régiments » étaient permanents et observaient une solide discipline ; les autres troupes, levées à la hâte lorsque le besoin s'en faisait sentir et licenciées à la fin de chaque campagne, laissaient beaucoup à désirer ; la désertion et la maraude étaient la prompte conséquence des fatigues et des privations d'une pénible guerre, et la présence d'un souverain jeune et brave ne devait pas peu contribuer à maintenir les soldats dans les rangs.

Contrairement à son habitude, le garde des sceaux, encouragé sous main par Marie de Médicis qui, le 1^{er} juin, lui avait fait connaître son intention de rompre, définitivement cette fois, avec Richelieu (1), tint tête résolument à ce dernier et déclara qu'il ne partageait pas sa manière de voir : « A ces mots, parut un estonnement en la compagnie, les yeux du cardinal estincellants, ficez sur luy (Marillac) et le visage en couleur ». Marillac ne s'émeut pas et motive son avis : l'armée passera bien les Alpes sans avoir le roi à sa tête. « O non, dict le roy à qui on en avoit donné l'impression au dernier degré, ils ne passeront jamais s'ils ne croient que je passe ». En vain le cardinal promet-il, pour vaincre la résistance, que Louis ne dépassera pas Saint-Jean-de-Maurienne. « Si, reprend le garde des sceaux, j'avais dessein de vous faire passer en Italie sans le dire, je proposerais cet avis... mais, à le prendre comme il est présenté, je le trouve fort dangereux... si le roi va jusqu'aux Alpes et ne les franchit pas, les

1. *Apologie*, fol. 127.

ennemis accuseront son courage ». C'était toucher Louis XIII à l'endroit sensible ; il s'écrie les larmes aux yeux : « Si j'allois jusqu'à la frontière, quand je devrois passer tout seul, je passerois outre et on ne m'en sçauroit empêcher, et rompit le conseil ainsy ». Marillac enregistre cette sortie du roi comme une victoire sur le cardinal : « Le roy ayant donc rompu cette résolution s'arresta à cela de n'aller qu'à Saint-Jean-de-Morienne ». Quoi qu'il en soit, Richelieu sentit d'où partait le coup, et, comme Marillac se présentait chez lui une heure après, il lui adressa ces paroles : « Dictes-moi, ne vous avoit-on point dict que vous vous opposassiez fortement à cet advis ? » (1).

A peine le roi est-il parti que le garde des sceaux s'agite et intrigue pour obtenir son retour en France. Le cardinal, qui veut à tout prix l'éloigner de Marie de Médicis, lui fait donner l'ordre de se rendre à Grenoble, sous prétexte qu'il serait plus près pour donner son avis sur les négociations en cours. Après s'être retranché sur ses infirmités et sur le mauvais état de sa santé, Marillac se décide enfin à obéir, mais il lui faut quatre jours pour franchir la distance qui sépare Lyon de Grenoble, et, quand il arrive le 30 juin dans cette dernière ville, le roi vient d'en partir ; il ne peut se résoudre à aller plus loin et, de guerre lasse, le roi l'en dispense, sans l'autoriser toutefois à retourner à Lyon (2).

1. *Apologie*, fol. 122 et 123.

2. Voir les lettres du garde des sceaux aux Archives du ministère des affaires étrangères, 795 *bis* (Affaires int. 53) et 796 (affaires int. 54). Le 22 juillet il écrit à Richelieu. « Monseigneur, j'ai reçu le mémoire sur lequel il vous plaist vouloir mon advis (toujours la question de la gnerre ou la paix)...

Le garde des sceaux séjourne jusqu'au 6 août à Grenoble ; seul dans cette ville, il est en proie à la plus cruelle incertitude. La reine mère lui a dévoilé ses intentions à l'égard du cardinal ; il sait que la rupture est inévitable. Quelle conduite devra-t-il tenir ? Il déteste Richelieu, mais juge la partie grosse. Il avait beau réfléchir, il « ne pouvoit arrester en soi de quelle sorte il s'y conduiroit ». Il prend le parti de consulter le P. Suffren, confesseur du roi, qu'un ordre exprès tenait éloigné de son pénitent : « Je suis en peine, lui dit-il, de ce que je prévois qu'il arrivera rupture entre la reyne et le cardinal, et, cela arrivant, auquel je dois adhérer... luy représentant les considérations qui le mouvoient de chaque costé... ce bon père lui dict qu'il n'y a point de doute, qu'il faut adhérer à la reyne » (1).

Raffermi par cet avis, il ourdit, de concert avec le P. Suffren, une nouvelle intrigue pour hâter la rentrée de Louis XIII dans ses Etats. Ils apprennent que la santé du roi n'est pas bonne à Saint-Jean-de-Maurienne : un jour, c'est une fluxion sur une joue, trois jours après une fluxion sur l'autre, puis une grande douleur de tête, enfin, le 18 juillet, un accès de fièvre. Suffren prend alors le parti d'écrire à Bouvart, premier médecin du roi et l'exhorte à conseiller à son maître le retour à Lyon. Malheureusement, Bouvart

cette heureuse guérison du roy (il s'agit d'une des indispositions auxquelles Louis XIII était sujet) semble vous obliger à le presser de sortir de là et rentrer dans son royaume, comme prenant ces accidens fréquens et venans ainsy de temps en temps comme advertissemens que Dieu vous donne qu'il ne le veut pas en ce lieu-là... » (*Correspondance* de Richelieu, t. III, p. 772). *Mémoires* de Richelieu, t. VIII, p. 217 et suiv.

1. *Apologie*, fol. 127.

répond que l'air de Maurienne est excellent : il a eu, déclare l'*Apologie*, l'indiscrétion de communiquer la lettre au cardinal qui lui a dicté sa réponse. Le garde des sceaux prend la plume à son tour, et, tout en confessant son ignorance des choses de la médecine, il s'efforce de faire comprendre à Bouvart que les indispositions du roi prouvent, contrairement à l'avis de ce médecin, que le roi doit quitter Saint-Jean-de-Maurienne et « que l'air et la demeure d'iceluy ne lui estoient pas sains ». Cette lettre est, comme celle du P. Suffren, soumise à Richelieu. Là-dessus, grande colère du cardinal qui donne à Bouvart, pour le récompenser, une abbaye de 3.000 livres de revenu, en obtient certificat « que ce lieu estoit bien sain pour le roi » et le fait répondre dans ce sens au garde des sceaux (1).

Mais la reine mère et la reine régnante agissent de leur côté(2) et, finalement, Richelieu, vaincu, doit laisser partir

1. *Apologie*, fol. 129.

2. « Le marquis de Mirabel, ambassadeur d'Espagne, entroit dans ces intrigues : il fomentoit le mécontentement et répandoit de l'argent avec profusion pour augmenter le nombre des ennemis d'un ministre dont la maison d'Autriche redoutoit les projets et l'habileté. Marillac, garde des sceaux, paraissoit le plus ardent et le plus dangereux. Il ne perdoit aucune occasion de rendre Richelieu suspect et odieux à la reine mère » (Michel Le Vassor, t. X, p. 404). Cet historien n'est pas favorable à Richelieu.

La sourde hostilité du garde des sceaux à l'égard du cardinal, niée par Marillac, est attestée au contraire par la plupart des contemporains ; elle ressort, d'ailleurs, de l'*Apologie* où la haine, longtemps contenue, éclate en maint passage. Mais ce sentiment, Marillac le dissimule jusqu'à la fin : dans une lettre à Molé, sans date, mais qui est manifestement du milieu de

le roi. Cependant, les choses vont assez mal de l'autre côté des Alpes : trois heures après le départ du roi, arrive à Saint-Jean-de-Maurienne un officier du duc de Montmorency, chargé d'avertir le cardinal que les troupes, minées par les maladies et la désertion, fondent à vue d'œil et de le supplier de conclure la paix à tout prix. Ces tristes nouvelles ne peuvent avoir raison du ferme courage du ministre qui reste inébranlable dans sa résolution de continuer la guerre, donne les ordres les plus urgents, et, la rage au cœur, reprend la route de Lyon pour faire tête à ses ennemis maintenant réunis autour du roi (août) (1).

VII

Un événement inattendu vient rendre plus dangereuse encore la situation du cardinal : le 22 septembre, le roi tombe malade ; le 30, on désespère de sa vie. C'est alors un concert de malédictions. On dit tout haut dans la chambre du roi, en présence du ministre : « Voilà le voyage de

1630, il écrivait : « Si j'avois voulu aller à Saint-Jean-de-Maurienne, j'y aurois été bien reçu... Ces bruits de division et de mauvaise intelligence sont faits à plaisir... il ne se passe rien de quelque importance dont on ne m'écrive pour en avoir mon avis et ne se présente rien, pour moi ou pour ceux que je puis recommander que M. le cardinal ne l'embrasse avec affection et témoignage d'amitié bien particulière... Je vis comme cela envers M. le cardinal... tout ce que peut faire la confiance et l'amitié passe en la sorte que je vous dis... » Il traite les bruits qui courent de chimères et souhaite de n'avoir jamais d'autre ennemi que le cardinal ! (Mathieu Molé, t. II, p. 26 .

1. *Mémoires de Richelieu*, t. VIII, p. 241 et suiv.

Saint-Jean-de-Maurienne et la reine régnante même ne peut se tenir de lui dire en face : voilà ce qu'a fait ce beau voyage ! » (1). Il va sans dire qu'on agitait, sans plus tarder, la question de savoir ce qu'on ferait de Richelieu après la mort du roi ; on prétend que le maréchal de Marillac, frère du garde des sceaux, opina pour la mort, Bassompierre pour la prison perpétuelle, le duc de Guise pour l'exil (2), et que ce fut là la cause du traitement que le cardinal triomphant infligea à ces personnages. Quoi qu'il en soit, la guérison inattendue de Louis XIII sauva Richelieu d'une catastrophe certaine.

La cour reprit le chemin de Paris, et le cardinal, qui paraissait avoir regagné les bonnes grâces de son ancienne protectrice, voyagea sur le même bateau qu'elle de Roanne à Briare, mais, ce qui lui valait cet apparent retour de bienveillance, c'était au contraire la promesse, que Marie de Médicis avait enfin arrachée au roi convalescent, de congédier son ministre dès que les affaires d'Italie seraient terminées.

La cour était de retour à Paris au commencement de novembre ; la nouvelle y arriva bientôt de la conclusion de la paix sous les auspices du pape et par l'intervention de Mazarin, son agent (26 octobre). Le traité donnait une complète satisfaction aux réclamations de la France, en reconnaissant les droits du duc de Nevers au duché de Mantoue et au Montferrat, et en stipulant l'évacuation par nos

1. *Apologie*, fol. 130.

2. Au dire de Vittorio Siri, le cardinal aurait tout entendu au moyen d'une sarbacane. (*Anecdotes*, t. I, p. 231.)

ennemis de la Valteline et du pays des Grisons. Cette solution était l'éclatante justification de la politique de Richelieu, mais la reine mère n'en persista pas moins à exiger du roi l'exécution de sa promesse.

Les circonstances de l'événement appelé dans l'histoire du nom de *Journée des dupes* sont assez mal connues. Il est à peu près impossible de mettre d'accord les témoignages contenus dans les mémoires du temps ou dans les œuvres des historiens qui ont pu se renseigner auprès des contemporains.

La question même de savoir si la fortune du cardinal fut sérieusement menacée, et s'il est vrai que le roi l'abandonna un instant à la rancune de sa mère est restée douteuse. Au moment même où les ennemis de Richelieu célébraient sa chute, il était à Versailles, auprès du roi, plus maître que jamais de l'esprit de Louis XIII ; les simples spectateurs, même les mieux placés, n'y ont jamais rien compris. Aucun des trois acteurs du drame n'a parlé, et l'historien en est réduit à scruter les témoignages toujours suspects des comparses et des confidents,

La célèbre scène du Luxembourg a été très diversement racontée. Il faut mettre au rang des fables la brusque intervention du cardinal dans le tête à tête de Louis XIII et de la reine mère, grâce à la trahison d'une des femmes de celle-ci qui lui aurait livré passage (1) : ce manque de respect est invraisemblable. Mais l'entrevue eut lieu : Richelieu, venu au Luxembourg pour tâcher de fléchir la reine, y rencontra Michel de Marillac.

1. Vittorio Siri, t. I, p. 237, a recueilli ce racontar.

Le garde des sceaux était rentré à Paris le 7 novembre ; il était allé descendre au couvent des Carmélites du faubourg Saint-Jacques (1) qu'il avait bâti et où il s'était ménagé, dans l'avant-cour, un petit logement. On prétend que Marie de Médicis, sans même toucher au Luxembourg, vint l'y trouver dès son arrivée.

Le roi était descendu rue de Tournon, à l'ancien hôtel du maréchal d'Ancre (2), à quelques pas du palais de sa mère ; quant à Richelieu, il était rentré dans son habitation du Petit-Luxembourg, en sorte que roi, reine et ministres se trouvaient, dans ces circonstances décisives, à quelques pas les uns des autres.

Les *Entretiens des Champs Elysées* accusent le garde des sceaux de s'être hypocritement terré pendant que se jouait le sort de la reine mère et du cardinal. Avant de se rendre au Luxembourg, Richelieu le fit prier de passer chez lui : « il s'en excusa pour avoir pris médecine, et, néanmoins, le cardinal arrivant à Luxembourg, il le trouva dans un petit cabinet, seul, et lui dit seulement : Ho, Monsieur, vous voilà et vous disiez que vous étiez malade ! Et lui, voyant tant d'allées et venues, commença avec un sourire dédaigneux de demander à un qu'il fit seoir auprès de lui : qu'est-ce cy ? il y a quelque chose, dites-moy que c'est ? »

A cela, l'*Apologie* répond qu'il n'est pas vrai que Richelieu ait invité Marillac à l'aller voir, elle reconnaît que le garde des sceaux avait l'intention de prendre médecine mais ajoute qu'il ne le fit pas, ayant reçu du roi l'ordre de

1. *Mémoires de Goulas*, t. I, p. 91.

2. Aujourd'hui caserne de la Garde de Paris.

se rendre à Glatigny et qu'il « alla trouver le roi où le cardinal le rencontra. Il est vray que le garde des sceaux, voyant garde partout et ne sachant rien de ce qui s'estoit passé, demanda au sieur de Bullion ce qu'il y avoit, qui lui dit brièvement ce que la reyne avoit dit au cardinal et ce qui avoit suivy, qui est le premier à qui il en avoit ouy parler » (folio 24.)

Mais, toujours d'après l'*Apologie*, d'accord en cela avec les *Mémoires* de Richelieu, ce fut le 10 que la reine mère signifia « au cardinal, en la présence du roy, qu'elle ne vouloit plus qu'il se meslat de ses affaires ny qu'il entrast chez elle, dont le garde des sceaux ne savoit aucune chose... Le roy résolut d'aller le lendemain à Versailles, et le onzième au matin envoya dire au garde des sceaux qu'il allât coucher à Glatigny où il avoit commandé qu'on lui marquast logis : si avoit-il fait état de prendre médecine ce jour-là, mais le commandement du roy le fit changer de résolution et alla trouver Sa Majesté pour recevoir son commandement par sa bouche » (folio 135.)

La concordance de ces deux passages laisse à désirer : si la scène du Luxembourg eut lieu le 10 novembre, c'est le 10 novembre que Richelieu et Marillac ont dû se rencontrer chez la reine ; l'intention de prendre médecine serait donc du même jour, et l'on ne voit pas trop comment l'ordre reçu du roi le 11 au matin aurait pu la faire changer.

Quant à l'ignorance des intentions de Marie de Médicis, elle est inadmissible.

Possible, après tout, que le garde des sceaux n'ait pas connu le moment précis où le feu serait mis à la mine, et

que Marie de Médicis se soit réservé le choix de l'instant favorable pour la faire sauter ; mais Marillac savait qu'elle était prête : il ne faut pas oublier que, de son propre aveu, il connaissait depuis le 1^{er} juin les intentions irrévocables de la reine-mère, et que la mort du cardinal de Bérulle avait fait de lui, l'année précédente, le principal conseiller et l'intime confident de la mère du roi.

Prévenu ou non, il sentait que, suivant l'énergique expression du cardinal, « l'apostume » allait crever (1) ; la fameuse médecine servit sans doute de prétexte au garde des sceaux pour s'isoler et écarter les importuns ; il ne put se tenir toutefois d'aller aux nouvelles, d'où sa rencontre inopinée avec le cardinal.

Le garde des sceaux, continue l'*Apologie*, « partit, alla coucher à Glatigny, et dès le soir escrivit une lettre au roy pour lui envoyer le matin, le priant, comme il avoit faict plusieurs fois auparavant, de le descharger des sceaux ; mais, comme il estoit à la messe, arriva le sieur de la Ville-aux-Clercs, secrétaire des commandements, lequel après la messe luy dict que le roi lui avoit fait commandement de recevoir les sceaux de ses mains et de les luy reporter ; il tesmoigna de cœur, de parolles et de contenance au dict sieur de la Ville-aux-Clercs le contentement qu'il avoit de sa venue et d'estre déchargé des sceaux, et, pour le tesmoigner davantage, luy mit entre les mains la lettre ci-dessus mentionnée pour estre baillée au roy ; après cela, le dict de la Ville-aux-Clercs, lui montrant le sieur Desprez, exempt des gardes du corps du roy et huit archers, lui dict : le roy

1. *Mémoires de Richelieu*, t. VIII, p. 308.

a commandé à ce gentilhomme de vous accompagner jusques au lieu où il veut que vous vous retirez... » (fol. 135).

Voici maintenant le récit de la Ville-aux-Clercs : « On m'ordonna d'aller à Glatigny reprendre les sceaux. On laissa un exempt avec des gardes auprès de M. de Marillac... l'expérience consommée de ce magistrat lui fit regarder sa perte comme assurée, dès qu'il vit que le cardinal étoit à Versailles (1) et que la reine mère, restée à Paris, l'avait laissé maître du champ de bataille. Il écrivit au roi une lettre pour lui demander la permission de se retirer, et il me la remit avec les sceaux, après s'être entretenu avec moi assez longtemps ; mais, quand il entendit qu'il y avoit un exempt qui devoit l'accompagner jusqu'au lieu où il devoit être conduit, il changea de couleur, et, faisant pourtant semblant de ne pas se croire prisonnier, il me dit : si on a peur que je ne parle à quelqu'un, on ne me rend pas justice. Je ne puis avoir de plus sûre garde que moi. » (2)

Marillac aurait voulu donner à sa disgrâce l'apparence d'une retraite volontaire (3), mais sa lettre au roi n'en pouvoit imposer à personne. Comment admettre, en effet, que

1. Il ne tarda pas, dit de son côté le pamphlétaire, à voir « qu'il estoit perdu, ce qui l'obligea d'escire cette belle lecture qu'il donna le lendemain à Loménie, qui luy vint demander les seaux, par laquelle il donnoit, comme Harlequin, congé à son maistre » (*Entretiens des Champs-Elysées*).

2. Loménie de Brienne, p. 53.

3. L'*Apologie* soutient, contre toute vraisemblance (fol. 26), qu'en écrivant au roi, le garde des sceaux n'avait aucun soupçon de ce qui l'attendait.

le garde des sceaux, qui venait d'expédier en toute hâte son secrétaire au maréchal, son frère, nommé au commandement de l'armée des Alpes, et qui avait dû gagner Glatigny la tête pleine des projets de réforme qu'il se croyait appelé à appliquer, ait songé alors à se dérober à la confiance du roi et de la reine mère ?

La véritable raison est donnée par Loménie de Brienne : prévenu de la présence du cardinal à Versailles, Michel de Marillac avait compris qu'il était perdu.

Conduit d'abord à Lisieux, puis à Caen, ensuite à Evreux où le prisonnier et son escorte séjournèrent « jusqu'aux Rois de l'année 1631 », l'ancien garde des sceaux fut enfin amené à Chateaudun où l'exempt le laissa « le douzième janvier, luy disant que le roi lui assignoit ce lieu-là pour y faire son séjour » (1).

C'est là qu'il s'éteignit, à l'âge de soixante neuf ans, le 7 août 1632.

Michel de Marillac a bénéficié et bénéficie encore aujourd'hui de l'intérêt qu'inspirent les victimes — ou prétendues telles — de celui que sa toute-puissance a fait surnommer *rex purpuratus* (2).

Que Marillac ait été traité avec rigueur par Richelieu, rien de plus exact ; mais il est, d'autre part, certain que ce n'est pas le cardinal qui a engagé les hostilités, et que le garde des sceaux voulait le précipiter du pouvoir. On ne peut sérieusement soutenir que, si Richelieu avait suc-

1. *Apologie*, fol. 143.

2. Corresp. de Peiresc, t I, p. 825.

combé, ses ennemis lui eussent réservé un traitement plus doux que celui qu'il infligea à Michel de Marillac.

Plaçons-nous à un point de vue plus élevé : on ne peut disconvenir que la chute du cardinal à la Journée des Dupes aurait été une calamité pour la France. Le triomphe de Marie de Médicis et de Michel de Marillac entraînait en effet l'abandon de la politique traditionnelle du royaume et le retour aux errements de la régence, autrement dit le renouvellement des guerres civiles et l'abaissement de la France devant la maison d'Autriche.

Il n'est donc pas permis de regretter la victoire du cardinal, ni de s'apitoyer outre mesure sur le sort du garde des sceaux.

Deuxième partie

L'Ordonnance de 1629

Si l'on fait abstraction d'un édit de juin 1627 (1) dont les dispositions, peu nombreuses, n'offrent pas un intérêt considérable, l'œuvre législative de Michel de Marillac tient tout entière dans la grande ordonnance de 1629.

La longueur de cette ordonnance, le nombre des articles qui la composent (461), l'extrême diversité des matières qui en font l'objet portent le lecteur à s'exagérer, à première vue, l'importance du monument juridique élevé par le garde des sceaux de Marillac.

Il convient d'abord de mettre à part un grand nombre d'articles, ceux qui ont trait aux Finances, à l'Administration de la guerre et à la marine. Les premiers sont l'œuvre du surintendant d'Effiat ; les seconds ont été élaborés par le maréchal de Schomberg ; les autres ont été préparés par les soins du cardinal de Richelieu comme surintendant de la navigation et du commerce. Le garde des sceaux n'a fait que les incorporer à son ordonnance (2).

1. Voir le recueil d'Isambert, t. XVI, à cette date.

2. *Apologie*, fol. 37 et 38.

Très nombreux sont les articles empruntés à l'édit de juillet 1618 (1) : Marillac les a transcrits, les uns littéralement, les autres avec des modifications ordinairement peu importantes.

D'autres articles sont la pure et simple consécration des vœux contenus dans les cahiers des Etats de 1614 et dans les procès-verbaux des assemblées de notables de 1617 et de 1626.

D'autres enfin sont renouvelés des anciennes ordonnances et ont été introduits dans celle de 1629 dans le vain espoir d'en obtenir l'observation.

Aussi plusieurs contemporains qualifient-ils dédaigneusement l'ordonnance de simple compilation.

Cette appréciation n'est pas tout à fait juste, car l'ordonnance contient quelques innovations et d'heureuses réformes de détail ; je citerai : l'article 13 qui fixe la portion congrue des curés et vicaires ; l'article 40, sur la preuve des mariages ; l'article 83, relatif au rapport des procès ; l'article 91, sur la péremption des saisies-arrêts ; l'article 121, concernant les contrats passés et les jugements rendus à l'étranger ; la disposition finale de l'article 128 relative au bénéfice d'inventaire ; le premier chef de l'article 129, ayant trait à l'exclusion de l'héritier bénéficiaire par l'héritier pur et simple ; l'article 131, sur l'insinuation des donations faites aux femmes par contrat de mariage ; l'article 132, relatif aux donations à des concubines ; l'article 149, sur le rachat des rentes ; l'article 157, ayant trait à la saisie immobilière ; la partie finale de l'ar-

1. Voir au sujet de cet édit la note de la page .

licie 164 concernant les décrets d'héritage ; l'article 165, sur la distribution par contribution ; l'article 383 relatif aux alleux ; l'article 414, établissant la publicité des sociétés commerciales.

Plusieurs des dispositions consacrées par ces articles peuvent être dues aux jurisconsultes qui entouraient le garde des sceaux (1) ; mais, ce qui paraît lui être bien personnel, c'est une tendance très marquée à unifier la législation jusque dans les formes du droit privé, en dépit des coutumes, en dépit du droit écrit.

Cette tendance, qu'expliquent les idées de Marillac sur l'autorité royale, se manifeste notamment, comme on le verra plus loin, dans les articles 126, 127, 129 et 383.

Voilà pour le fond. Quant à la forme, elle est assez défectueuse et n'annonce pas du tout les grandes ordonnances du règne de Louis XIV, si bien divisées, si soigneusement coordonnées et rédigées. Cependant, trente-huit années seulement séparent le Code Michau de l'ordonnance de 1667.

L'ordonnance de 1629 se rapproche beaucoup plus, à ce point de vue, des ordonnances du xvi^e siècle, qui lui sont très supérieures en importance juridique ; l'ordre des matières est le même que dans les ordonnances d'Orléans, de

1. *Apologie* (fol. 38) : nomination d'une commission de huit ou dix membres (conseillers d'Etat et maîtres des requêtes) présidée par M. de Champigny et chargée de revoir le projet d'ordonnance. De plus, pendant le siège de La Rochelle, le garde des sceaux envoie les articles concernant la justice à deux avocats au parlement de Paris, réputés pour leur science juridique, de la Martillière et Galland.

Moulins et de Blois : ni titres, ni chapitres, aucune division, rien qui guide le lecteur dans ses recherches ; dans beaucoup d'articles, les motifs font corps avec les dispositions législatives, alourdissent le style et allongent démesurément le texte.

Cette ordonnance n'est assurément pas digne du nom de Code : comme ses devancières, c'est une juxtaposition, sans art ni méthode, de matières disparates, et l'on ne trouve, en aucune des parties dont elle se compose, un corps de législation se suffisant à lui-même.

Mais, en somme, elle ne méritait ni les railleries des contemporains, ni le titre burlesque de Code Michau dont ils l'ont affublée et qu'elle a gardé dans l'histoire, ni l'oubli où les gens de robe, parlementaires en tête, l'ont ensevelie de parti pris, oubli si profond qu'au siècle suivant, le grand jurisconsulte Pothier ne la mentionnera que pour constater qu'elle « n'a point eu d'exécution (1). »

Passer brièvement en revue les principales dispositions de l'ordonnance, signaler leur utilité ou leur raison d'être, faire voir qu'elles reproduisent, à peu près littéralement pour la plupart, des textes législatifs antérieurs ou des vœux des Etats généraux et des assemblées de Notables, noter les quelques traits originaux qu'elles renferment, indiquer le peu de cas qu'en ont fait la doctrine et la jurisprudence, tel est l'objet de l'étude qui va suivre.

Cette étude sera divisée en deux chapitres, consacrés : l'un au droit public, l'autre au droit privé. Dans l'impossibilité de classer méthodiquement les matières, j'ai dû

1. *Traité de la procédure civile*, t. IX, p. 270.

suivre à peu près, dans chacun de ces chapitres, l'ordre adopté par Michel de Marillac.

Un troisième et dernier chapitre aura trait à la résistance des parlements et au sort final de l'ordonnance.

CHAPITRE PREMIER

Droit public

I. — Exécution des ordonnances. — Enregistrement. — Droit de remontrances. (Art. 1, 53, 54.)

Les ordonnances antérieures de Louis XIII et celles de ses prédécesseurs qui n'ont pas été révoquées expressément ni « abrogées par usage contraire », seront observées partout et par tous, quand bien même les cours souveraines ne les auraient pas publiées. Pour l'ordonnance nouvelle, le roi leur permet seulement de lui faire des remontrances dans les six mois de sa publication, sans toutefois les dispenser de son application immédiate (art. 1^{er}).

Quant aux ordonnances ultérieures, l'article 53 dispose qu'elles devront être enregistrées « toutes choses cessantes » ; les cours souveraines pourront toutefois suspendre cette publication par des remontrances, mais seulement pendant deux mois à partir de la date des actes royaux, et passé ce délai, les ordonnances devront être publiées et exécutées, nonobstant toutes remontrances.

L'article 54, reproduisant une disposition de l'article 208

de l'ord. de Blois, déclare nuls tous jugements, sentences et arrêts rendus en violation des ordonnances.

Michel de Marillac comptait, par ces dispositions, mettre fin à la continuelle résistance des cours souveraines, et surtout des parlements, à la volonté du roi et de ses ministres.

Il avait composé un traité dans le but de démontrer l'inanité des prétentions parlementaires (1). Cette opinion paraît des plus fondées : il semble, en effet, bien évident que les cours souveraines, siégeant en vertu d'une simple délégation de l'autorité royale, ne pouvaient, en droit, émettre la prétention de paralyser l'exécution des ordonnances, en refusant de les vérifier et publier, mais il n'en est pas moins certain, et là-dessus les preuves abondent, que de temps immémorial, les rois eux-mêmes considéraient la vérification et la publication comme des formalités indispensables (2) : elles assuraient l'authenticité aux actes royaux et leur observation par tous ceux qui, à un titre quelconque, dépendaient de la compagnie — Parlement, Chambre des comptes, Cour des Aides, etc. — de qui l'enregistrement était requis. C'est en se fondant sur ce très

1. *Mémoire dressé par le garde des sceaux de Marillac principalement contre l'autorité du Parlement.* (Bibliot. nat. ms. fr. 7549. — Bibl. Sainte-Geneviève, I, 40, in-folio de 1316 p.) — Marillac n'admettait aucune limite temporelle à l'autorité royale.

2. Voici à cet égard les curieuses lettres adressées par Louis XIII au procureur général et aux avocats généraux au parlement de Paris et à ce parlement lui-même, les 22 et 23 octobre 1620, pour presser l'enregistrement d'une déclaration royale interdisant une assemblée des protestants à la Rochelle (Mathieu Molé, p. 248.)

ancien usage que les cours souveraines en étaient arrivées à s'arroger un rôle législatif, et à s'ériger en gardiennes des intérêts de la nation et des droits de la couronne, même contre les décisions du souverain régnant.

Presque tous les édits *bursaux*, principalement ceux qui avaient pour objet des créations d'offices ou l'aliénation de quelque partie du domaine royal, trouvaient les compagnies souveraines dressées contre eux ; elles refusaient l'enregistrement, obligeaient le roi à multiplier les *lettres de jussion*, souvent même à faire opérer d'autorité la publication, et, quand elles se décidaient à enregistrer les actes de la volonté royale, ne manquaient pas d'y apporter des modifications qui, parfois, les annulaient en fait (1).

De toutes les compagnies, la plus insoumise était l'ancienne *curia regis*, le parlement de Paris. Notre garde des sceaux écrivait, le 8 décembre 1627, au procureur général Mathieu Molé, au sujet d'un édit que rejetait ce parlement : « Recevoir l'appel de l'exécution de l'édit pour anéantir ce même édit, décréter contre ceux qui ont recours au roy,

1. Voir notamment dans la collection des arrêts du parlement de Paris, à la Bibliothèque Nationale, les arrêts des 3 et 6 mars 1598. Voir aussi, dans la collection des *Actes royaux*, à la même bibliothèque, les édits du 20 mai 1599, de mai 1606, de décembre 1599 et de novembre 1615. — Le parlement de Rouen résiste pendant *trente-cinq ans* à la création de deux offices d'huissier audiencier par juridiction. Les Chambres des comptes et les Cours des Aides font comme les parlements. Mais, au-dessus de toutes les cours souveraines, il faut placer le parlement de Paris : après une lutte de dix-sept ans, cette compagnie contraint Henri IV à réunir à la couronne les domaines qu'il possédait avant son avènement (*Actes royaux*, édit de juillet 1607).

défendre aux juges de prendre connaissance des commissions que le roy leur adresse : jugez, s'il vous plaist, en quelle sublimité on établit un trône par dessus celui du roi ! » (1).

Il faut avouer que le parlement, pour légitimer son intervention dans les affaires publiques, pouvait invoquer de nombreux précédents où cette intervention avait été provoquée par les princes eux-mêmes : le 17 janvier 1484, le duc d'Orléans, mécontent du gouvernement d'Anne de Beaujeu, s'adresse à lui pour obtenir la convocation des Etats généraux ; le 19 décembre 1527, il annule le traité de Madrid ; le 14 mai 1610, il proclame Marie de Médicis régente du royaume (2). Ne nous étonnons donc pas de

1. Mathieu Molé, tome I, p. 490. — Exemple de la fierté du parlement : Le sieur de Rhodes, maître des cérémonies, vient trouver la compagnie *de la part du roi* pour l'inviter à assister en corps aux obsèques de la duchesse d'Orléans, femme de Gaston, morte le 4 juin 1627, en donnant le jour à la Grande Mademoiselle. Il parle « debout au milieu du parquet des parties... » Il doit venir devant l'audience faire dire à la cour qu'il avoit à parler de la part du roy ; on lui eust donné séance auprès du bureau du clerc du greffe et eust été assis et couvert. « (*Ibid.*, p. 451).

2. Bibliothèque nationale, Impr. *Arrêts du Parlement*. Au moment où Henri IV tombait sous le couteau de Ravaillac, le parlement était en séance. La nouvelle parvient aussitôt au palais et les gens du roi courent au Louvre. Bientôt l'avocat général Louis Servin revient annoncer à la cour « que Dieu avoit fait sa volonté du roy et que la royne désolée leur a commandé prier la cour de s'assembler pour adviser ce qui est nécessaire en ce misérable estat, et, à fin d'y mettre telle assurance qu'il se pourra, ils ont requis que ladite dame royne soit déclarée régente. » Là-dessus, « la dicte cour a déclaré et déclare la dicte royne mère du roy régente de France... avec toute puissance et autho-

l'opposition que fera le parlement à l'ordonnance de 1629 ; les prescriptions relatées plus haut produiront un effet absolument contraire au but que poursuivait leur rédacteur : au lieu d'assurer l'exécution des dispositions de l'Ordonnance, elles en amèneront le rejet en bloc par la plus haute juridiction du royaume.

Michel de Marillac n'aurait pas dû, d'ailleurs, se faire d'illusion sur l'efficacité des mesures dont il s'agit ; il n'en était pas l'inventeur. Elles n'étaient guère, en effet, que la reproduction des dispositions des articles 1 et 2 de l'Ordonnance de Moulins, qui n'avaient reçu aucune exécution, et de l'article 1^{er} de l'édit de juillet 1618, présenté au parlement par un de ses prédécesseurs, Guillaume du Vair : ce dernier n'avait pu obtenir que la cour daignât seulement jeter les yeux sur son œuvre, intéressante pourtant à plusieurs titres (1), et que cet

rité ». Peut-être les instructions de Marie de Médicis avaient-elles été quelque peu dépassées, car la reine et ses conseillers jugèrent utile de recourir le lendemain à une déclaration royale en lit de justice.

1. L'édit de 1618 n'a jamais été publié. Le seul ouvrage où il soit cité est l'*Histoire des Etats Généraux* de M. Picot (t. IV, p. 253), qui ne s'y arrête guère et le considère comme un simple projet. Voici cependant le titre de la copie qui en est contenue dans le fonds Brienne de la Bibliothèque nationale : « Règlements généraux du roy concertés en l'assemblée des notables à Rouen, sur la fin de l'an 1617 et respondant les cahiers des Estats Généraux tenus à Paris en l'an 1614, mis en forme d'édit *expédié à Saint-Germain-en-Laye en juillet 1618*, présenté au parlement sur la fin de la *mesme* année sans y avoir esté vérifié. »

La suite de cette étude montrera qu'un très grand nombre

injuste dédain a condamnée à un complet oubli (1).

II. — *Affaires Ecclésiastiques*

1^o *Election des abbés* (art. 2). — Le concordat de 1516, en abandonnant au roi la nomination des hauts dignitaires ecclésiastiques, avait donné libre carrière à la brigue et à la faveur. De nombreux abus s'étaient introduits : très

des dispositions de l'ordonnance de 1629 ont été empruntées à l'édit de Guillaume du Vair ; elles sont pour la plupart transcrites à peu près littéralement.

Cet édit se recommande surtout par un essai d'innovation que Michel de Marillac n'a pas cru devoir reprendre : dans les articles 167 et 168, du Vair a tenté d'organiser la publicité rationnelle des hypothèques : un registre dit des hypothèques sera tenu dans chaque greffe de juridiction ordinaire ; les hypothèques ne seront opposables aux tiers qu'autant qu'elles y auront été inscrites, et seulement à partir du jour de cette inscription ; « nul contrat ou jugement, dit le texte, n'acquerra ypothèque sur aucuns biens immeubles, sinon du jour qu'il sera enregistré au greffe du siège royal où ces terres seront assizes » ; pour faciliter les recherches, le registre comportera une table alphabétique des noms des débiteurs.

1. Nous retrouvons réunis ici les noms de Michel de Marillac et de Guillaume du Vair, tous deux conseillers au parlement ligueur, devenus tous deux plus tard gardes des sceaux, tous deux précipités du pouvoir peu de temps après leur élévation. Là s'arrête le parallèle : l'un a fait tort à l'autre, et ce n'est pas du Vair. Au même homme qui s'est efforcé de ravir à cet éminent magistrat l'honneur de *l'arrêt de la loi salique*, on attribue encore aujourd'hui des travaux législatifs qui appartiennent à son ancien collègue et prédécesseur. Marillac n'a rien fait pour éviter cette confusion : l'*Apologie*, qui s'étend longuement sur la préparation et la rédaction de l'Ordonnance, ne souffle mot de l'édit de 1618.

criants pendant la seconde moitié du xvi^e siècle, ils s'étaient quelque peu atténués depuis la restauration de l'autorité royale, mais on voyait encore des personnages accumulant sur leurs têtes les dignités et les bénéfices ; de très jeunes enfants étaient titulaires d'archevêchés, d'évêchés, de grosses abbayes. Le clergé, dans ses assemblées, protestait énergiquement contre cet état de choses ; en 1608, il parle de l'élection comme d'un droit qui lui a été ravi. Aux Etats Généraux de 1614, le tiers état lui-même réclame l'élection canonique des évêques et la réélection des abbesses après trois ans d'exercice ; le clergé demande la création d'un conseil supérieur chargé d'éclairer le roi et de le guider dans ses choix (1).

Ces vœux ne reçurent pas l'agrément de la royauté ; reproduisant les termes de l'article 9 de l'édit de 1618, l'article 2 de l'Ordonnance se borne à confirmer sur ce point l'ordonnance de Blois en reconnaissant le droit d'élection aux abbayes chefs d'ordre et à certains monastères privilégiés.

Sauf ces exceptions, le droit d'élire les abbés était donc refusé aux moines : les religieux de l'abbaye de Sainte-Geneviève de Paris ayant émis en 1619, la prétention de pourvoir au remplacement de l'évêque de Laon, leur dernier abbé, le roi était intervenu en personne ; du Plessis-lez-Tours, le 16 juillet, il écrivait au procureur général Molé (2), pour lui prescrire de veiller à ce que cette élec-

1. Cahiers du clergé et du tiers état. Le tiers état demande en outre (p. 275) que les archevêques, évêques et bénéficiers ne soient pas pourvus avant l'âge de trente ans.

2. Mathieu Molé, t. I, p. 220.

tion n'eût pas lieu. Il est vrai qu'un peu plus tard, le cardinal de La Rochefoucauld, évêque de Senlis et grand aumônier, devenu abbé commendataire de Sainte-Geneviève, voulut bien permettre aux moines de se choisir un abbé effectif ou prieur claustral, mais il garda pour lui le revenu, en sorte que le prieur et ses religieux avaient juste de quoi ne pas mourir de faim.

2^o *Réserves. Coadjutoreries* (art. 3). — Pour assurer aux puinés des familles puissantes la survivance des évêchés et des gros bénéfices, on avait inventé les *brevets de réserve*; on les attribuait ainsi fréquemment à des personnes qui n'étaient guère qualifiées pour cela. Grâce à cette pratique, on voit arriver à la prélature, comme le dit Richelieu aux Etats de 1614, « des enfants qui, au comble de leur mérite et de leur âge, n'oseraient peut-être pas penser à parvenir aux honneurs qu'on leur a donnés au berceau » (1). L'article 7 de l'ordonnance de Blois avait interdit les réserves, mais, pour tourner la prohibition, on avait eu recours aux coadjutoreries : l'abus avait simplement changé de nom. Aussi les septième et huitième *propositions* du roi à l'assemblée des notables de 1617 comportaient-elles la suppression radicale des réserves et des coadjutoreries. Il faut croire qu'en 1629 les brevets de réserve avaient disparu, car l'article 3 de l'Ordonnance ne statue que sur les coadjutoreries : aucune coadjutorerie d'évêché ni d'abbaye ne sera dorénavant accordée ; l'interdiction s'étend même

1. Conf. Bossuet, *Oraison funèbre de la princesse palatine*. Il se plaint de voir les plus hautes dignités ecclésiastiques « comme un jouet aux mains d'un enfant ».

aux prébendes des églises cathédrales et collégiales et aux cures.

La suppression des coadjutoreries se lisait déjà dans l'article 12 de l'édit de 1618 (1).

3° *Réformation des monastères* (art. 4). — La cessation des troubles religieux n'avait amené aucune amélioration dans la tenue des couvents et monastères où le désordre était à son comble (2). Dans la plupart d'entre eux, la règle n'était plus observée depuis longtemps. C'est en vain que l'ordonnance d'Orléans, dans son article 20, avait prescrit la réformation des couvents « selon la première institution, fondation et règle ». Sans plus de succès, les articles 30 et 31 de l'ordonnance de Blois avaient enjoint aux religieux et religieuses de vivre en commun et selon leur règlement monastique, aux archevêques, évêques et chefs d'ordre de visiter les couvents, d'y rétablir la discipline et l'observance, et de veiller à ce que les religieuses respectassent leur « clôture ». Une déclaration du roi du 11 janvier 1599, donnant à l'abbé de Clairvaux le pouvoir de visiter les monastères de filles,

1. Le tiers état, en 1614, réclamait dans son cahier (p. 275) la révocation, conformément à l'article 7 de l'ord. de Blois, de toutes réserves de bénéfices « mesme celles qui seraient faites sous le titre de coadjutoreries ».

2. La dixième *proposition* aux notables de 1617 dénonce la mauvaise administration des commendataires qui ruine les abbayes et autres monastères qu'on ne donnera plus qu'à des religieux profès, après enquête sur leur vie, leurs mœurs et leurs doctrines, « en quoy faisant... sa majesté moyennera le rétablissement des règles, et rangera à la vie régulière beaucoup de personnes qui consomment inutilement et quelques-unes en débauches, le bien destiné au service de Dieu » (Mathieu Molé, p. 193).

d'y rétablir la discipline, de changer les abbesses et même de les déposer s'il était nécessaire, fait le tableau des désordres qui s'y étaient introduits : « les abbesses et religieuses sortent licencieusement... portent des habits dissolus et mondains, employent leur revenu... en vanitez et curiositez... sans se soucier des aumosnes et réparations, ni mesme d'entretenir nombre compétant de religieuses, ni de leur pourvoir de vivres, vestures suffisants ni de secours en leurs maladies. » (1).

L'article 7 de l'édit de décembre 1606 ordonnait aux évêques et à leurs grands vicaires ou officiaux de faire emprisonner et de frapper d'amendes arbitraires les religieux qui se trouveraient hors de leurs abbayes sans permission écrite de leurs supérieurs.

En 1614, le tiers état demandait que les moines fussent contraints à l'observance de la discipline monastique, et que les couvents de religieuses fussent « cloz et fermez » (cahiers des Etats, p. 281).

Les moines résistaient autant qu'ils pouvaient à ces tentatives de réformation : ceux de l'abbaye de Saint-Victor-lès-Paris contestaient à l'évêque Henri de Gondi le droit de visite ; il fallut que le parlement, dont la compétence était quasi universelle, intervint dans la querelle : par arrêt du 11 janvier 1620, l'évêque obtint gain de cause. Le parlement ne s'en tint pas là : le 16 du même mois, il rendait un arrêt de règlement sur le droit de visite et les autres droits des archevêques et évêques (2).

1. Bibliothèque nationale, *Actes royaux*.

2. Coll. de la Bibliothèque nationale.

Pour consacrer toutes ces dispositions, ainsi que le vœu des Etats généraux, l'article 4 de l'Ordonnance, reproduisant l'article 11 de l'édit de 1618, enjoint aux prélats réguliers et séculiers de faire procéder, dans les six mois de la publication de cette ordonnance, à la réformation des abbayes, prieurés et autres maisons, conformément aux articles 30 et 31 de l'ordonnance de Blois « nonobstant toutes réserves au Saint-Siège ».

4^o *Etablissement et entretien des séminaires* (art. 6). — Le concile de Trente, qui prescrivait l'établissement d'un séminaire dans chaque diocèse, n'ayant pas été reçu en France, on s'était efforcé d'y suppléer sur ce point au moyen d'ordonnances royales et de conciles provinciaux. L'ordonnance de Blois (art. 24) et celle de Melun (art. 1^{er}) enjoignaient aux évêques d'établir des séminaires dans leurs diocèses ; au concile provincial de Tours, tenu en 1583, on avait décidé d'en instituer partout dans le délai de trois ans. Ces prescriptions avaient été si mal observées en général que le tiers état, dans son cahier, aux Etats généraux de 1614, demandait avec instance qu'on y pourvût (1) ; le mal était grand : beaucoup de membres du clergé ignoraient jusqu'aux choses les plus essentielles du sacerdoce, et il s'en trouvait qui ne savaient pas même la formule de l'absolution (2).

L'article 6 de l'Ordonnance renouvelait les dispositions de Blois et de Melun, et imposait, pour l'entretien des

1. Cahiers des Etats, p. 277.

2. Vicomte d'Avenel, t. II, p. 227 et suiv.

séminaires, une contribution à tous les bénéfices excédant six cents livres de revenu.

5° *Réglementation des vœux monastiques* (art. 8 et 9). — Le pouvoir civil s'était depuis longtemps préoccupé de réglementer la prononciation des vœux monastiques : on voulait éviter que des personnes trop jeunes pour jouir du discernement nécessaire (1), ou pour résister à des influences souvent intéressées, ne s'engageassent imprudemment dans des liens perpétuels, sanctionnés alors par l'autorité séculière, et qui entraînaient une série de déchéances assez semblables aux effets de la mort civile. Les parlements eux-mêmes n'admettaient pas facilement la nullité des vœux pour vice du consentement (2).

Les vœux, même au point de vue purement temporel, étaient donc chose grave que l'autorité royale ne pouvait manquer d'être amenée à réglementer.

L'ordonnance d'Orléans, dans son article 19, défendait déjà la profession religieuse : aux hommes avant l'âge de vingt-cinq ans, aux femmes avant celui de vingt ans, et au cas de violation de cette règle, autorisait les profès à « dispo-

1. « On voit des enfants, voire des enfants de princes, revêtues de l'habit, avant d'avoir atteint leur quatrième année, et élevées dans le couvent d'où elles ne doivent plus sortir. » (Vicomte d'Avenel, t. II, p. 335.)

2. M^{lle} de Foix-Candale, belle-sœur du duc d'Epemon, qui était entrée en religion, prétendit que ses vœux n'avaient pas été volontaires, et intenta à son beau-frère une action en partage des successions de M. et M^{me} de Foix, son père et sa mère, mais elle fut déboutée par arrêt du Parlement de Paris du 4 juillet 1612. (Bibliothèque nationale, Impr. *Arrêts du Parlement*).

ser de leur portion héréditaire, échue ou à échoir en ligne directe ou collatérale, au profit de celui de leurs parents que bon leur semblera et non du monastère », les déclarant à cet effet « capables de succéder et tester, nonobstant ladite profession, toutes rigueurs de droit ou coutumes à ce contraires ».

L'article 28 de l'Ordonnance de Blois avait abrogé, en fait, la disposition principale de l'article 19 de l'ordonnance d'Orléans, en abaissant l'âge requis, pour les deux sexes, à seize ans accomplis, mais il exigeait des abbesses qu'elles prévinsent, avant la prise d'habit, l'évêque ou le supérieur de l'ordre « pour s'enquérir par eux et informer de la volonté desdites filles, et, s'il y a eu contrainte ou induction, et leur faire entendre la qualité du vœu auquel elles s'obligent ».

L'article 8 de notre ordonnance, qui reproduit l'article 31 de l'édit de 1618, étend aux monastères d'hommes la règle de l'article 28 de l'Ordonnance de Blois, concernant l'avis à donner à l'évêque diocésain.

Et l'article 9, rééditant l'article 30 de l'édit de 1618, dispose que, cinq ans après la prise d'habit, ceux qui l'auront gardé tout ce temps « seront censez et réputez profez et partant incapables de disposer de leurs biens, succéder à leurs parents ni recevoir aucune donation ».

6° *Obligation de résider* (art. 11). — La plupart des membres du haut clergé et des gros décimateurs ne résidaient pas, c'est-à-dire se tenaient ordinairement éloignés des sièges de leurs évêchés ou bénéfices, et encombraient Paris et la cour. L'abus n'était pas nouveau : l'article 5 de l'ordonnance d'Orléans enjoignait aux évêques, abbés et curés de

résider et faire leur charge en personne, sous peine de saisie du temporel de leurs bénéfices ; les articles 75 et 76 de l'ordonnance de Moulins réitéraient cette injonction et prescrivaient aux évêques de surveiller les bénéficiers de leurs diocèses. L'ordonnance de Blois (art. 14) et l'édit de 1618 (art. 20) rééditaient ces dispositions. Tout cela ne paraît pas avoir produit grand effet : le 16 octobre 1625, Mathieu Molé écrivait à Dupuy : « Ces messieurs sont si bien à Paris qu'ils y veulent toujours demeurer ; ils abandonnent leurs diocèses trop volontiers » (1).

Malgré cela, l'Ordonnance ne renouvelle pas expressément l'ordre de résider en ce qui concerne le haut clergé ; son article 11 se borne à enjoindre aux curés la résidence « en personne sur les lieux, nonobstant la proximité des villes », sous peine de privation du revenu de leurs cures pendant toute la durée de leur absence, et de l'attribution de ce revenu aux pauvres et aux hôpitaux. Quant aux évêques et abbés, il se contente, sans les nommer, de prescrire l'observation des articles des ordonnances de Blois et de Melun sur la matière (2).

7° *Portion congrue des curés et vicaires* (art. 13). — Alors que les titulaires des bénéfices importants nageaient dans l'opulence, les prêtres qui assuraient le service du culte vivaient dans la misère. L'article 22 de l'ordonnance de Blois avait tenté de remédier à cet état de choses, en disposant « qu'ès-lieuz où des cures ou églises paroissiales le revenu

1. Mathieu Molé, t. I, p. 349.

2. Le tiers état, en 1614, avait demandé (cahiers, p. 276) l'observation de l'article 14 de l'ordonnance de Blois.

est si petit qu'il n'est suffisant pour entretenir le curé, les évêques, avec due connaissance de cause, et selon les formes prescrites par les conciles, y pourront unir autres bénéfices, cures ou non cures, et procéder à la distribution des dixmes et autre revenu ecclésiastique. » Les articles 24 et 25 de l'édit de 1618 reproduisaient ces décisions.

L'article 13 de l'Ordonnance ne réédite pas les dispositions antérieures ; il constate que les desservants sont « réduits à de si grandes misères qu'ils ne peuvent suffire », et enjoint aux gros décimateurs d'allouer aux curés ou vicaires perpétuels des paroisses, à titre de portion congrue, un minimum de trois cents livres de revenu (1).

III. — *Administration hospitalière.*

1^o *Tentative de suppression du vagabondage et de la mendicité* (art. 42). — La royauté et les parlements s'efforcèrent, sans grand succès, de mettre fin au vagabondage et à la

1. M. d'Avenel, t. II, p. 227 et suiv., donne d'intéressants détails sur la situation du clergé. Il dit, au sujet des biens ecclésiastiques : « ces biens n'appartiennent que pour partie à ce clergé, et pour une infime partie à ceux des membres du clergé qui remplissent les fonctions cléricales ; *dans cette ruche sainte ce sont les frelons qui mangent presque tout, si bien que l'Eglise, être de raison, est riche et que les prêtres sont en majorité pauvres.* » — Aux Etats généraux de 1614, le tiers état demande la suppression des bénéfices en commende ; il veut en outre que « nul ecclésiastique ne puisse tenir plus d'un bénéfice, pourvu qu'il vaille en revenu annuel six cents livres » (cahiers, p. 275 et 279). (Le cardinal de La Valette jouissait à lui seul du revenu de huit abbayes).

mendicité que les troubles de la seconde moitié du xvi^e siècle avaient extraordinairement développés.

Un mandement royal du 27 août 1612, enregistré au parlement le 3 septembre, institua une commission composée du prévôt des marchands, de hauts magistrats, et chargée de prendre les mesures nécessaires, notamment de renfermer les pauvres de Paris dans des hôpitaux spécialement affectés à cet usage. Des statuts furent rédigés pour ces hôpitaux où les indigents, en échange des secours qu'on leur donnait, devaient être astreints à certains travaux en rapport avec leur âge et leur sexe ; la mendicité était interdite.

Ces mesures reçurent un commencement d'exécution, mais on avait compté sans la résistance des mendiants qui préféreraient de beaucoup leur vie fainéante et libre au nouveau régime d'internement et de travail obligatoire. Le procureur général expose au parlement (1) le 3 avril 1618 « que pour subvenir à la nourriture et entretenement des pauvres invalides, les empescher de mandier par les églises et maisons, faire cesser le désordre des valides et vagabonds qui se retirent en ceste ville, ont été establis plusieurs hopitaux où is ont été conduits, nourris et entretenus ; néanmoins par leur malice et corruption ont forcé lesdits hôpitaux pour continuer de mandier par la ville, faict plusieurs émotions, battu et excédé les sergens qui les ont voulu prendre pour les renfermer ». Là-dessus, la cour ordonne aux mendiants valides de se retirer sous le délai de vingt-quatre heures « au lieu de leur naissance, à peine contre

1. Bibliothèque nationale. *Arrêts du Parlement*,

les hommes des galères et contre les femmes et filles du fouet et d'être rasées publiquement » ; elle défend en outre « à toutes personnes de recevoir, loger ou retirer les faîneants et vagabonds à peine de prison et ordonne que les paillasses et lits de ceux qui les retireront seront brûlées au-devant de leurs maisons » ; elle interdit la mendicité et l'aumône en public, et prescrit aux commissaires du Châtelet d'établir dans chaque quartier une commission de notables, chargés de tenir la main à l'exécution des règlements et de « faire rapport aux administrateurs des désordres de ceux qui auront manqué à leur devoir ». Il est probable que cet arrêt produisit peu d'effet, car nous voyons le parlement revenir à la charge le 29 septembre 1619, le 12 janvier 1624, le 10 février 1626, le 23 juin et le 26 septembre 1629 (1).

L'ingénieux Théophraste Renaudot avait, de son côté, cherché à remédier au vagabondage ; il obtint des lettres patentes qui l'autorisaient à employer les pauvres valides à des travaux de dessèchement et de défrichement, au nettoyage des rues, à la réparation et à l'entretien des chemins, mais il ne put décider les mendiants à travailler (2).

Les efforts réunis de la royauté et du parlement de Paris n'avaient toutefois pas été sans résultat, et, dans les villes de Paris et de Lyon, on avait réussi à améliorer notablement les services de l'assistance et de la police.

Il n'en était pas de même dans les autres grandes villes du royaume ; c'est pourquoi l'article 42 de l'Ordonnance, renouvelant les prescriptions de l'article 60 de l'édit de 1618,

1. Collection de la Bibliothèque nationale.

2. D'Avenel, t. IV, p. 340 et suiv.

qui s'inspirait lui-même des vœux des Etats généraux de 1614 (*Cahier du tiers état*, p. 292.), impose à toutes les villes les règlements observés à Paris et à Lyon pour la « closture, l'entretènement et nourriture des pauvres » et, résumant les dispositions antérieures, enjoint aux mendiants de se retirer au lieu de leur naissance, impose aux pauvres valides l'obligation de travailler, et leur interdit de se tenir aux portes des églises et dans les rues.

2° *Les invalides militaires.* — *Dispositions prises pour leur subsistance* (art. 219). — Depuis longtemps déjà, la royauté s'occupait d'assurer la subsistance des gentilshommes pauvres, capitaines et soldats, que leurs blessures, leurs infirmités ou leur âge obligeaient à quitter le service et qui souvent étaient réduits à la plus noire misère : elle n'avait trouvé rien de mieux que les placer dans les abbayes en qualité de *religieux lais*. Les monastères et les bénéficiers s'efforçaient de se dérober à cette charge, et d'ailleurs, le nombre des invalides, accru par des guerres continuelles, dépassait de beaucoup celui des places disponibles. Henri IV se préoccupa du sort de ces infortunés : une déclaration de juillet 1604 affecta l'hôpital de la Charité, « au faubourg Saint-Marceau », au logement des pauvres gentilshommes et soldats invalides. Un édit de juin 1606 (1) confirme cette institution ; il constate que « plusieurs pauvres gentilzhommes et soldats estropiez, après avoir bien et dignement servi et consommé leurs moyens, soit au paiement des rançons,

1. Bibliothèque nationale. *Actes royaux*.

soit aux frais qu'il leur auroit convenu supporter pour se faire traicter et médicamenter des blessures qu'ils auroient receus aux guerres » sont « presque réduits à une misérable mendicité à la honte de l'ordre militaire » ; il constate encore que le seul remède appliqué jusque-là à cette criante injustice consistait dans « quelques places de religieux laïcs qu'on leur donnoit ès abbayes et prieurés de ce royaume qui souvent leur coustoient plus à poursuivre qu'elles ne leur apportoiennent de commodité. ». A la jouissance de « la maison royalle de la Charité chrétienne », l'édit ajoute l'affectation à l'entretien des invalides « des deniers provenus et qui proviendront cy-après, tant du reliqua des comptes des hospitaux, aumosneries, léproseries et confrairies du passé et de l'avenir », que du montant des amendes, condamnations et restitutions prononcées en justice ; les invalides, pour bénéficier des dispositions de l'édit, ainsi que des places disponibles de religieux laïques, devront se munir d'une attestation de leurs services, émanant de leurs anciens chefs et d'un certificat indiquant le chiffre de la pension méritée, délivré : à ceux qui sortaient de la cavalerie par le connétable, aux gens de pied par le colonel général de l'infanterie.

L'édit de juin 1606 contenait donc une organisation complète et absolument satisfaisante de l'institution des invalides. Malheureusement, à la mort de Henri IV, tout fut abandonné. Aussi les intéressés, las d'attendre et de souffrir, portèrent-ils des plaintes véhémentes à l'assemblée des notables de 1626. Dans leur *Mémoire*, ou remontrance, signé de leur syndic, ils exposent : qu'ils sont réduits à la mendicité ; que les ordonnances de Henri IV les con-

cernant ne sont pas exécutées ; que « le sieur cardinal de La Rochefoucauld et son prédécesseur grand aumônier de France en ont diverty le fonds (c'est-à-dire les revenus affectés à leur soulagement), pour en attacher la disposition absolue à leur charge à l'exclusion de cette royale institution dont l'anéantissement se pourroit justement dire un crime » ; que les quelques places de religieux laïques mises à leur disposition ne permettent guère de soulager que la dixième partie d'entre eux ; enfin, que le reliquat des revenus des maladreries, qui doit être très important, attendu qu'il n'y a plus qu'un petit nombre de lépreux, est donné par le grand aumônier à des ordres religieux, tels que les Jésuites et les Chartreux.

Dans sa séance du 10 février 1627, l'assemblée reconnaît le bien-fondé de la plainte, demande la remise en vigueur des édits de 1604 et de 1606, et propose qu'il soit établi un rôle des estropiés par une commission composée des maréchaux de France, des colonels de l'infanterie et de la cavalerie, de quatre gentilshommes, du grand aumônier et de l'un des secrétaires d'Etat.

Cependant, l'ordonnance ne contient en faveur des invalides que des dispositions qui sont de simples palliatifs, réédition des mesures antérieures à Henri IV ; c'est à Louis XIV qu'est réservé l'honneur d'assurer un asile et du pain aux humbles artisans de la gloire et de la puissance de la France.

L'article 249 prescrit l'établissement d'un état des abbayes et prieurés du royaume « pour estre lesdits capitaines et soldats estropiez assignez sur lesdits bénéfices qui les pourront porter de la pension de religieux lay,

suivant la bonne et ancienne coustume de ce royaume » ; les anciens soldats devront être reçus et entretenus dans les couvents « en y rendant les services qu'ils pourront » ou, s'ils le préférèrent, recevront une somme de cent livres par an (1) ; ils seront inscrits sur les certificats des maréchaux de France, du colonel général de l'infanterie, des capitaines ou *mestres de camp*, et pourvus des places vacantes dans l'ordre des inscriptions ; par faveur spéciale, seront pourvus d'abord les anciens soldats blessés dans les opérations du siège de La Rochelle et dans l'île de Ré.

IV. — *Universités. Réglementation du privilège de juridiction* (art. 43 à 51)

Les universités, principalement l'Université de Paris, avaient de très anciens privilèges qu'à différentes reprises les rois avaient confirmés. L'exercice de ces privilèges étaient ordinairement assuré par un *conservateur*. A Paris, c'était le prévôt de Paris qui remplissait ces fonctions, et l'un des plus importants privilèges consistait dans le droit pour les membres de l'Université d'invoquer la juridiction du Châtelet dans les procès où ils avaient à figurer, soit comme demandeurs, soit comme défendeurs.

1. Les Etats Généraux de 1614 avaient réclamé pour les anciens soldats les places de religieux laïcs, mais en spécifiant qu'ils ne pourraient être contraints à résider dans les monastères et seraient en droit d'exiger, lorsqu'ils n'y résideraient pas, une pension de cent livres au minimum (cahier du tiers-état, p. 292),

Ce droit de juridiction, étendu par de nombreux artifices au-delà du but de l'institution et des limites raisonnables, apportait un grand trouble dans l'administration de la justice : on enlevait quantité de justiciables à leurs juges naturels, ce qui les obligeait souvent à aller plaider au loin et à grands frais pour des intérêts assez minimes. C'est pourquoi les Etats généraux de 1484 avaient réclamé la restriction « du privilège des universitez de faire renvoyer leurs causes devant le conservateur des privilèges desdites universitez à ceux-là seuls qui sont vraiment estudians desdites universitez... et oultre que nul escolier, par transport à lui faict ou adhésion à procès ne seroit receu à faire aucun renvoy de cause, sinon qu'il soit fils, frère ou neveu ou que la cause lui touche principalement » ; une déclaration du 12 mai 1499 avait tenté de donner satisfaction à ce vœu dont se préoccupe aussi l'ordonnance de juin 1510 (art. 17). L'ordonnance d'Orléans, en son article 36, disposait : « Ne pourront nos sujets ou autres, en vertu de quelque transport que ce soit (encore qu'il fut fait ès-cas de l'ancienne ordonnance de père à fils, de frère à frère et d'oncle à neveu) faire appeler ou ajourner l'un l'autre par devant les gens tenans les requestes du palais à Paris, le conservateur des privilèges royaux et apostoliques ni autres juges des exempts ou privilégiés, ains se pourvoiront par devant les juges ordinaires ». L'article 62 de l'édit de 1618, s'inspirant d'un vœu des Etats Généraux de 1614, voulait « que nul ne puisse est redistraict de la jurisdiction ordinaire, en vertu d'un transport fait par un escolier à quelque personne que ce soit. »

Notre ordonnance confirme les privilèges de l'Université

de Paris, notamment le droit pour ses membres de plaider, tant en demandant qu'en défendant, devant le prévôt de Paris en première instance et d'y faire évoquer ou renvoyer leurs causes, mais seulement, en ce qui concerne les écoliers, dans un rayon de soixante lieues, les principaux des collèges, précepteurs et régents continuant à jouir de la juridiction d'une manière absolue, pour le paiement de ce qui leur est dû par les écoliers ; elle prescrit le dépôt chaque année au greffe de la Conservation, au Châtelet, de l'état de « tous les docteurs, régens, principaux, lecteurs, bedeaux, messagers, suppôts et officiers » de l'Université ; elle oblige les étudiants des quatre facultés à se faire inscrire, au début de leurs études, au greffe de la Conservation ; enfin, elle interdit une fois de plus la pratique des transports.

L'ordonnance veut que les charges de *lecteurs*, autrement dit les chaires d'enseignement, ne soit pas vénales et qu'il n'y ait, en ce qui les concerne, ni survivances ni résignations ; défend d'aller étudier à l'étranger sans permission royale ; interdit les *lectures* ou explications publiques des textes ailleurs que dans les universités, et prohibe les confréries et assemblées de nations : ces deux dernières dispositions sont renouvelées des articles 64 et 66 de l'édit de 1618, qui consacraient eux-même les vœux des Etats généraux de 1614. (Cahier du Clergé, p. 76 et 77, Cahier du tiers état, p. 299.)

V. — *Imprimerie et librairie. Organisation de la censure*
(art. 52 et 179)

L'imprimerie avait été réglementée au xvi^e siècle par

divers actes royaux, notamment une déclaration du 9 avril 1513, un édit du 28 décembre 1541 et une déclaration du 4 octobre 1570. L'article 78 de l'ordonnance de Moulins défendait d'imprimer aucun livre ou traité sans permission royale et lettres de privilèges délivrées au grand sceau et imposait à l'imprimeur la mention de son nom et sa résidence, ainsi que des permission et privilège.

L'article 52 de notre ordonnance, qui reproduit les dispositions de l'article 68 de l'édit de 1618, confirme l'article 78 de l'ordonnance de Blois ; il organise la censure et défend, conformément au vœu des Etats Généraux de 1614 (cahier du tiers état, p. 303) de mettre en vente les livres provenant de l'étranger sans avoir préalablement produit « la facture ou inventaire » de ces livres.

L'article 52 n'est pas le seul qui, dans l'ordonnance de 1629, statue sur la librairie et l'imprimerie ; l'article 179 vise spécialement les « livres libelles ou écrits diffamatoires... imprimés ou écrits à la main contre l'honneur et la renommée des personnes, mesme (*surtout*) concernant nostre personne, nos conseillers, magistrats et officiers, les affaires publiques et le gouvernement de nostre estat ». L'article 77 de l'ordonnance de Moulins, dont s'inspire l'article 179, se bornait à défendre les écrits contre l'honneur et la renommée des personnes, sans doute parce qu'alors on n'osait pas encore écrire sur les affaires de l'Etat, mais, depuis les troubles de la Ligue, l'habitude s'était prise de composer des traités sur les affaires publiques : à la moindre occasion, apparaissaient de nombreux pamphlets où l'on osait attaquer les ministres et même donner des conseils au roi. Aussi n'est-il pas étonnant que Richelieu,

renchérissant sur les dispositions d'un édit du 10 juillet 1624, ait proposé aux notables, dans leur séance du 11 janvier 1627, d'appliquer désormais les peines du crime de lèse-majesté à ceux qui publieraient des calomnies, des libelles diffamatoires, ou des écrits concernant les affaires de l'Etat ou la personne du roi, sans permission et commandement sous le grand sceau. Les notables, dans leur séance du 22 janvier, approuvèrent sans réserve cette proposition dont l'article 179 de l'ordonnance n'est que la consécration.

VI. — *Réorganisation du Conseil d'Etat. — Réglementation des chevauchées des maîtres des requêtes*

1^o *Réorganisation du Conseil d'Etat* (art. 61). — Les brevets de conseillers aux conseils du roi ou conseillers d'Etat avaient été tellement prodigués pendant la régence que les Etats de 1614 avaient cru devoir demander que ces conseillers fussent réduits au nombre de quarante-huit, seize de chaque ordre (1), mais ce vœu, comme bien d'autres, n'avait reçu aucune satisfaction. Dans la lettre au cardinal de Bérulle qui précède son *mémoire* justificatif, Michel de Marillac s'étend assez longuement sur ce sujet : ses prédécesseurs dans la charge de garde des sceaux n'avaient pu remédier à cet abus qu'il nous présente comme des plus criants. Obtenait qui voulait le titre de conseiller d'Etat « de jeunes gens sortant de l'escole n'avoient pas de honte

1. Cahier du tiers état, p. 323. Le tiers état demandait en outre que le conseil fut débarrassé de ses attributions contentieuses.

de le demander et un homme de moyenne qualité n'estimoit comme rien d'estre admis à cette charge. Les secrétaires d'estat donnoient des brevets à tous leurs amis et recevoient leurs serments sous la cheminée, et il y en a eu un nombre incroyable qui les ont eus ou par argent ou par faveur, dont les roys n'ont jamais ouy parler » (1). Marillac avait souvent engagé avec instances les divers chanceliers ou gardes des sceaux, sous lesquels il avait servi, à prendre les mesures nécessaires. « Ils l'ont fait plusieurs fois par écrit... mais jamais ils ne se sont mis en devoir de l'exécuter ; les uns n'ont pas eu assez de volonté et les autres pas assez de vie. Quand j'y suis arrivé, j'ay pensé à exécuter plus tost qu'à ordonner, car je me suis souvent plaint de cette manière de régler en papier, et ay toujours jugé que l'exécution estoit en la main du magistrat, et qu'une exécution valoit mieux que trente ordonnances. » (2).

Il est certain que Marillac a puissamment contribué à rendre au titre de conseiller d'Etat son ancien prestige ; peut être même est-ce uniquement à sa ténacité que fût dû cet heureux résultat. Il faut toutefois remarquer que, dès 1624, ainsi qu'il le raconte lui-même, le roi avait pris le parti de révoquer tous les brevets et de ne retenir que six conseillers ordinaires dont il avait dressé la liste (3). L'organisation du conseil fut, pendant que Michel de Marillac tint les sceaux, l'objet de trois règlements en date des 26 août 1626, 3 janvier 1628 et 18 janvier 1630. Il se féli-

1. Lettre à Bérulle (*Mémoire* de Marillac).

2. Lettre à Bérulle.

3. Voir aussi d'Avenel, t. I, p. 432.

citait, dès 1629, du résultat obtenu : « si le roy continue à tenir ferme sur ce règlement, les plus qualifiés du royaume s'estimeront bien honorés d'avoir la qualité de conseillers de Sa Majesté en son conseil, et nous commençons à en voir la pratique ». Les faits n'ont point démenti le garde des sceaux, car, au dire de Talon, « une place d'*ordinaire* dans le conseil étoit, en 1631, une condition fort honorable ». Elle était sollicité parfois par des magistrats d'un rang élevé : des avocats généraux et même des présidents au parlement.

Pour donner plus de force aux dispositions prises par lui, en vue de relever le titre de conseiller d'Etat de son avilissement, Michel de Marillac introduisit, dans l'Ordonnance (art. 61), une disposition par laquelle le roi révoque tous brevets de conseiller en ses conseils, à l'exception de ceux des personnes qui servent effectivement, et dont le titre sera confirmé par des lettres de commandement délivrées sous le grand sceau. Cette disposition est incontestablement l'œuvre personnelle du garde des sceaux.

2^o *Réglementation des chevauchées des maîtres des requêtes* (art. 58). — L'article 58 règle les *chevauchées* des maîtres des requêtes de l'hôtel : ils visiteront les provinces, se transporteront dans les parlements et les divers sièges de justice, recevront les plaintes sur l'administration de la justice, les exactions fiscales et l'oppression des faibles, informeront contre les officiers royaux coupables de crimes, abus ou malversations, et en général de toutes choses concernant le service du roi et en feront rapport au garde des sceaux ; ils réformeront les taxes des salaires et épices des officiers de judicature, s'enquerront de l'accomplissement

par les bénéficiers de leurs charges ; ils réprimeront sommairement les abus qu'ils trouveront, et leurs jugements de ce chef seront exécutoires nonobstant opposition ni appel.

On le voit, les pouvoirs conférés aux maîtres des requêtes en mission étaient immenses, mais leurs chevauchées n'étaient pas nouvelles : l'article 33 de l'ordonnance d'Orléans et l'article 7 de celle de Moulins réglaient leurs attributions ; l'article 58 n'est d'ailleurs que la reproduction des dispositions de l'article 109 de l'édit de 1618.

Ces chevauchées étaient l'occasion de continuels conflits avec les parlements qui ne pouvaient souffrir les empiètements des maîtres des requêtes sur leur juridiction (1) ;

1. En Normandie, le maître des requêtes Morant du Mesnil-Garnier agit partout en maître et sans aucun souci de l'autorité du parlement avec lequel il est bientôt en conflit violent. Un huissier du parlement vient à Caen signifier un arrêt à Morant qui le fait arrêter et traîner devant le présidial, en dépit de sa clameur : « Haro à l'aide du roy et de la court de parlement ! », à laquelle répond la clameur du sergent de Morant : « Haro à l'aide du roy et du sieur du Mesnil-Garnier ! » Relâché après une courte détention, l'huissier regagne Rouen et rend compte au parlement indigné du traitement qu'on lui a fait subir. La Cour décrète de prise de corps le maître des requêtes dont la compagnie riposte par un autre décret de prise de corps contre le premier président Faucon de Ris, l'avocat général Le Guerchois et plusieurs conseillers de la Grand'-Chambre. Pour apaiser tant bien que mal le conflit, il faut un arrêt du conseil qui casse (1^{er} juin 1617) les arrêts du parlement et la sentence des maîtres des requêtes ; le roi révoque la commission de Morant et défense est faite : aux maîtres des requêtes, de connaître d'autres matières que celles que leur attribuent les ordonnances, et au parlement, de rendre à l'avenir

leurs protestations trouvèrent un écho dans l'assemblée des notables de 1617 : elle repoussa l'institution d' « un nouvel établissement de justice extraordinaire », demanda qu'au lieu de cela « les ordonnances d'Orléans, Moulins et Blois en ce qui regarde la fonction des maîtres des requêtes et leurs chevauchées par les provinces » fussent observées, et émit le vœu qu'il leur fût interdit de juger en dernier ressort « afin de conserver à ces cours la juridiction qui leur appartient » (1). L'article 58 de l'Ordonnance ne donna pas satisfaction aux parlementaires et fut cause d'un *tolle* général du monde judiciaire contre le garde des sceaux (2) ; pour le disculper, l'*Apologie* soutient que

de semblables arrêts. Cela n'empêche pas qu'en 1632, les difficultés ne renaissent entre le parlement et le maître des requêtes Turgot de Saint-Clair, aussi peu soucieux des droits de la Cour que son prédécesseur (Floquet, t. IV, p. 482 et suiv.).

1. Mathieu Molé, p. 164 et 208. — Un peu plus tard, et par un arrêt du 15 juillet 1626 (Bibliothèque Nationale, *Arrêts du Parlement*), le Parlement de Paris interdit aux maîtres des requêtes de mettre à exécution aucune commission ni faire aucun acte de justice, en vertu de lettres non vérifiées au parlement, à peine de dix mille livres d'amende et de suspension de leurs charges.

2. On lui reprochait déjà son attitude dans la lutte qui s'était engagée entre Abel Servien, alors maître des requêtes, et le parlement de Bordeaux. A propos de la question des parentés, Peiresc écrit à Dupuy le 20 juillet 1628 : « Les scrupules de Mgr le garde des seaux sont trouvez bien estranges en la personne du fils de M. de Bellièvre, petit-fils de deux chanceliers de France ; la jalousie de conserver la dignité des parlements, qui luy a servy de prétexte à ce coup-là, n'a pas esté en pareille considération auprès de luy, lorsqu'il a laissé résoudre et expédier les arrests fulminans du Conseil contre le parle-

cet article a eu pour but non d'augmenter mais de diminuer les pouvoirs des maîtres des requêtes en les délimitant ; elle ajoute, assez spécieusement, que ces fonctionnaires n'ayant pas le pouvoir de juger sans lettres expresses de commission, ce n'est pas en tant que maîtres des requêtes qu'ils le font, mais en qualité de commissaires du pouvoir royal (fol. 44).

VII. — *La justice et la magistrature.*

1° *Question des parentés* (art. 55 à 57). — Les parlements, surtout les parlements de province, étaient peuplés de magistrats entre lesquelles de continuelles alliances de famille créaient des liens étroits, au détriment fréquent de l'indépendance et de l'impartialité judiciaires ; les choses étaient à ce point que de continuelles évocations, accordées pour le fait de parenté ou d'alliance, gênaient le cours régulier des procès. Pour parer à cet inconvénient, une ordonnance de juillet 1493 décidait que deux frères ne pouvaient faire partie de la même cour ; la grande ordonnance de mars 1498 étendait l'interdiction au père et au fils, l'article 32 de l'ordonnance d'Orléans à l'oncle et au neveu ; l'article 116 de l'ordonnance de Blois confirmait ce dernier article et enjoignait aux procureurs généraux et à leurs substituts d'établir la liste des magistrats parents aux degrés prohibés « pour puis après y pourvoir, ainsi que verrons estre à faire par raison ».

ment de Bordeaux, pour avoir trouvé à redire à la procédure d'un maistre des requestes qui a fait exécuter à mort des gens... sans aultre commission qu'une lettre de cachet » (tome I, p. 673).

Les Etats généraux de 1614 demandaient l'observation des dispositions précitées des ordonnances d'Orléans et de Blois et voulaient « que les cousins issus et remuez de germains soient compris au nombre des personnes qui donnent lieu à l'évocation des causes ou procez de parlement à autre. »

La seizième *proposition* aux notables de 1617, relative aux « alliances et parentés qui se sont coulées dans les parlements et autres cours souveraines », constate que l'ordonnance de Blois n'est pas obéie sur ce point : « les parlements, sans aucune dispense, en ont reçu telle quantité que la justice en est entièrement pervertie. » (1). Le remède proposé consistait dans le transfert aux plus prochains parlements de « tous les magistrats reçus contre la prohibition de l'ordonnance, pour servir aux autres parlements où ils seront transférés, jusqu'à ce que ceux qui les empêchent soient décédés ou aient quitté leurs offices. » L'article 117 de l'édit de 1618 renouvelait les dispositions des précédentes ordonnances et déclarait nulles les provisions accordées et les réceptions faites au mépris de ces ordonnances, et l'article 118 assimilait à ce point de vue l'alliance à la parenté.

L'article 56 de notre ordonnance, renouvelant les prescriptions de l'article 149 de l'édit de 1618, enjoint aux procureurs généraux et à leurs substituts d'établir le rôle des magistrats parents au degré prohibé, et de l'envoyer au

1. Les Etats de Normandie dans leurs remontrances au roi déclarent : « se trouvent aujourd'hui la plupart de nos officiers tous parents et alliés » (*Des Etats généraux et autres assemblées nationales*, La Haye, 1789, t. XVIII, p. 30.)

roi qui pourvoira à la translation des magistrats à déplacer, et, en attendant interdit à ceux-ci d'assister à un même jugement et d'y opiner ensemble. L'article 55 permet toutefois « les résignations de père à fils, lesquelles nous entendons admettre à la consolation des pères. »

Une autre dérogation fut admise en faveur des membres du parlement de Paris : elle fut provoquée par un incident qui mit aux prises notre tenace garde des sceaux avec un des membres les plus en vue de cette célèbre compagnie. Le président de Bellièvre, fils et petit-fils de chanceliers, voulut faire entrer son fils au parlement ; mais il eut beau faire valoir que les parentés n'avaient pas au parlement de Paris les mêmes inconvénients que dans les parlements de province, et que son fils ne siégerait pas dans la même Chambre que lui ; il invoqua vainement les souvenirs de Marillac qui avait servi sous le deuxième chancelier de Bellièvre : le garde des sceaux fut inflexible et déclara que, résolu à faire observer l'ordonnance des parentés, il ne pouvait faire exception pour une compagnie judiciaire, quelles que fussent les raisons de le traiter avec une particulière faveur (1). Ceci se passait en 1626. Le monde parlementaire embrassa chaleureusement la cause des Bellièvre qui finalement triomphèrent : une déclaration du roi, postérieure à l'Ordonnance, datée du 14 janvier 1629 et enregistrée au parlement le 9 février, accorda aux

1. Voir dans le manuscrit 215, fol. 206 de la coll. Dupuy (Bibliothèque nationale) les lettres échangées à ce sujet par le garde des sceaux et le président.

membres de ce parlement ce que le garde des sceaux avait si obstinément refusé au président de Bellièvre. Si Marillac n'eut pas, en cette circonstance, la main forcée par une autorité plus puissante que la sienne, on serait porté à penser que la faveur accordée au parlement de Paris eut pour but de le rendre moins hostile à la grande ordonnance du garde des sceaux. Vain calcul, en tout cas : le parlement accepta la faveur comme un droit et ne désarma pas (1).

2° *Les évocations* (art. 62 à 67). — Sous l'ancien régime, des procès étaient fréquemment soustraits à la compétence des parlements et des juridictions subalternes, et évoqués au conseil du roi qui les jugeait.

I. La réforme concernant les parentés était une de celles qui avaient le moins de chances d'aboutir. Peiresc écrivait à Dupuy le 4 août 1628 : « Je loue le zelle de Mgr le garde des sceaux pour les parentez des parlements, mais je ne crois pas qu'il puisse luy-mesmes faire observer ce qu'il désire » (t. I, p. 486). Le passé permettait en effet d'augurer de l'avenir : « le prince en fait la loi, elle est négligée par les compagnies ; il la renouvelle plusieurs fois, elle est encore négligée... elle a été faite à Orléans et négligée, répétée à Moulins et négligée, renouvelée à Blois avec des termes fort exprès et néanmoins encore négligée, répétée et renouvelée en chaque province et toujours négligée... » (Lettre du garde des sceaux à Molé du 15 janvier 1628, dans les *Mémoires* de Molé, tome I, p. 500, en note.) Marillac ajoutait : « J'eusse bien désiré que le parlement de Paris eût pu être excepté, mais cela ne se pouvoit par mon choix, qui suis obligé à observer la loi entière ou la rompre entière. » Une lettre du procureur général à Marillac (*ibid.* p. 509) constate l'irritation du parlement contre le garde des sceaux, à cause de l'affaire de Bellièvre.

Tantôt les évocations étaient la conséquence d'un privilège accordé à une personne ou à une famille : on les appelait alors évocations générales parce qu'elles étaient de droit dans toutes les instances où figuraient des plaideurs pourvus de ce privilège (1).

Tantôt, elles étaient accordées pour des motifs particuliers, tels que la parenté ou l'alliance des magistrats, soit entre eux, soit avec l'une des parties (2), ou la suspicion, ou encore la qualité de *religieux* chez le défendeur.

La pratique des évocations engendrait de nombreux abus ; son moindre inconvénient était d'obliger les parties contre lesquelles l'évocation était obtenue à des déplacements et à des frais hors de proportion avec l'intérêt en litige. Un homme pauvre et sans appuis ne pouvait guère, dans ces conditions obtenir justice.

Les Etats de Normandie remontrent au roi (*des Etats Généraux et autres assemblées nationales*, t. XVIII, p. 31), que les fermiers d'impôts et les partisans recourent cons-

1. On en trouve un exemple dans les mémoires de Pontis, t. I, p. 489 : Le roi, allant en Piémont, passe sur les terres de la seigneurie de Pontis, qui profite de l'occasion pour lui demander « le beau privilège... qu'au lieu que les affaires et les différends du village devoient se juger par la justice de Provence, celles qui regarderoient la maison du seigneur se renvoyeroient toutes au conseil du roy, ce qui s'est depuis toujours observé, tant à l'égard des affaires de la paroisse... qu'à l'égard de celles du seigneur qui n'a jamais reconnu d'autre juge que le conseil. »

2. Voir un cas d'évocation particulière dans les mémoires de Saint-Simon, t. VII, p. 316.

tamment aux évocations « au moyen desquelles ils ruinent tous ceux qui ont affaire à eux. »

Si les évocations particulières étaient parfois fondées, il n'en était pas de même des évocations générales qui constituaient un pur abus : Michel de Marillac, dans sa lettre au cardinal de Bérulle, déclare qu'il les retranche autant qu'il peut.

Les Etats Généraux de 1484 s'étaient efforcés d'obtenir la suppression des évocations. L'ordonnance de Blois les interdisait (art. 91), dans le but de rétablir dans sa dignité le conseil du roi, devenu comme un simple tribunal, et de restaurer l'autorité des cours souveraines et des juridictions ordinaires. Mais, comme presque toujours, l'abus l'avait emporté sur la loi : aussi les Etats Généraux de 1614 durent-ils reprendre le vœu de ceux de 1484, et demandèrent-ils à leur tour la suppression des évocations tant générales que particulières (cahier du tiers état, p. 324).

Les articles 62 à 67 de notre ordonnance ont pour but de donner une satisfaction partielle à ce vœu : aucune évocation ne sera accordée pour parenté ou alliance, sinon dans les cas précisés par les ordonnances, et la procédure sera simplifiée (art. 62) ; les requêtes aux fins d'évocation ne seront instruites qu'autant qu'elles auront été présentées avant que le procès ne soit mis en état d'être jugé (art. 63) ; les demandeurs en évocation seront tenus de « coter en une brève cédule » les parentés ou alliances sur lesquelles ils entendent fonder leur demande (art. 64) ; nulle évocation générale ne sera accordée « sinon pour très grandes et importantes occasions jugées telles, ouï le procureur général du parlement duquel l'évocation sera demandée », et toutes

évocations générales précédemment accordées sont révoquées (art. 65) ; enfin, « les procès évoquez seront jugez suivant les coustumes, loix et usages des lieux dont ils sont premièrement évoquez » (art. 67).

3° *Les conflits de compétence* (art. 68). — Le *Grand Conseil*, qui avait eu primitivement toutes les attributions judiciaires du conseil royal, avait fini par être réduit à une situation assez mal définie. Ce n'était plus, en somme, qu'une compagnie de magistrature, à laquelle Henri II avait confié la connaissance des conflits de juridiction (1).

Il y avait là une source de continuelles difficultés entre les parlements et le Grand Conseil ; ce dernier, fier de son origine, ne manquait pas une occasion d'affirmer sa supériorité sur les parlements qui, en leur qualité de cours souveraines, n'y voulaient point entendre. La lutte, dit M. Cheruel (2), dura jusqu'à la fin de l'ancienne monarchie.

Un jour, « Messieurs du Grand Conseil » s'avisent de décréter « contre un qui a l'honneur d'être conseiller de la cour et qui ne peut être jugé que par le parlement » ; un serviteur de ce conseiller, Monsieur de Montholon, est, sous un prétexte quelconque, incarcéré par ordre du Grand Conseil qui profite des vacances du parlement pour prendre de l'avance, juge le serviteur, le condamne au fouet, et fait exécuter la sentence avec l'appui de la populace embrigadée pour la circonstance (3).

Une autre fois, le Grand Conseil envoie à Rouen douze

1. Isambert, XIII, p. 459.

2. *De l'administration monarchique en France*, t. I, p. 459.

3. Mathieu Molé, t. I, p. 406 et suiv.

archers qui forcent la conciergerie du palais, et emmènent le gardien coupable d'avoir voulu retenir des accusés évoquants. Des incidents semblables se produisaient à chaque instant (1).

L'article 68 de notre ordonnance, dans le but de rendre ces conflits moins fréquents, limite la compétence du Grand Conseil aux instances en contrariété d'arrêts rendus par des cours différentes, entre les mêmes parties et sur le même sujet ; il dispose que les arrêts contradictoires d'un même parlement ne donneront lieu à aucun autre recours que la requête civile.

L'article 127 de l'édit de 1618 contenait une disposition semblable.

4° *Le privilège de committimus* (art. 72 à 78). — Ce privilège, assez semblable à celui des membres de l'université, permettait à certaines personnes, en raison de leurs fonctions auprès du roi et des membres de la famille royale, d'invoquer en première instance la juridiction des maîtres des requêtes.

« Les lettres de *committimus* du grand sceau qui emportent distraction de ressort aux requêtes du palais ou requêtes de noster hostel à Paris, dit l'Ordonnance (art. 72), étaient accordées à peu de personnes autrefois, plus en considération des rois, reines et enfans de France et de leur service, afin que ceux qui estoient occupés près d'eux ne fussent distraits de l'assiduité qu'ils y doivent, que non pas en faveur desdits particuliers... » Mais des abus

1. Floquet, t. IV, p. 124.

s'étaient introduits : beaucoup de personnes usurpaient la qualité d'officiers et de commensaux pour bénéficier du privilège ; d'autre part, le *committimus*, d'abord limité à certains procès peu importants, était « appliqué subtilement à toutes sortes d'actions. » Les Etats généraux de 1484 avaient demandé que le privilège fut restreint aux officiers qui étaient « vrayz ordinaires et commensaulx ». L'ordonnance de mars 1498 décidait : « les gens tenans les requestes du palais ne cognoistront d'aucunes causes qu'en vertu de lettres de *committimus* et ne cognoistront que des causes personnelles et possessoires ; les requestes de l'hôtel cognoistront des procès où les conseillers des requestes du palais sont parties. » Un édit d'août 1539 réglait la juridiction des maîtres des requêtes de l'hôtel du roi. L'article 34 de l'ordonnance d'Orléans supprimait les « sièges et officiers des requestes établis en aucuns de nos parlemens... parceque nos subjects sont grandement travaillés des jurisdictions extraordinaires, par le moyen desquelles ils sont contraints plaider loin de leurs maisons et domiciles » ; sont toutefois maintenus, à cause de l'ancienneté de l'institution, les maîtres des requêtes du palais du parlement de Paris, mais ils seront réduits au même nombre qu'au temps de Louis XII. Vint ensuite l'ordonnance de Moulins qui, dans son article 56 n'accordait le privilège qu'aux principaux officiers de la couronne, conseillers au conseil privé, maîtres des requêtes ordinaires du conseil du roi, ses notaires et secrétaires « officiers domestiques couchez en l'estat aux gages de nous, de la reyne nostre mère, nos frères et sœurs, oncles et tantes, enfans de France » gens et officiers des cours souveraines, aux douze plus anciens

avocats et aux douze plus anciens procureurs près le parlement de Paris, à six avocats et six procureurs près chacun des autres parlements, aux chapitres et communautés des églises qui ont ce privilège, avec cette restriction, qui ne s'applique pas aux *domestiques*, ni à ceux qui ont privilège spécial, que les lettres de *committimus* ne permettront pas de « distraire nos subjects hors du ressort de leur parlement. » (1).

Ces dispositions avaient été confirmées par l'article 177 de l'ordonnance de Blois. L'ordonnance de 1629, reprenant sur

1. Cette distraction de ressort était le plus odieux abus né de la pratique des lettres de *committimus* : la quinzième proposition à l'assemblée des notables de 1617 constate que les personnes investies de ce privilège, prenant les *committimus* au grand sceau, « font assigner leurs parties des extrémités du royaume, de sorte qu'un *committimus* est une évocation générale » et que « de plus », on s'en sert pour des sommes si modiques que des pauvres gens, qui ne doivent rien et sont assignés aux requêtes, aiment mieux beaucoup payer que de plaider si loin. » Le roi était disposé à ordonner que les lettres de *committimus* ne permettraient en aucun cas de « tirer personne de hors de son ressort », mais il se heurta à l'intérêt des officiers de judicature, très largement représentés dans l'assemblée ; elle pria le roi de se borner à faire exécuter l'article 56 de l'ordonnance de Moulins (Mathieu Molé, p. 202). — Dans sa lettre au cardinal de Bérulle, Marillac gémit honnêtement sur cet abus, et constate que le privilège de *committimus* permet de faire « adjourner pour trente francs un homme de la Provence ou des Monts Pyrénées aux requêtes du Palais ou de l'hostel à Paris... Cela produit des oppressions qui crient vengeance, et parce que je les retranche, je fâche un très grand nombre de personnes ; ce qui déplaist encore aux juges par devant lesquels les causes yroient si je les accorderois. »

ce point les décisions de l'article 113 de l'édit de 1618, inspirées par un vœu des états généraux de 1614 (Cahier du tiers état, p. 335), restreint le privilège aux officiers qui servent « actuellement et ordinairement » et figurent sur les états, le refuse à ceux qui servent *en quartier* en dehors des périodes où ils exercent leurs fonctions, et leur impose à tous l'obligation de poursuivre en personne ; ne pourront invoquer ce privilège les personnes inscrites sur les états à titre purement honorifique, ni ceux dont l'intérêt en litige n'atteindra pas cent cinquante livres ; aucun procès ne pourra venir devant les requêtes de l'hôtel ou du palais sans délivrance préalable de lettres de *committimus*, que les secrétaires du roi ne pourront expédier contre la teneur de l'ordonnance, sous peine de dommages-intérêts.

5° *Les mercuriales* (art. 79). — Les *mercuriales* étaient des assemblées générales des parlements, ainsi nommées parce qu'elles avaient lieu le mercredi ; les *gens du roi* y prononçaient des discours où ils rappelaient les magistrats à l'observation des ordonnances et des obligations de leur état.

Cette institution était très ancienne, et la royauté y attachait une grande importance : l'ordonnance de Villers-Cotterets décidait (art. 130) que les *mercuriales* auraient lieu une fois par mois : l'article 3 de l'ordonnance de Moulins se contente d'une par trimestre ; enfin, l'ordonnance de Blois ne demande la tenue des *mercuriales* que de six mois en six mois : cette prescription paraît avoir été assez bien observée ; à Paris, du moins, les *mercuriales* avaient lieu au commencement de chacune des deux sessions annuelles, le premier mercredi après la Saint-Martin, et le premier

mercredi après la semaine de Pâques ; les troubles de la Ligue ne les suspendirent même pas (1).

L'article 79 de l'ordonnance de 1629 confirme sur ce point les précédentes ordonnances ; il veut qu'il soit « aux-dites mercuriales traité de la discipline de nos parlements, règlement de mœurs, modération des épices et salaires... et qu'en icelles soient reçues toutes plaintes qui seront faites contre les officiers de nos dites cours » ; il charge les procureurs généraux et avocats généraux de faire parvenir à la chancellerie ces mercuriales, avec leur rapport, sous le délai de quinzaine ; des mesures analogues étaient contenues dans l'édit de 1618 (art. 105 et 106) ; elles donnaient satisfaction à un vœu des Etats généraux de 1614 (cahier du tiers état, p. 329).

6° *Discipline extérieure des officiers de judicature* (art. 82). — La tenue des magistrats, surtout celle des jeunes conseillers — grâce à l'hérédité et à la vénalité, il y avait parmi eux beaucoup de très jeunes gens — laissait souvent à désirer et faisait un violent contraste avec l'austé-

1. Peut-être, en province, la pratique des mercuriales était-elle moins fidèlement observée ; il paraît qu'au Parlement de Rouen, ces audiences étaient rarement tenues (Floquet, t. IV, p. 302). — Pendant la Ligue, les mercuriales du Parlement de Paris furent l'œuvre de l'avocat général Dorléans : « On m'a presté ce jour (30 novembre 1606), dit l'Estoile, ung nouveau livre de M. Dorléans, imprimé à Paris in-4°, intitulé *Des Ouvertures des Parlements*, par Loys Dorléans duquel les hommes doctes font estat et qui toutefois a été défendu et saisi à la requeste de l'avocat du roy Servin, plus, ainsi qu'on estime, en haine de l'auteur et de la Ligue pendant laquelle ont été faictes ces ouvertures, que pour autre chose qui y soit à reprendre ».

rité et la sévérité d'attitude des magistrats de la vieille école. Il n'y avait pas qu'à Paris que ce relâchement se produisait ; certains parlementaires de province donnaient d'assez fâcheux exemples, et parfois ne reculaient pas devant le scandale public (1). Aussi l'article 82 de l'Ordonnance recommande-t-il aux officiers de judicature le port des vêtements modestes et longs, l'assiduité aux audiences, la gravité, le respect à l'égard des anciens et des présidents. Cet article est la consécration d'un vœu des Etats généraux de 1614 (cahier du tiers état, p. 329).

7^o *Les rapporteurs de procès* (art. 83). — Les plaideurs riches ou influents s'arrogeaient souvent le droit de choisir le magistrat chargé du rapport de leur procès ; il y avait là un monstrueux abus (2) contre lequel la probité de Maril-

1. Les membres du Parlement de Rouen, notamment, s'étaient, à la fin du xvi^e siècle, relâchés de l'austérité de tenue de l'ancienne magistrature. Le premier président Groulart en gémissait, il avait fait rendre par sa compagnie un arrêt enjoignant aux conseillers « de porter en tous lieux et actes publics leurs robes longues ou soutanes ». Il reprochait aux jeunes conseillers leur peu de respect pour les anciens, et revendiquait pour ceux-ci le droit de leur donner des conseils. Les jeunes étaient trop présomptueux, faisant étalage de leur peu de science et d'expérience, semblables, disait Groulart, « aux petits merciers qui, ayant peu de marchandise dans leurs panniens, monstrent incontinent tout ce qu'ils ont » (Floquet, t. IV, p. 196). Ils ne craignaient pas de faire scandale, la nuit, dans les rues, qu'ils parcouraient armés et revêtus de pourpoints découpés ; arrêtés, ils en étaient quittes pour décliner leurs noms aux gardes de nuit. Ils allèrent si loin que le maréchal de Fervaques finit par avertir le premier président que, s'ils ne se contenaient, ils seraient mis en prison comme les autres (*Ibid.*, p. 290).

2. Henri IV déclarait que, seul, son parlement de Paris ren-

lac s'était toujours revoltée. Dans sa lettre au cardinal de Bérulle, il explique de quelle manière il a combattu ce désordre au conseil privé : « Je ne donne jamais, dit-il, pour rapporteur ceux que l'on me demande, mais celui que je juge plus à-propos. J'en ay receu des instances infinies, mesmes avecque larmes : à quoy il faut résister. J'ay bien soin de ne bailler pas celui qui sera suspect et admetts facilement l'exclusion. Or, le mal estoit tel autrefois que nous avons veu que les maistres des requestes avoyent leurs taxes ; de sorte que, pour avoir un tel, il falloit donner tant ; et j'ai veu mesme de mon temps des exemples que j'ay évités, Dieu mercy, mais ils m'ont appris ce qui se faisoit. Or, c'est une grande vexation de donner un juge au choix de l'une des parties, et il s'en voit tous les jours des inconveniens au rapport des requestes : car, pour cela, la partie choisit qui elle veut, et souvent, on rapporte pour ses bien proches parents ».

La réforme qu'il avait introduit dans la procédure du conseil, Michel de Marillac voulut avec infiniment de raison l'étendre à toutes les compagnies judiciaires. L'article 83 de l'ordonnance, qui restera l'un des meilleurs titres du garde des sceaux, est ainsi conçu : « Nul ne rapportera un procès, sans qu'il lui ait été distribué, à peine de nullité des arrests et de dommages-intérêts des parties contre le rapporteur. Un registre de la distribution des procès devra estre tenu dans chaque jurisdiction. » (1).

dait la justice et que les autres la vendaient ; il savait à quoi s'en tenir, disait-il, car il avait souvent aidé jadis ses amis à « boursiller ».

1. Le premier président Groulart s'était déjà efforcé d'intro-

VIII. — *Répression du crime de rapt* (art. 169)

Le rapt a toujours été considéré, dans l'ancien droit, comme un empêchement dirimant de mariage ; au rapt proprement dit, on assimilait la séduction (1).

Originellement, l'empêchement ne pouvait cesser, même

duire cette réforme au parlement de Rouen : « on se plaint, disait-il à sa compagnie, de la distribution des procès, mais j'y ai déjà pourveu, et désormais elle se fera tous les samedis, en la présence de tous les présidents et de tous les conseillers anciens. » (Floquet, tome IV, p. 204). — Groulart avait également tenté de réfréner le monstrueux abus des épices, dont la majeure partie tombait dans la poche du rapporteur, et de les restreindre à des présents sans valeur pécuniaire, parfois même à une simple gracieuseté. « En 1598, au conseiller de la Roque, rapporteur de lettres patentes qui autorisent deux gentilshommes à créer à Rouen une verrerie, Groulart alloue, non pas des écus, mais deux belles coupes de cristal que ces gentilshommes devront offrir au magistrat rapporteur. En 1599, au conseiller de Cahagnes, chargé de l'examen d'une requête des maîtres et gardes des joueurs de violon... il adjuge une aubade que tous ces musiciens devront aller donner au magistrat qui a rapporté leur requête. » (*Ibid.*, p. 295). M. Floquet ne nous fait pas connaître si les rapporteurs se tinrent pour satisfaits.

1. Quand la femme séduite ou enlevée et sa famille réclamaient le mariage, on obligeait, au contraire, le ravisseur à épouser, s'il le pouvait, sa victime. Un neveu du premier président Groulart, Jacques le Seigneur, conseiller au parlement de Rouen, accusé de rapt par le père d'une jeune fille qu'il se refusait à épouser, comparut en 1609 devant le parlement, toutes chambres assemblées. Ses adversaires, craignant l'indulgence des juges, firent évoquer le procès au parlement de Paris, qui con-

alors que la personne ravie n'était plus en la possession de son ravisseur : c'est ce que décidait le concile de Pavie, tenu en l'année 850. Innocent III permit plus tard le mariage, alors même que la personne ravie était encore aux mains du ravisseur, à la condition qu'elle consentit librement au mariage. Le concile de Trente n'alla pas aussi loin, et prit un moyen terme : il admet que la personne ravie peut valablement contracter mariage avec le ravisseur, après qu'elle a cessé d'être en la puissance de celui-ci ; l'ordonnance de 1639, dans son article 5, reproduit la décision du concile.

L'article 169 de notre ordonnance se borne à édicter des peines et des déchéances contre les auteurs et complices du rapt, et contre les enfants nés des mariages qu'il vicie. Confirmant les anciennes ordonnances, il frappe les suborneurs de la peine de mort et de celle de la confiscation des biens, défend à tous de leur donner asile, à peine du rasement de leurs maisons, et s'appuie sur *les saints décrets et les constitutions canoniques*, pour déclarer nulles les unions entachées de rapt.

IX. — *Police générale du royaume.*

1^o Défense de donner asile aux coupables (art. 168). —

damna Le Seigneur à avoir la tête tranchée le jour même, s'il ne consentait à épouser la jeune fille. Le condamné préférerait mourir, mais le ministre Dumoulin (Le Seigneur était protestant) le décida à céder, ce qu'il fit pour la forme : il assura des moyens d'existence à sa femme, et ne voulut jamais la revoir (Floquet, tome IV, p. 157).

L'article 168 de notre ordonnance, renouvelant les dispositions de l'article 193 de l'ordonnance de Blois, défend « à tous seigneurs, gentilshommes, officiers et autres... de retirer en leurs maisons, donner aucun aide ou confort aux criminels et coupables, ni d'empêcher les décrets, jugements et arrêts de contumace qui seront rendus contre eux, sur peine d'être tenus en leur propre et privé nom des amendes et réparations jugées à l'encontre desdits coupables... et en outre de privation des charges et offices... »

Ces dispositions n'étaient certes pas superflues : les exemples fourmillent, dans les mémoires et documents de l'époque, de véritables luttes engagées, contre la justice et ses agents, par des seigneurs qu'enhardissaient l'impunité ordinaire, la force de leurs murailles, leur habitude des armes et le nombre de leurs gens.

L'article 168 est la consécration d'un vœu des Etats généraux de 1614 (Cahier du tiers état, p. 311).

2° *Crime de lèse-majesté* (art. 170 à 179). — Le 11 janvier 1627, le cardinal de Richelieu se présenta au nom du roi devant l'assemblée des notables, pour lui demander son avis : sur les places et garnisons qu'il convenait de conserver, sur les punitions à appliquer aux coupables de désobéissance aux ordres du roi, et sur les mesures à prendre pour assurer le repos de l'Etat contre les factieux ; en même temps, il faisait connaître à l'assemblée les intentions du roi à ces divers sujets.

En ce qui concerne les désobéissances, le cardinal demandait s'il ne serait pas opportun d'édicter de nouvelles peines autres que les peines capitales qui, trop rigoureuses,

s'exécutaient rarement, et de punir les coupables par la privation de leurs biens et offices, sans rémission possible, et seulement en cas de désobéissance à un second commandement : l'assemblée, dans sa séance du 20 janvier, émit l'avis de maintenir dans leur rigueur les anciennes ordonnances, et la proposition n'eut pas de suite (1).

En second lieu, Richelieu proposait de défendre « à tous particuliers de communiquer avec les ambassadeurs des princes estrangers, les voir, visiter, recevoir en leurs maisons, recevoir aucunes lettres ou présents de la part de leurs maistres sans permission ou commandement de sa

1. Paul Ardier. p. 124 et suiv. — Les grands seigneurs faisaient peu de cas de la volonté royale et de ses agents ; le procès-verbal du tiers état, aux Etats généraux de 1614 (20^e séance) en contient un exemple assez amusant : il s'agit d'un sieur Lejau, trésorier de France en Champagne, et « d'une violence à lui faite par le sieur duc de Nevers, comme exécuteur d'une commission du roi au pays de Réthelois, en haine de laquelle il avait été transporté de la souveraineté de France en la ville de Charleville, en laquelle il exposoit que le duc de Nevers l'avoit fait raser et habiller de vert et de jaune, mettre sur un âne et conduire indignement par la rue dudit Charleville, et que, par un des siens, il auroit fait prononcer devant le peuple, en forme de sentence, que combien que, par les lois divines et humaines, le crime de lèse-majesté fût punissable de mort, néanmoins, monseigneur se contentoit de cette amende honorable » — Des chefs de grande famille, sans puissance territoriale, grâce à leur influence, à l'éclat de leur nom, au nombre de leurs amis et de leurs vassaux, étaient de taille à tout braver : tel, par exemple, ce maréchal de Châtillon, petit-fils de l'amiral de Coligny, qui, au dire de Tallemant des Réaux (*Historiettes*, éd. Monmerqué, tome V, p. 204), « en un rien » pouvait « mettre quatre mille gentilshommes à cheval ».

majesté, sous peine de crime de faction et de soulèvement ».

Enfin, il s'agissait de déclarer coupables du crime de lèse-majesté, emportant confiscation de corps et de biens, tous ceux qui seraient convaincus d'avoir : levé des soldats sans commission royale revêtue du grand sceau ; fait ou retenu des amas d'armes, des achats de poudre, plomb, mèches ; fait fondre ou gardé chez eux des canons ; adhéré à « aucunes ligues ou associations entre les sujets de sa majesté ou les estrangers », pour quelque cause que ce fût ; fait fortifier des villes, places ou châteaux sans permission du roi donnée par lettres patentes ; tenu des assemblées sans l'autorisation du roi ou du gouverneur de la province (1) ; quitté le royaume sans permission du roi, lorsqu'il s'agira de personnes investies d'une charge ou d'un office, et, pour toutes les autres, sans une déclaration préalable aux juges du lieu ; publié des calomnies, des libelles diffamatoires, ou encore des écrits concernant les affaires de l'Etat ou la personne du roi, sans permission et commandement sous le grand sceau.

Ces dernières propositions furent adoptées sans débat par l'assemblée des notables et ne donnèrent lieu à aucun

1. Le titre préliminaire sur les lois fondamentales du cahier du tiers état, aux Etats généraux de 1614, contient le vœu que « tous ceux qui feront levées d'hommes, magasins d'armes, assemblées et conseils sans vostre congé (sans la permission du roi) soient tenus pour criminels de lèse-majesté et ne leur en soit donné aucune grace et soit permis à toutes personnes de leur courir sus, les tailler en pièces et désassembler à son de toxin pour cet effet » (Cahier des états généraux. p. 274).

incident ; il n'en fut pas de même de la proposition concernant les rapports avec les ambassadeurs étrangers.

Les membres du clergé voulaient que le nonce apostolique fut formellement excepté de la prohibition ; par contre, les parlementaires insistaient pour qu'il fût fait mention expresse du nonce dans cette prohibition ; après de longs débats, la majorité adopta un moyen terme : le nonce ne fut ni nommé, ni excepté, mais compris cependant dans la prohibition qui fut déclarée s'étendre « à tous les ambassadeurs et *ministres* des princes estrangers, de quelque qualité qu'ils soient, sans nuls excepter ». Le nonce éleva aussitôt des protestations auxquelles s'associèrent, au grand mécontentement du roi, les membres du clergé (1) ; de guerre lasse, à la suite de longues négociations, le roi, sans restreindre aucunement la portée de la prohibition, consentit à ce qu'elle ne s'appliquât dans les termes qu'aux *ambassadeurs*, et la cour de Rome se contenta de cette satisfaction. Ce fut alors aux parlementaires de protester, mais le roi, ayant appelé auprès de lui le premier et le second président du Parlement de Paris, ainsi que le procureur général, leur expliqua la nécessité où il se trouvait de ménager la cour papale, et leur déclara que, sans rien changer au fond des choses, il s'était décidé à un adoucissement.

1. « Nos évêques ont fait bien du bruit sur la défense de voir Monsieur le nonce... le nonce menace de s'en aller s'il n'est excepté de ce règlement, dont on s'estonne grandement, car il doit assez estre informé que, comme nous vivons, cela, ne se pratiquera point. On dit qu'on luy a donné de bonnes paroles » (Jacques Dupuy à Peiresc, 29 janvier 1627, t. I, p, 808).

sement de forme. La prohibition est consacrée par l'article 170 de l'ordonnance où, en effet, le mot *ministres* n'a pas été reproduit : l'article 91 de l'édit de 1618 est conçu à peu près dans les mêmes termes (1).

L'article 170 contient, outre la disposition relative aux ambassadeurs, l'interdiction des « associations, intelligences et ligues avec aucuns princes ou potentats, républiques et communautés, dedans ou dehors le royaume » : c'est la reproduction de l'article 183 de l'ordonnance de Blois, et de l'article 90 de l'édit de 1618. Cette interdiction donnait satisfaction à un vœu des Etats généraux, inséré en tête du cahier du tiers état sous le titre : « Des loix fondamentales de l'Estat » (p. 273).

Quant aux autres propositions soumises aux notables par Richelieu et accueillies par eux sans débat, elles font l'objet des articles 171 à 179 inclus de l'Ordonnance.

3^o *Démolition des places fortes inutiles* (art. 373). — « Ordonnons que, suivant l'avis à nous donné par les députés en l'assemblée des notables tenue à Paris en l'année 1626, les places fortes étant en dedans de notre royaume

1. L'assemblée des notables de 1617 suppliait le roi de « faire défense à toutes sortes de personnes de voir, visiter ni hanter les ambassadeurs sans son congé » en souvenir « des pernicious offices pour l'Etat que telle communication a apportés par le passé ». Elle demandait que la peine fut celle du crime de lèse-majesté. — La question relative aux rapports du clergé avec le nonce avait aussi été soulevée : « Il se mut difficulté si on y ajouteroit ces mots : *même avec les nonces du pape*, et, après plusieurs contestations, et la volonté du roi connue, on se contenta de l'article général » (Mathieu Molé, p. 201).

qui se trouvent inutiles seront démolies afin que, par ce moyen, nous soyons déchargés de la dépense des garnisons qui y sont entretenues sans besoin, et notre peuple soulagé des charges qu'il porte à raison d'icelles » tels sont les termes de l'article 373 de l'ordonnance (1).

Déjà, par une déclaration du 31 juillet 1626, enregistrée au parlement le 7 septembre, le roi avait ordonné la démolition des fortifications des villes et des châteaux ne présentant pas d'intérêt pour la défense du pays ou l'exercice de l'autorité royale. Cette déclaration, s'appuyant sur un vœu des Etats de Bretagne, est datée de Nantes ; elle visait non seulement la réduction des frais de garnison, mais encore les abus dont se rendaient coupables les propriétaires ou gouverneurs de châteaux fortifiés, ainsi que les révoltes contre l'autorité royale.

Les périodes troublées que la France avait traversées depuis le commencement des guerres de religion avaient surabondamment démontré les inconvénients et les dangers des innombrables places et châteaux fortifiés que renfermait le royaume ; de toute part, on en réclamait depuis longtemps le démantèlement. « Il y a, dit l'*Advis aux notables*, une infinité de chasteaux dans le cœur du royaume, qu'on devroit avoir rasez et démolis depuis longtemps. Tout le revenu du royaume s'emploie à les réparer ou à l'entretènement des capitaines qui sont dedans ou des morte-payes, et ce ne sont que des nids à volleurs aux moindres mouvements. Le roy a commencé par Pier-

1. Cette mesure avait déjà été réclamée par les états généraux de 1614 (Cahier du tiers état, p. 314).

refont, faictes qu'il continue. » (1). La royauté était toute disposée à cette mesure comprise dans la troisième *proposition* faite à l'assemblée des notables de 1617 (2). En 1626, ce sont les notables eux-mêmes qui prennent l'initiative sur ce point : dans leur séance du 30 décembre, ils expri-

1. Sur les formidables abus qu'abritaient en Normandie les châteaux et les places fortes, voir les détails donnés par Floquet, t. IV, p. 54 et suiv. En 1598, les Etats de la province suppliaient le roi de faire démolir le château du Pont-de-l'Arche, le Château Gaillard, les châteaux d'Essay, de Beaumoulins, de Tombelaine, de Reniéville, du Homme dit l'Isle-Marie, de Saint-Sauveur-le-Vicomte et de Domfront, les tours d'Exmes et de Rugles. « Ce n'était pas, dit Floquet, nommer la centième partie des châteaux forts semés çà et là dans la province ». Pendant la minorité de Louis XIII, les gentilshommes « retranschés fièrement dans leurs châteaux, dans ceux mêmes du roi... s'y fortifiaient contre le roi lui-même et n'en sortaient que pour guerroyer contre les seigneurs du parti opposé, ou quelquefois pour marauder à la ronde dans le pays et en rançonner les habitants. Ces gens-là levaient en tous lieux des soldats à leur dévotion et les payaient des deniers du roi qu'ils s'étaient fait livrer de force par les receveurs des tailles... » Aussi le parlement de Rouen qualifiait-il les places inutiles, dans ses remontrances au roi, de « nids de chats huants et de voleurs. » (Floquet, t. IV, p. 284). M. d'Avenel, qui juge sévèrement la politique de Richelieu, et lui reproche comme une atteinte à la propriété le démantèlement des châteaux, ne peut s'empêcher de convenir qu'« un gentilhomme, enfermé dans son château avec des arquebuses à croc et quelques fauconneaux tient tête à n'importe qui » (t. I, p. 313). Dès le 25 janvier 1593, la ville de Rouen donnait à ses députés aux Etats de la Ligue le mandat de faire décider le démantèlement des « villes, places, châteaux et maisons fortes non nécessaires à garder » (Registres de l'Hôtel-de-ville de Rouen, t. XX, fol. 73 et 74).

2. Mathieu Molé, p. 176.

ment le désir de désigner au roi, après communication des états fournis, à la suite de la déclaration de 1626, par les gouverneurs de province et les parlements, les places et châteaux forts qui devront être démantelés. Avec l'agrément du roi, les notables consacrent plusieurs séances à l'examen détaillé de cette question du démantèlement, se préoccupant tout à la fois d'assurer le repos public et la tranquillité du royaume, et d'éviter les atteintes inutiles à la propriété. Le 13 février 1627, l'assemblée décidait que les démolitions seraient faites par les « villes et communautés plus voisines », et que le prix des matériaux en provenant serait employé au paiement des frais (1). On sait que les populations s'adonnèrent avec ardeur à la tâche qui leur était dévolue ; il est donc probable que le gros de la besogne était accompli au commencement de 1629, et que les fortifications élevées à la faveur des troubles par les particuliers n'existaient plus alors, ce qui explique que la raison d'économie soit la seule invoquée dans l'article 373, à l'appui de la démolition des places fortes inutiles.

X. — *Dispositions concernant la noblesse.*

Plusieurs articles ont été introduits dans l'Ordonnance pour donner quelque satisfaction aux réclamations formulées, aux Etats généraux de 1614 et aux assemblées de notables de 1617 et de 1626, par les représentants de l'or-

1. Paul Ardier, p. 106 et suiv., 135 et suiv.

dre de la noblesse (1). Ce sont : l'article 189 qui confirme les articles 256 et suivants de l'ordonnance de Blois, défendant à tous non nobles d'en prendre la qualité, se dire écuyers ni porter des armoiries timbrées, et à toutes personnes de prendre la qualité de chevalier, s'ils ne l'ont obtenue du roi ou si elle ne leur est attribuée par l'éminence de leur qualité ; l'article 194, qui réserve aux seuls gentilshommes de race les ordres de Saint-Michel et du Saint-Esprit ; l'article 195, qui déclare insaisissables les chevaux et armes des gentilshommes, gendarmes, chevau-légers et capitaines des régiments entretenus ; l'article 196 qui, tempérant la rigueur de l'article 48 de l'ordonnance de Moulins relatif à la contrainte par corps, portait pour les nobles de quatre à huit mois le délai imparti aux débiteurs par cet article pour donner satisfaction à leurs créanciers (2). l'article 203 défendant aux roturiers toute sorte de chasse et leur interdisant le port et l'usage de l'arquebuse. Tels sont les maigres avantages accordés à cette noblesse, naguère si puissante, maintenant appauvrie, écartée des conseils du gouvernement et des fonctions publiques effectives, et qui sera bientôt complètement

1. Cahiers des Etats généraux de 1614, p. 188 et suiv. — L'article 189 est conforme à un vœu du tiers état (cahiers, p. 305).

2. L'ordre de la noblesse, à l'assemblée des notables de 1626, demandait que l'ordonnance des quatre mois ne fut pas appliquée contre « les nobles d'extraction et capitaines entretenus » (*Recueil des Etats généraux*, La Haye, 1789, t. XVIII, p. 310); l'article 196 ne lui donnait donc pas entièrement gain de cause sur ce point.

éclipsée par les richesses, les lumières et l'influence du tiers état (1).

En revanche, l'article 210, reproduisant la disposition de l'article 96 de l'édit de 1618, interdit « aux seigneurs et gentilshommes de faire obliger pour ou avec eux aucuns laboureurs ou paysans leurs sujets, soit comme cautions, soit comme principaux débiteurs » et ce à peine de nullité ; et l'article 211, rééditant l'article 97 du même édit, enjoint « aux gentilshommes de signer du nom de leurs familles et non de celui de leurs seigneuries, en tous actes et contrats qu'ils feront, à peine de nullité desdits actes et contrats ». Ces articles ne font que sanctionner les vœux des Etats généraux de 1614 (Cahier du tiers état, p. 317 et 320).

XI. — *Discipline militaire.*

Mesures prises pour éviter les exactions des troupes.

Les souffrances que faisaient subir aux habitants des campagnes les mouvements et le séjour des troupes sont indicibles ; les soldats traitaient généralement les contrées qu'ils traversaient en pays conquis, et s'écartaient volon-

1. Il est fâcheux de constater que la fortune des membres du tiers état ne s'alimentait pas toujours à des sources très pures. L'*Advis à Messieurs de l'assemblée des notables*, demandant qu'on fasse rendre gorge aux officiers de finance, fait le tableau de la détresse presque générale, en ces termes : « Et de fait, la noblesse est au bissac, le peuple est à la fin, rien ne paraît que les financiers, et si dans la robe longue quelqu'un est plus accomodé que de l'ordinaire, indubitablement il a recueilli de leurs successions ».

tiers des grandes routes et des agglomérations, pour gagner les villages et les habitations isolées, qu'ils pillaient à loisir, heureux encore les paysans quand ils ne se portaient pas à d'autres excès !

Charles VII, qui organisa les premières troupes permanentes, avait pris soin de leur imposer une discipline et des règlements qui ne lui avaient pas survécu. Les Etats généraux de 1484 en demandèrent la remise en vigueur : « Suivant les ordonnances du roy Charles VII aux lieux où les gendarmes seront logez, le roy doit commettre deux gentilshommes... à qui tous les quartiers (trimestres) feront les monstres (revues) lesdicts gens d'armes avec le clerc des mareschaux, lesquels s'enquerront des maux et maléfices que lesdicts gens d'armes auront faict eulx-mesmes, de ce qu'ils auront accreu et prins sur les pays sans payer et feront lesdicts commissaires, autant que à eulx sera, les réparations des maulx et autres choses dessus dictes. Faut aussy donner remede que quand ils partent de leur garnison ils ne vivent sur les champs en prenant vivres sans payer ».

Des lettres patentes du 31 octobre 1485, inspirées par ces doléances, établirent, dans chaque compagnie, un commissaire chargé de veiller à ce que tout ce qui serait pris par les soldats pour leur subsistance fut payé (1).

Divers actes royaux, au cours du xvi^e siècle, poursuivirent le même but : un édit du 20 février 1552 établissait

1. Ces lettres contiennent un curieux tarif ; elles veulent qu'il soit payé : pour un mouton, dont la peau, les pieds et le suif doivent être rendus au propriétaire de l'animal, cinq sols tournois ; pour une poule, cinq deniers tournois (etc).

dans chaque bailliage un syndic chargé de recevoir les plaintes du peuple contre les gens de guerre ; l'ordonnance d'Orléans déclarait tous capitaines et chefs de bande responsables des exactions de leurs troupes, et enjoignait au connétable et aux maréchaux de faire rechercher et punir les coupables par leurs prévôts ; enfin, l'ordonnance de Blois contenait tout un ensemble de dispositions sur la discipline militaire et les abus commis par les troupes.

On aimerait à croire que ces abus étaient, au début du xvii^e siècle, moins fréquents et plus tolérables qu'au siècle précédent ; il n'en était rien. Le parlement de Paris rendait, en effet, le 21 janvier 1616, un arrêt sur les « extorsions, ravages, outrages, rançonnemens, voleries, violemens, que les capitaines, soldats, gens de guerre et autres commettent en plusieurs endroits du royaume, mesmes en ce ressort et aux environs de ceste ville de Paris, de sorte que les villages, bourgs et bourgades sont abandonnez, la campagne presque déserte et les terres incultes » (1). Ce tableau en raccourci est significatif.

Le 14 novembre 1625, le parlement intervient encore ; il s'agit cette fois des exactions « commises par les capitaines du charroy, commissaires et autres officiers de l'artillerie » ; il leur défend « de contrevenir à l'ordonnance en la levée des chevaux de l'artillerie et du charroy, prendre les chevaux des fermiers et laboureurs, si ce n'est de leur consentement » (2).

Le mal se perpétuait, en dépit des actes royaux et des

1. Collection de la Bibliothèque nationale.

2. *Ibidem*.

arrêts de règlement ; le simple passage d'une compagnie dans un village était aussi redouté alors que l'est aujourd'hui, dans les campagnes algériennes, une invasion de sauterelles : les soldats dévoraient tout et ne payaient rien (1). Les commissaires des guerres donnaient l'exemple : aussi, l'assemblée des notables de 1617 demande-t-elle « qu'il n'y ait aucuns commissaires affectés aux compagnies pour leur conduite et monstres, ains qu'ils soient départis par Messieurs les mareschaux de France, de temps en temps. »

La question de la police des gens de guerre fut une de celles qui s'imposèrent à l'attention de l'assemblée des notables de 1626. Le seul remède consistait dans l'attribution aux militaires d'une solde suffisante et dans le paiement exact de cette solde ; c'est ce que le cardinal de Richelieu fit ressortir dans son discours, déjà cité, du 11 janvier 1627 : il était nécessaire, disait-il, que le paie-

1. Les mémoires de Pontis contiennent à ce sujet des détails intéressants : un jour, pendant le siège de Montauban, l'auteur est obligé de faire garder par six mousquetaires, pour la soustraire au pillage, une maison de campagne appartenant à M. de Puisieux, secrétaire d'Etat ; un autre jour, pour éviter la ruine d'un village des environs de Lyon, assigné comme logement à trois compagnies, il court trouver le roi, à la prière de la femme du seigneur de ce village, son parent, lui demande et en obtient, comme une grâce insigne, l'exemption de ce logement, et les trois compagnies vont porter leurs ravages ailleurs (t. I, p. 142 et 477). Voir aussi dans Bassompierre (t. II, p. 74) le récit des mesures qu'il fallut prendre, après le combat des Ponts-de-Cé, pour payer la solde de régiments levés pour la circonstance, et les licencier immédiatement pour « empêcher qu'ils ne vinssent manger la Touraine. »

ment des gens de guerre fut assuré, afin d'éviter qu'ils ne vécussent à discrétion sur le peuple (1). Dès le 29 décembre, d'ailleurs, l'assemblée avait demandé que la solde des troupes fut payée d'avance, en dix fractions annuelles correspondant chacune à une période de trente-six jours et à une *monstre*.

Les dispositions ayant trait à l'organisation de l'armée et à la discipline occupent une très grande place dans l'Ordonnance (art. 204, 205, 213 à 343) ; beaucoup de ces articles n'ont qu'un intérêt technique. Je citerai seulement les dispositions qui se rattachent aux anciennes ordonnances, ainsi qu'aux vœux des Etats généraux de 1614 et des deux assemblées de notables réunies ensuite, et qui n'ont pas un caractère exclusivement militaire (2).

Conformément à la demande de l'assemblée des notables de 1626 (3), il y aura dix *monstres* par an, de trente-six jours en trente-six jours, la solde sera payée d'avance, le pain de munition sera toujours fourni, les étapes seront réglées, la solde des officiers et soldats est fixée ; il est défendu de vendre et acheter les charges d'officiers ; il sera pourvu à l'entretien des officiers que leur âge ou leurs blessures rendront impropres au service militaire ; chaque régiment aura à sa suite un payeur ; un rôle nouveau de tous les soldats sous les

1. Paul Ardier, p. 129.

2. Il m'est cependant impossible de passer sous silence cette disposition généreuse de l'article 227 : « le soldat, par ses services, pourra monter aux charges et offices des compagnies de degré en degré jusques à celle de capitaine et plus avant s'il s'en rend digne. »

3. Paul Ardier, p. 104.

armes sera établi par les commissaires des guerres et les contrôleurs, en présence des mestres de camp, et n'y seront portés que les soldats reconnus aptes au service ; le payeur devra payer les soldats, en main propre, tous les neuf jours.

Défense aux chefs de corps de s'écarter des itinéraires prescrits pour les marches et étapes (1) ; ordre aux capitaines d'accompagner leurs troupes : ils seront responsables des contraventions et des excès qui pourront être commis ; ordre aux prévôts des maréchaux de les accompagner dans toute l'étendue de leur juridiction ; les troupes ne pourront séjourner plus d'une nuit dans un même lieu, si ce n'est de quatre en quatre jours ; elles devront, sous peine de l'estrapade, toujours marcher en corps et en ordre, beaucoup de villages se trouvant « picorez » par des soldats débandés. Défense de prendre aux paysans leurs chevaux et charrettes sans nécessité, et ordre, quand il faudra recourir à cette mesure, de s'adresser aux maires

1. Art. 252 qui se termine ainsi « voulons et ordonnons que toutes troupes de gens de pied ou de cheval qui seront trouvées depuis le nombre de six hommes jusques à cent et en dessus logeans dans les villages, armés ou non armés, sans départemens signez de nous ou de nos gouverneurs et lieutenans généraux des provinces ou de quelqu'un de nos mareschaux de camp, soient réputés vagabonds et voleurs, et comme tels leur soit couru sus par le prévost des mareschaux et communes du païs au son du tocsin, sans exception ni acception de personnes, et ceux qui les conduiront (pris et appréhendés) punis de mort, sinon condamnés par contumace, autorisant dès-à-présent lesdits prevost et communes par ces présentes et pour l'exécution du présent article ».

des bourgs et villages, sans pouvoir emmener les chevaux et charrettes au delà du premier gîte. Tout soldat convaincu d'avoir rompu « malicieusement » les meubles de son hôte et pris de ses hardes ou de son argent sera pendu sur le champ ; tout soldat coupable d'avoir pris des vivres à son hôte sera puni de l'estrapade ; au « délogement », des officiers resteront en arrière pour recevoir les plaintes et faire partir les trainards. Le soldat recevra à chaque étape la nourriture nécessaire par les soins des commissaires des villes, moyennant quoi, il ne pourra demander à son hôte « aucune chose que le logement et les ustensilles à sçavoir le linge de la table, pot, escuelles et verres, avec place à son feu et à sa chandelle ». Les mestres de camp devront séjourner au moins trois mois par an dans leurs garnisons, les capitaines quatre mois tour à tour, les lieutenants et enseignes huit mois.

XII. — *Administration financière.*

1° *Vérification des exemptions de taille. Recherche des usurpations de noblesse.* — Beaucoup de contribuables usurpaient la qualité de nobles, ou invoquaient avec plus ou moins de fondement les privilèges attachés à leurs charges ou offices pour échapper à la taille qui retombait presque entièrement sur les petites gens. Une ordonnance de mars 1583 avait cherché à mettre un terme aux usurpations de noblesse ; elle était restée sans effet. Depuis, un édit de mars 1600 avait vainement tenté de mettre en vigueur les prescriptions de cette ordonnance. Un édit de

juin 1614 restreignait la liste des personnes exemptes de la taille, refusait ce privilège à un grand nombre de catégories de contribuables qui y prétendaient droit, notamment aux juges, procureurs, greffiers, collecteurs de tailles, maîtres de mines et de forges, verriers (sauf ceux qui étaient nobles d'extraction), et réduisait à dix livres l'exemption dont jouissaient les officiers des élections. La sixième *proposition* faite à l'assemblée des notables de 1617 comportait la vérification des lettres d'anoblissement accordées depuis trente ans.

L'Ordonnance confirme (art. 403) l'édit de 1600 sur le règlement des tailles, et enjoint aux élus de veiller à ce que les riches ne s'exonèrent pas indûment de leur cote, de les remettre à la taille s'ils s'en sont fait rayer, et de les contraindre à indemniser les paroisses de la surcharge qu'ils leur auront occasionnée : ces dispositions sont renouvelées de l'article 214 de l'édit de 1618.

L'article 404 ordonne l'observation de l'édit de 1614 ; il décide que les maîtres des requêtes, en leurs chevauchées, se feront représenter les rôles et feront rapports au chancelier ou garde des sceaux, afin d'arriver à la punition des coupables.

L'article 405, copiant l'article 216 de l'édit de 1618, veut que les anoblis qui n'auront pas payé à la paroisse l'indemnité fixée par les lettres d'anoblissement et leur vérification « soient cottisez à l'avenir selon leurs facultés et moyens, sans que ledict anoblissement leur puisse servir, sinon pour l'exemption dont ils ont joui par le passé ».

Article 406, reproduisant l'article 217 de l'édit de 1618 : certaines personnes, avec la connivence plus ou moins

volontaire de leurs paroisses, se sont faites déclarer nobles par les cours des aides ; on n'aura pas égard aux arrêts de ce genre rendus depuis trente ans, et les déclarations de noblesse seront revues par des conseillers des cours des aides à ce commis et révoquées s'il y a lieu (1).

Afin de restreindre le nombre des personnes faisant partie de la maison du roi, de celles des reines, du duc d'Orléans et des princes du sang et qui, à ce titre, sont exemptes des tailles, l'exemption sera limitée aux personnes qui serviront effectivement et dont les noms figureront sur des états dont copie sera envoyée à la cour des aides : ainsi en décident les articles 407 et 408 qui ne font que reproduire les articles 218 et 219 de l'édit de 1618 rééditant eux-mêmes l'article 342 de l'ordonnance de Blois (2).

2^o *Réduction des pensions.* — Les pensions obtenues par les particuliers de la munificence des rois obéraient le

1. L'article 406 est la consécration d'un vœu des États généraux de 1614 (Cahier du tiers état, p. 306). Les dispositions de l'Ordonnance relatives aux exemptions de taille donnent une satisfaction partielle aux demandes du tiers état sur ce point (*Ibid.*, p. 397 et suiv.).

2. Certains contemporains appelaient déjà de leurs vœux le régime fiscal né de la Révolution : « tant que les impôts ne seront pas assis de manière à percevoir des particuliers, à raison de leur aisance la condition de l'Etat ne s'améliorera presque point ; une portion des sujets vivra dans l'opulence, tandis que l'autre dépérira journellement » (*Recherches* de Forbonnais, extrait contenu dans le *Recueil des États généraux*, La Haye, 1789, t. XVIII, p. 147.) Impossible de prophétiser plus exactement le sort de l'ancien régime ! « M. Chevalier, premier président de la Cour des Aides, proposa... de rendre la taille réelle sur les biens. L'avis n'eut que trois partisans ». (*Ibid.*, p. 269).

Trésor : ceux qui en jouissaient ne les devaient généralement qu'à la faveur ; les souverains se les laissaient souvent arracher par faiblesse, malgré la pénurie du Trésor, et presque toujours, ces pensions étaient acquittées préféralement aux dettes de l'Etat, qui restaient ainsi en souffrance. Au moment de la réunion de l'assemblée des notables de 1626, les finances publiques étaient dans le plus déplorable état : au cours de la séance d'ouverture, le garde des sceaux avouait que, dans les dernières années, les dépenses avaient atteint le chiffre annuel de quarante millions, alors que le revenu ordinaire ne dépassait pas seize millions, « en sorte que, disait-il, le roi s'est endetté de cinquante millions de livres ». L'assemblée émit, dans sa séance du 30 décembre, le vœu que le chiffre des pensions fût abaissé à la somme annuelle de deux millions de livres (1) ; que le paiement en fut fait à l'épargne « en fin d'année, les charges de l'Etat préalablement payées et acquittées, et ce, en vertu des estats signés de la main de sa majesté et non des brevets et ordonnances particulières qui s'en obtiennent ; que les *résignations* de pensions ne fussent plus admises à l'avenir « telles graces devant estre acquises par mérite et non par succession. » (2). Les notables de 1626 marchaient là sur les traces de leurs prédécesseurs de 1617 qui demandaient que les pensions

1. Aux Etats généraux de 1614, le tiers état réclamait une mesure plus radicale. Il supprimait les pensions, et laissait seulement subsister des gratifications une fois données et payables au mois de décembre de chaque année sur « les deniers reve-nans bons, toutes les charges du royaume acquittées ». (Cahiers, p. 416).

2. Paul Ardier, p. 106.

n'atteignissent pas un chiffre supérieur à trois millions, et que leur acquit fut rejeté à la fin de l'année et subordonné à la situation du Trésor à cette époque (1).

L'Ordonnance, dans l'article 374, donne à ces vœux une satisfaction partielle ; elle exprime l'intention du roi « que les estats, entretenemens et pensions soient réduits à une somme si modérée que les autres charges de l'Estat puissent estre préalablement acquittées : qu'estat soit faict par chacune année signé de nous et de l'un des secrétaires de nos commandemens, lequel contiendra les noms de ceux qui en devront jouir, hors lequel estat personne ne sera reçu à les prétendre, quelque brevet ou ordonnance qu'il en puisse obtenir dans le cours de l'année, ni estre employées dans le dict estat qu'en vertu de lettres patentes vérifiées en nostre chambre des comptes à Paris ».

3 *Réglementation des dons royaux* (2). — L'article 354 de l'ordonnance de Blois déférait à la chambre des comptes les dons royaux excédant mille écus, et il en ajournait le paiement après celui des dépenses de la maison du roi et de l'Estat. Cette disposition est confirmée par l'article 377 de notre ordonnance.

On faisait alors, dans l'administration des finances, un grand abus des *acquits de comptant*, sorte de décharges aux trésoriers de l'Epargne, émanant de la volonté royale, et d'autant plus dangereuses qu'elles n'indiquaient pas la destination de la somme versée : l'article 379 s'appropriant

1. Mathieu Molé, p. 180.

2. Sur les abus auxquels ils donnaient lieu, voir la lettre au cardinal de Bérulle (*Mémoire* de Michel de Marillac).

la disposition de l'article 204 de l'édit de 1618, interdit d'expédier les dons royaux sous cette forme, et prescrit de recourir à des ordonnances pour les menus dons et à des *acquits patents* vérifiés en la chambre des comptes pour ceux qui excéderont trois mille livres (1).

XIII. — *Rachat du domaine aliéné*

De temps immémorial, l'aliénation du domaine royal était l'une des ressources financières de la couronne (2) ; cette aliénation constituait ordinairement un emprunt déguisé et muni d'un gage, les rois se réservant à perpétuité le droit de reprendre le domaine aliéné, en remboursant à ses détenteurs le prix et les frais d'acquisition ; mais l'exercice de cette faculté qu'on nommait rachat était normalement impraticable, l'état des finances ne permettant jamais un rachat régulier, c'est-à-dire accompagné du remboursement des sommes versées au Trésor par les acquéreurs. Aussi, dans des circonstances critiques, alors que le domaine royal était engagé de toute part, avait-on ima-

1. L'assemblée des notables de 1617 avait demandé la suppression des dons par ordonnances ou acquits, et la réduction des menus dons et récompenses à 150.000 livres (Mathieu Molé, p. 182). Elle regardait l'inexécution de la règle posée par l'article 354 de l'ordonnance de Blois « comme le principe des plus grands désordres dans les finances » (*Recherches de Forbonnais*, extrait contenu dans le recueil des *Etats généraux*. La Haye, 1789, t. XVIII, p. 145).

2. D'Avenel, t. II, p. 290 et suiv.

giné de remettre en vente ce qui avait déjà été aliéné ; les intéressés, appuyés par les parlements et les autres cours souveraines, faisaient à ces mesures une résistance désespérée et d'autant mieux fondée, qu'au lieu de garantir aux acquéreurs dépossédés le remboursement de ce qu'ils avaient payé, on ne leur donnait généralement que de vagues promesses (1).

Au commencement du xvii^e siècle, on avait eu recours à une ingénieuse combinaison pour obtenir, par des voies régulières, le dégagement du domaine. Beaucoup d'aliénations avaient eu lieu à vil prix et d'autre part, la plus grande partie des biens anciennement aliénés avaient acquis une plus-value considérable : on autorisa ceux qui le voulaient à opérer le rachat pour le compte de l'Etat, et, afin de les indemniser de leurs débours, on leur laissa la jouissance gratuite des biens ainsi dégagés pendant un certain temps, passé lequel ces biens revenaient libres de charges à la couronne.

L'article 382 de l'Ordonnance (2) a pour but de généra-

1. Certains offices, tels les greffes des diverses juridictions, les offices de notaire, étaient considérés comme domaniaux et par suite sujets à revente. Un édit de novembre 1623 déclara offices domaniaux et sujets à revente « les plus infimes métiers au moyen desquels les gens du bas peuple gagnaient leur pain à la sueur de leur front » : publié à Rouen, il y occasionna une émeute. (Floquet, t. IV, p. 520.)

2. Cet article a pour origine un vœu des Etats généraux de 1614 (Cahier du tiers état, p. 373). La durée de la jouissance gratuite concédée à ceux qui dégageaient les biens domaniaux de leurs deniers avait été fixée à seize années ; le tiers état deman

liser la combinaison et d'encourager « les provinces, communautés et particuliers » à l'utiliser.

Les aliénations du domaine étaient parfois si complètes qu'elles comportaient même, pour l'acquéreur, le droit de nomination et de provision aux offices ; il y avait là une délégation perpétuelle d'un des attributs de la puissance royale, qui n'était guère tolérable dans une monarchie absolue et faisait perdre au roi tout contrôle sur le choix des officiers. L'article 40 de l'ordonnance d'Orléans défendait à tous acquéreurs du domaine de vendre les offices de judicature, et leur laissait seulement le droit de choisir l'officier sur une liste de trois noms présentée par les compagnies judiciaires. L'ordonnance de Blois (art. 100 et 101) renouvelait ces dispositions. L'article 384 de notre ordonnance prescrit le véritable remède : le droit de nomination ou de provision aux offices sera racheté ; et jusqu'à ce que le rachat ait pu être opéré, les acquéreurs seront tenus, pour jouir de ce droit, de payer les gages des officiers à leur nomination.

Les articles 382 et 384 sont la reproduction des articles 208 et 209 de l'édit de 1618 (1).

daît que, pour favoriser le rachat des justices et droits seigneuriaux dont le revenu était faible, on portât la durée de la jouissance à vingt, vingt-cinq et trente années.

1. L'article 385 contient une disposition également empruntée à l'édit de 1618 (art. 210) et qui est à rapprocher de celle de l'article 384 : il révoque expressément tous les brevets accordant à des particuliers le droit de nomination à « des offices extraordinaires de nos finances et autres non domaniaux ».

XIV. — *Etablissement de la directe royale universelle.*

Aux termes de l'article 383 « tous héritages relevans de nous, en pays coutumier ou de droit écrit, seront tenus et sujets aux droits de lods, ventes, quints et autres droits ordinaires, selon la condition des héritages et coutumes des lieux : et sont tous héritages ne relevans d'autres seigneurs censez relever de nous, sinon, pour tout ce que dessus, que les possesseurs des héritages fassent apparoir de bons titres qui les en déchargent ».

« L'article 383, dit M. Chénon (1), est devenu célèbre comme étant le premier document législatif où ait été énoncée d'une manière nette en France la théorie de la *directe royale universelle*... Désormais, quand une terre sera prétendue allodiale, voici ce qui se passera. Dans les pays censuels, rien n'est changé : ce sera à l'alleutier à prouver la franchise de sa terre, soit à l'égard d'un seigneur particulier, soit à l'égard du roi. Dans les pays allodiaux, il faudra distinguer : contre un seigneur subalterne, l'allodialité sera toujours présumée ; mais contre le roi, il faudra maintenant la prouver par de bons titres, car l'héritage qui n'a pas de seigneur est *censé* relever du roi. L'effet de l'article 383 du Code Michau est donc d'étendre à tous les pays allodiaux, c'est-à-dire à plus de la moitié de la France,

1. *Etude sur l'histoire des alleux en France*, Paris, 1888, p. 205 et suivantes

la règle : *nul franc-alleu sans titre*, quand il s'agit du roi ».

M. Chénon constate que les pays allodiaux en furent quittes pour la peur « l'ordonnance de 1629 étant restée lettre morte ».

L'article 383 est un de ceux où se manifestent le plus clairement les idées absolutistes de Michel de Marillac et sa tendance à l'unité législative.

CHAPITRE II

Droit privé

I — *Actes de l'état civil* (art. 29)

L'article 51 de l'ordonnance de Villers-Cotterets prescrivait la tenue des registres de baptême ; l'article 50 voulait aussi qu'il fût fait registre des décès, mais seulement en ce qui concerne les titulaires de bénéfices, et l'article 53 exigeait le dépôt des registres, chaque année, au greffe du plus prochain bailliage ou de la sénéchaussée la plus voisine.

L'ordonnance de Blois (art. 181) enjoignait aux greffiers en chef des juridictions de contraindre les curés ou vicaires du ressort de leurs sièges à « apporter dedans deux mois, après la fin de chaque année, les registres des baptêmes, mariages et sépultures de leurs paroisses faictes en icelle année. »

Comme ces prescriptions étaient assez mal observées, l'article 54 de l'édit de 1618, simple transcription de la teneur d'un vœu des Etats généraux de 1614 (cahier du tiers état, p. 280), ordonnait aux curés de tenir chaque

année registres des » batêmes, mariages, mortuaires » et de déposer ce registre, dans le courant du premier mois de l'année suivante, aux greffes des plus prochaines juridictions ordinaires, à peine de cinquante francs d'amende ; il défendait en outre aux greffiers, à peine de concussion, de réclamer aucun salaire pour le dépôt : ces dispositions ont été littéralement reproduites par l'article 29 de notre ordonnance.

La matière a été depuis, plus amplement réglée par l'ordonnance de 1667, au titre 20.

II. — *Mariages clandestins* (art. 39 et 40)

Dans l'ancien droit, on qualifiait *clandestins* non-seulement les mariages secrètement contractés, mais encore les mariages contractés par les enfants sans le consentement de leurs parents, probablement parce que la plupart du temps, ces derniers mariages avaient lieu sans aucune sorte de publicité.

Avant l'édit de 1556, le mariage n'était réglé que par les lois religieuses, mais le pouvoir civil s'inquiétait depuis longtemps des désordres qu'occasionnaient les deux espèces de mariages clandestins dont la validité était reconnue par l'Eglise.

N'osant pas, de sa seule autorité, déclarer nuls les mariages conclus par les enfants sans l'assentiment de leurs père et mère, le roi Henri II s'efforça, par son édit de février 1556, de les empêcher par de rigoureuses pénalités. L'édit permet, dans ce cas, aux père et mère d'exhérer

leurs enfants, et même de révoquer les donations et avantages qu'ils ont pu leur faire ; l'exhérédation a pour conséquence de rendre les enfants « incapables de tous avantages, profits et émoluments qu'ils pourraient prétendre par le moyen des conventions apposées és contrats de mariage, ou par le bénéfice des coutumes et lois de notre royaume » ; les juges sont, en outre, investis du pouvoir de condamner les coupables « à telles peines qui seront avisées, selon l'exigence des cas » ; échapperont seuls à ces diverses peines les filles majeures de vingt-cinq ans et les fils majeurs de trente ans, « pourvu qu'ils se soient mis en devoir de requérir l'avis et conseil de leurs dits pères et mères ».

Mais tout cela ne portait aucune atteinte au mariage même ; c'est pourquoi les ambassadeurs royaux près du concile de Trente s'efforcèrent d'en obtenir une décision déclarant nuls les mariages clandestins. Le concile se refusa à frapper de nullité les mariages contractés par les enfants sans le consentement de leurs pères et mères (il se conformait en cela à la constante tradition de l'Eglise), mais il consentit, contre le gré d'une forte minorité, il est vrai, à déclarer nuls les mariages qui ne seraient pas célébrés en présence du curé de la paroisse de l'un des époux, ou d'un autre prêtre autorisé soit par ce curé, soit par l'ordinaire, et avec l'assistance de deux témoins.

Cette décision ne donnait à la royauté qu'une demi-satisfaction ; et encore était-elle dépourvue de toute sanction en France, où le concile de Trente ne fut jamais reçu, à cause de ses décrets disciplinaires, considérés comme attentatoires au pouvoir royal et aux libertés gallicanes. Il fallut

donc légiférer : l'ordonnance de Blois exige, pour la validité du mariage, une triple proclamation des bans, avec faculté dans certains cas d'obtenir dispense des deux dernières publications, et l'assistance au mariage de quatre témoins (art. 40) ; en ce qui concerne les mariages dépourvus du consentement des père et mère, elle se borne à confirmer les ordonnances antérieures (art. 41).

L'article 12 de l'ordonnance de décembre 1606, tout en réservant la connaissance de la matière du mariage aux juges ecclésiastiques, imposait à ceux-ci l'obligation d'appliquer les ordonnances.

L'article 39 de l'ordonnance de 1629, malgré l'apparente généralité des termes de ses premières lignes, s'abstient, comme les précédentes ordonnances, de prononcer la nullité des mariages contractés sans le consentement des père et mère ; il suffit, en effet, pour s'en convaincre, de lire cet article en entier : il dit bien que les mariages clandestins doivent être déclarés « non valablement contractez », mais il entend le mot *clandestin* dans le sens que nous lui donnons aujourd'hui. L'ordonnance de 1639 et celles qui suivirent gardèrent à cet égard la même circonspection, et cependant les jurisconsultes laïques et même quelques canonistes soutenaient que « les princes séculiers ont... le droit de faire des lois pour le mariage de leurs sujets » et que « par suite, les mariages que les personnes sujettes à ces lois contractent contre leurs dispositions, lorsqu'elles portent la peine à nullité, sont entièrement nuls » (1).

1. Pothier, tome V, page 8 et suiv., expose cette théorie qui ne paraît avoir été utilisée que pour soutenir la validité de l'article 40 de l'ordonnance de Blois.

Notre article 39 défend aux prêtres, sous peine d'amende arbitraire, de célébrer, sans la permission de leur curé ou de l'évêque diocésain, le mariage des personnes n'appartenant pas à la paroisse (1), et réitère l'injonction faite aux juges ecclésiastiques de juger les causes matrimoniales conformément aux ordonnances.

Et l'article 40 défend à tous juges, « même à ceux de cour d'église, de recevoir à l'avenir aucune preuve par témoins et autres que par écrit, en fait de mariage, fors et réservé entre personnes de village, basse et vile condition, à la charge néanmoins que la preuve n'en puisse être admise que des plus proches parents de l'une et l'autre des parties, et au nombre de six pour le moins ».

III. — *La péremption d'instance* (art. 91)

L'ordonnance de Roussillon (art. 15), déclarait périmées les instances en justice après trois années de discontinuation, mais elle n'était pas observée dans le ressort de certains Parlements, et les états généraux de 1614 avaient cru devoir demander qu'on tint la main à son exécution (cahier du tiers état, p. 362).

L'article 91 de notre ordonnance maintient cette disposition déjà renouvelée par l'article 181 de l'édit de 1618 ; il assujettit à la même péremption les saisies et arrêts de deniers.

Pothier donne la péremption d'instance, par la disconti-

1. Disposition conforme au vœu des états généraux de 1614 (cahier du tiers état, p. 285).

nuation des procédures pendant trois ans, comme universellement admise ; il cite la loi *properandum*, 13, § 1 *Cod. de Justiciis*, l'ordonnance de 1539, celle de Roussillon de 1563, « et principalement l'arrêt du 28 mars 1692 qui a fixé la jurisprudence sur ce point ». Pas un mot de l'ordonnance de 1629 !

IV. — *Fidéicommiss et substitutions* (art. 124 et 125)

L'article 59 de l'ordonnance d'Orléans, « pour couper la racine à plusieurs procès qui se meuvent en matière de substitutions », défend aux juges d'avoir égard à celles qui se feront à l'avenir au delà de deux degrés, la première disposition non comprise.

L'article 57 de l'ordonnance de Moulins dispose que les substitutions antérieures à l'ordonnance d'Orléans ne vaudront dorénavant que jusqu'au quatrième degré, « outre l'institution ».

Notre ordonnance confirme (art. 124), les précédentes ordonnances, et décide que dorénavant les degrés de substitution seront comptés par tête et non par souches ou générations, chacun de ceux qui appréhendent et recueillent un fidéicommiss devant compter pour un degré, sauf le cas de fidéicommissaires venant en concurrence.

L'article 125 défend le fidéicommiss des choses mobilières, « si ce n'est pour pierres précieuses de fort grand prix », et interdit d'une façon absolue ce mode de disposition aux « personnes rustiques qui vraisemblablement n'entendent ni la nature, ni l'effet des substitutions ni des

fidéicommis » ; les premières lignes de l'article 124 signalent les inconvénients « de l'ignorance de ceux qui font lesdits fidéicommis... et la diversité des interprétations données en nos cours souveraines. »

Il est certain que la matière donnait lieu à de sérieuses difficultés, car le législateur de 1629 se proposait « d'y pourvoir plus amplement ».

L'article 124 est la reproduction à peu près littérale de l'article 192 de l'édit de 1618, qui annonçait aussi une réglementation générale des fidéicommis et substitutions. L'article 191 du même édit, interdisait le fidéicommis des choses mobilières, et défendait aux « personnes rustiques » l'usage des substitutions, sous la seule exception de la substitution vulgaire.

En somme, sur ce point, comme sur tant d'autres, Michel de Marillac s'est borné à copier l'œuvre de Guillaume du Vair.

L'article 124, subissant le sort à peu près général des dispositions de l'Ordonnance, n'a jamais été observé ; Pothier nous apprend (VII, 644) qu'avant l'ordonnance de 1747, la jurisprudence des divers Parlements différait quant au mode de supputation des degrés de substitution. A Paris, on comptait toujours, comme le voulait l'ordonnance de 1629, autant de degrés que de personnes successivement appelées, tandis qu'à Toulouse, les degrés de substitution se comptaient par les degrés de parenté, en sorte que « toutes les personnes d'un même degré qui s'étaient succédé successivement les unes aux autres étaient censées, ne composer toutes ensemble qu'un seul et même degré de substitution ». L'ordonnance de 1747 (art. 33

et 34) confirme la jurisprudence du Parlement de Paris, et par là même l'article 124 de l'ordonnance de 1629, que Pothier ne cite même pas.

V. — *Les testaments olographes* (art. 126)

Voici le texte : « Les testaments appelez holographes, écrits et signés à la main du testateur, seront valables par tout nostre royaume, sans qu'il soit besoin de plus grande solennité. laquelle toutefois si elle y est apportée n'y fera préjudice, non plus que le défaut qui s'y pourrait rencontrer *es dictes solennitez*, si le dict testament est holographe » (art. 126).

Il y a là une tentative intéressante d'unification législative : la plus grande partie des pays de droit écrit repoussait, en effet, le testament olographe, et n'admettait que le testament nuncupatif ou notarié, et le testament mystique. Le chancelier d'Aguesseau se montrera moins hardi que Michel de Marillac, car l'ordonnance de 1735 n'impose pas la forme olographe aux provinces où elle n'était pas en usage avant cette ordonnance.

VI. — *Renonciation à la communauté. Recel* (art. 127)

Suivant l'article 127, « tous ceux qui se trouveront avoir recélé ou détourné biens de la communauté à laquelle ils voudront renoncer, avant ou après la renonciation, seront tenus des dettes de ladite communauté, nonobstant leurs déceives renonciations, sans pouvoir en estre relevés par

lettres, et ne sera aucune veuve reçue à prendre ladite communauté par bénéfice d'inventaire. »

Cet article reproduit les termes de l'article 189 de l'édit de 1618 qui donnait satisfaction à un vœu des états généraux de 1614 (cahier du tiers-état, p. 361) ; toutefois, au dernier membre de phrase, l'édit ajoutait ces mots « sinon où il y a coutume au contraire ». Il y a donc là encore une tentative d'unification législative à l'actif du garde des sceaux de Marillac.

Pothier (VI, 412) dit que la femme qui a commis des recels est déchue du droit de renoncer à la communauté, mais n'indique pas l'origine de la déchéance.

VII. — *Bénéfice d'inventaire* (art. 128 et 129)

Aux termes de l'article 128, « Nul ne sera reçu à se dire et porter héritier par bénéfice d'inventaire, en ligne directe ni collatérale, qu'il n'ait fait sceller incontinent après le décès du défunt, s'il est présent, et qu'il n'ait fait bon et loyal inventaire, le substitut de notre procureur général et les créanciers apparens appelez dans les trois jours après ledict décès, obtenu lettres, icelles présentées, baillé caution et fait entériner dans les quarante jours après les inventaires clos. Et s'il se trouve avoir pris quelque chose de ladicte succession avant lesdictes lettres entérinées, sans autorité de justice, comme aussi à faute d'avoir fait clore le compte dudict inventaire dans dix ans du jour desdictes lettres, sera tenu des dettes du défunct comme s'il estoit héritier pur et simple ; et ceux qui auront une

fois appréhendé la succession par bénéfice d'inventaire ne seront plus reçus à y renoncer, s'ils n'étaient mineurs lors de ladite appréhension. »

La première phrase de ce long article a été empruntée presque littéralement à l'article 189 de l'édit de 1618.

D'après Pothier (VII, 157 et suiv.), les *lettres royales* de bénéfice d'inventaire ne sont pas nécessaires dans les pays de droit écrit, « parce que... les lois romaines ayant, par la permission du roi, force, autorité et caractère de lois dans ces provinces, un héritier n'a pas besoin d'avoir recours au roi pour obtenir un bénéfice que la loi lui accorde » : l'entérinement doit avoir lieu avant que l'héritier ait fait aucun acte d'héritier, mais il peut être fait sous cette condition à n'importe quelle date ; enfin, « l'article 128 de l'ordonnance de 1629, qui ordonne que l'héritier fasse apposer le scellé avant l'inventaire, n'est pas non plus en usage, non plus que beaucoup d'autres de cette ordonnance ». Quant à l'obligation de clore le compte de bénéfice d'inventaire dans le délai de dix ans, Pothier n'en parle pas. Il semble donc que les innovations de l'article 128 soient restées lettre morte, sauf peut-être la disposition finale de cet article qui est conforme du moins à l'état du droit au temps de Pothier (1).

L'article 129 ajoute : « L'héritier par bénéfice d'inventaire en ligne directe ne peut être exclus par l'héritier pur et simple en ligne collatérale, et ne sera reçu aucun à se dire héritier par bénéfice d'inventaire qu'il n'obtienne de nous lettres à cet effet. »

1. Pothier, t. VII, p. 155 et 168.

Les coutumes de Paris (art. 342) et d'Orléans (art. 348) décident que l'héritier en ligne directe sous bénéfice d'inventaire ne peut être exclu par un autre héritier acceptant purement et simplement ; autrement dit, l'exclusion d'un héritier bénéficiaire par un héritier pur et simple ne pouvait avoir lieu, sous l'empire de ces coutumes, que si l'héritier bénéficiaire était un collatéral. Pothier (VII, p. 172) estime que cette disposition constitue le droit commun des pays coutumiers, et il cite à l'appui de son opinion : pour la coutume de Troyes, un arrêt rapporté par Dufresne au *Journal des audiences*, et pour la coutume de Poitou, un arrêt rapporté par Montholon ; il ne fait pas la moindre mention du premier chef de l'article 129.

Quant au deuxième chef, nous connaissons déjà la manière de voir de Pothier ; les pays de droit écrit ne voulurent jamais admettre la nécessité des lettres de bénéfice d'inventaire ; un arrêt du conseil rendu le 7 janvier 1684 finit par leur donner raison.

VIII. — *Nullité des donations faites aux concubines* (art. 132)

« Déclarons toutes donations faites à concubines nulles et de nul effet », tels sont les termes de l'article 132.

La nullité des donations aux concubines était formellement édictée par certaines coutumes, comme celles de Tours et du Grand Perche. Pothier (VII, p. 435) nous apprend qu'il avait été jugé que cette règle devait être observée

partout ; il invoque, pour la justifier, ce motif « que le concubinage est contraire aux bonnes mœurs », et il ajoute « que la raison qui a fait défendre les donations entre personnes mariées, *ne mutuo amore se spoliarent*, milite en plus forts termes à l'égard de ces sortes de personnes, l'amour qui naît des unions illégitimes étant ordinairement plus violent que celui qui naît d'une union légitime » ; il allègue encore « les raisons sur lesquelles est fondée la prohibition de donner à certaines personnes, à cause de l'empire qu'elles ont sur l'esprit du donateur ». Pas un mot de notre article 132 !

IX. — *Les quittances de dot* (art. 130).

Selon l'article 130, qui est la copie littérale de l'article 193 de l'édit de 1618 : « toute quittance de dot sera passée par devant notaire à peine de nullité, pour le regard des créanciers ». C'est la consécration d'un vœu des Etats généraux de 1614 (Cahier du tiers état, p. 363) ; ils demandaient que les notaires fussent tenus de garder minute de ces quittances, mais cette exigence n'a pas été insérée dans le texte législatif.

Cette disposition n'a pas passé dans notre droit qui applique à la preuve du paiement de la dot les règles du droit commun.

X. — *Délai pour l'insinuation des donations faites aux femmes par contrat de mariage* (art. 131).

Dans le but d'empêcher les particuliers de se dépouiller de leurs biens par excès de libéralité, l'ordonnance de Vil-

lers-Cotterets, dans son article 132, exigeait l'insinuation, autrement dit la copie des donations sur les registres des greffes des juridictions royales, et l'article 58 de l'ordonnance de Moulins décidait que cette formalité devrait, à peine de nullité de la donation, être accomplie dans le délai de quatre mois à partir du jour de l'acte.

Comme le contrat de mariage précédait ordinairement le mariage de peu de jours, il arrivait que des femmes, par la faute de leurs maris, sur lesquels elles se reposaient du soin de remplir la formalité, perdaient le bénéfice des donations consenties à leur profit dans leurs contrats de mariage ; pour parer à ce danger l'article 131, de l'Ordonnance dispose que « les quatre mois pour l'insinuation des donations faites aux femmes par contrat de mariage ne commenceront à courir que du jour du décès des maris ».

Malgré les motifs qui militaient en sa faveur, cette disposition ne paraît pas avoir jamais été appliquée dans notre ancien droit. Elle n'a pas été adoptée par l'ordonnance de 1731 qui déclare, au contraire, dans son article 28, le défaut d'insinuation opposable à la femme mariée « pour toutes les donations faites à son profit, même à titre de dot ». Pothier (X, p. 483) nous en donne la raison : « l'intérêt de la sûreté publique, qui a fait établir l'insinuation, doit prévaloir à celui des particuliers ».

XI. — *Prescription des loyers et fermages et des intérêts* (art. 142)

L'article 71 de l'ordonnance de juin 1510 n'avait édicté la prescription quinquennale que pour les arrérages des rentes constituées ; notre ordonnance étend cette prescrip-

tion aux loyers et fermages, ainsi qu'aux intérêts des sommes d'argent. D'après l'article 142, qui réédite l'article 178 de l'édit de 1618 inspiré lui-même par un vœu des Etats généraux de 1614 (Cahier du tiers état, p. 359), « les loyers des maisons et prix des baux à ferme ne pourront estre demandez cinq ans après les baux expirez ».

Le cahier du tiers état (p. 363) contenait encore ce vœu « que l'interpellation et demande en jugement d'une somme principale deüe ne puisse produire intérêts plus de trois ans, s'il n'y a poursuite de l'action ». Légèrement modifié, le vœu dont il s'agit, déjà transcrit dans l'article 176 de l'édit de 1618, a passé dans l'Ordonnance, sous l'article 150 dont voici les termes : « L'interpellation ou demande en justice des interests d'une somme principale, ores qu'elle ait été suivie de sentence, ou que lesdits interests soient adjugez par sentence ou arrests, n'acquerra interests plus de cinq ans si elle n'est continuée ou réitérée » (1).

Il ne semble pas que les prescriptions dont il s'agit aient jamais été admises sous l'ancien régime. Pothier n'en parle pas.

XII. — *Publicité des séparations et cessions de biens et des interdictions* (art. 143 et 144).

L'article 143 de l'Ordonnance, copiant l'article 186 de

1. L'article 177 de l'édit décidait, en outre, que les intérêts accumulés d'une dette qui en était productive ne pourraient dépasser suivant le droit civil (c'est-à-dire le droit romain) le montant du principal; le législateur de 1629 n'a pas cru devoir s'approprier cet article.

l'édit de 1618, qui n'est lui-même que la consécration d'un vœu des Etats généraux de 1614 (Cahier du tiers état, p. 361), prescrit l'affichage des séparations et cessions de biens et des interdictions aux greffes des juridictions ordinaires et leur publication « en jugement, sans préjudice des coutumes où il est requis plus ample solennité, le tout à peine de nullité desdictes séparations, cessions et interdictions pour le regard des créanciers ».

Pothier, dans son *Traité de la communauté* (VI, p. 321 et suiv.), enseigne que l'article 198 de la coutume d'Orléans, relatif aux séparations de biens, « doit être suivi dans les coutumes qui ne s'en sont pas expliquées », et qu'il « forme à cet égard le droit commun ». Cet article déclare que les séparations de biens ne seront valables qu'autant « que les sentences d'icelles aient été publiées en jugement, à jour ordinaire, le juge séant ». Pothier cite également l'ordonnance de 1673 qui prescrivait la publication à l'audience de la juridiction consulaire, et « l'insertion dans un tableau exposé en lieu public » des séparations de femmes de commerçants. Il dit encore qu'au baillage d'Orléans, un règlement spécial ordonnait la tenue dans l'auditoire « d'un tableau dans lequel il y aurait une note de toutes les sentences de séparation, qui contiendrait la date et les noms, demeures et qualités des parties, mais, ajoute-t-il, il y a longtemps que cela n'existe plus. » Il ne fait même pas mention de l'ordonnance de 1629, et passe sous silence la publication des interdictions ; quant à celle de la cession de biens, que les débiteurs pouvaient faire à leurs créanciers pour éviter la contrainte par corps, il ne s'en occupe que pour combattre l'opinion, généralement admise, qui

voyait une mesure de publicité dans la curieuse coutume du *bonnet vert*.

Un ancien usage obligeait les banqueroutiers et les *cessionnaires*, c'est-à-dire ceux qui invoquaient le bénéfice de cession pour échapper à la contrainte par corps, à porter en public un bonnet vert. Pothier nous apprend que, de son temps, cette obligation était, sauf peut-être à Bordeaux, tombée en désuétude, mais il n'en était pas ainsi au commencement du xvii^e siècle (1), et l'on ne peut qu'approu-

1. J'ai trouvé, dans la collection des arrêts du parlement de Paris de la Bibliothèque nationale, deux curieuses décisions imposant le bonnet vert à des *cessionnaires*. Un sieur Pierre Ferrand demandait le délai de deux ans pour payer ses créanciers, si mieux n'aimaient ceux-ci le recevoir au bénéfice de cession de biens ; les créanciers prétendaient que la requête n'était pas recevable, et, pour le cas où la cour en déciderait contrairement à leurs conclusions, demandaient que ce fût à charge par Ferrand de « porter le bonnet vert suivant les arrêts ». Le parlement, par arrêt du 13 août 1621, accorde au demandeur le délai d'un an à charge de porter le bonnet vert. Mais Ferrand est rencontré sans le bonnet vert, le fait est constaté, et le délinquant réemprisonné ; le 21 octobre, la cour ordonne son élargissement, mais lui enjoint de se conformer à son précédent arrêt, « et en cas qu'il soit trouvé ne portant le bonnet vert sera réintégré sans espérance de pouvoir estre eslargy. » — Jean Gravelin, chapelier à Paris, a été condamné le 6 mai 1626, par sentence du Châtelet, à porter le bonnet vert, faute de payer au sieur Barbier, son créancier, ce qu'il lui devait en vertu d'une autre sentence des juges consuls. Signification est faite à Gravelin de la décision du Châtelet, avec injonction « de porter par les rues allant par la ville le bonnet vert sur la tête, sous peine de réemprisonnement » ; il réplique par

ver l'humaine disposition de l'article 144 de l'Ordonnance qui reproduit littéralement l'article 187 de l'édit de 1618. En voici les termes : « Déclarons que ceux lesquels non par leur faute, ainsi par malheur et inconvénient, seront tombez en pauvreté et auront esté contraincts à cette cause de faire cession de biens, n'encourront pour cela infamie ni aucune marque, sinon la publication ou affiche ci-dessus mentionnée, et en sera fait mention par la sentence du juge par laquelle ils seront reçus à la dicte cession de biens ».

Cette disposition nous permet de nous rendre compte du peu de cas que faisaient les anciens jurisconsultes de l'ordonnance de 1629 : après avoir constaté (t. IX, p. 307), que le bonnet vert est, non pas comme on le disait d'ordinaire, une mesure de publicité, mais bien un signe d'ignominie, Pothier ajoute : « De là il suit que, s'il paraissait qu'un débiteur fût tombé dans l'indigence, et réduit à faire cession par des accidents qu'aucune prévoyance humaine n'eût pu éviter, il serait, dans ce cas, de l'équité du juge de ne le pas assujettir à cet affront ». Et Pothier ne fait pas même allusion à notre article 144 ! Il doit cependant regretter très vivement l'absence de ce texte dans la législation en vigueur, puisque, reconnaissant les inconvénients

une sommation à Barbier de lui en fournir un (cet article ne se trouvait vraisemblablement pas dans sa boutique !) Un nouvel exploit constate que le créancier s'est exécuté, et que l'huissier a fait remise à Gravelin du bonnet vert réclamé. — Les Etats généraux de 1614 insistaient (Cahier du tiers état, p. 365) pour que les banqueroutiers fussent contraints de porter « le bonnet vert sans chapeau ny autre bonnet sur leurs testes ».

de la coutume du bonnet vert, il est réduit, pour y parer, à invoquer l'équité du juge, autrement dit à inviter celui-ci à violer; dans certains cas, un usage ayant acquis force de loi.

XIII. — *Convul des veuves à de nouvelles noces* (art. 145)

L'édit de juillet 1560 interdisait à la veuve ayant postérité qui se remariait de donner à son nouvel époux plus d'une part d'enfant dans ses biens; de plus, il frappait d'indisponibilité dans ses mains les biens qu'elle tenait de la libéralité de son conjoint décédé, et qui étaient entièrement réservés aux enfants nés de son union avec celui-ci.

L'ordonnance de Blois, visant un cas qui se présentait, paraît-il, fréquemment, aggravait, dans ce cas, la sévérité de l'édit des secondes noces : son article 182 déclarait incapables de disposer de leurs biens, même à titre onéreux, dans le but de les empêcher de gratifier leurs nouveaux époux, soit directement, soit au moyen d'interpositions de personnes, les femmes qui, « mesme ayant enfans d'autres mariages, se remariant follement à personnes indignes de leur qualité, et, qui pis est, les aucunes à leurs valets ».

L'article 143 de notre ordonnance, qui reproduit la disposition de l'article 194 de l'édit de 1618, veut « que les femmes veuves ayans enfans qui se remarieront contre et au préjudice de la dicte ordonnance (celle de Blois) soient privées du douaire à elles acquis par leurs premiers mariages ».

L'article 145 donne satisfaction à un vœu des États Généraux de 1614 (Cahier du tiers état, p. 360), mais il convient de remarquer qu'il en a restreint la portée : le

vœu dont il s'agit visait les veufs aussi bien que les veuves.

XIV. — *Confirmation de l'édit des mères* (art. 146)

L'article 146 confirme « l'édit concernant les successions des mères à leurs enfants » qui n'était pas observé dans les ressorts des parlements de Toulouse, Bordeaux, Aix et Grenoble ; il annule tous arrêts à intervenir contrairement aux dispositions de cet édit.

Il s'agit de l'édit de mai 1567, qui avait été rendu sur les plaintes de la noblesse du Midi.

Dans les pays de droit écrit, imbus des traditions romaines, la règle *paterna paternis, materna maternis* n'était pas admise ; par suite, la mère succédait à ses enfants décédés sans postérité. Quand, dans les successions de ces enfants, il y avait des biens paternels, la mère en prenait donc sa part qui se trouvait ensuite fréquemment transmise à des personnes ne portant ni le nom ni les armes de la famille de laquelle ces biens provenaient ; des étrangers devenaient ainsi propriétaires des seigneuries, des châteaux d'une grande famille, alors que les descendants des anciens seigneurs en étaient parfois réduits à porter misérablement un nom illustre. Tels sont les motifs exposés avec beaucoup de force par le chancelier Michel de l'Hospital, dans le préambule de *l'édit des mères*. Partout ailleurs que dans les quatre ressorts de parlements indiqués plus haut, l'édit était conforme à la législation locale ; comme les quatre parlements le repoussèrent unanime-

ment, on voit quel fut son sort : inutile d'ajouter que l'ordonnance de 1629 ne réussit pas à le mettre en vigueur.

XV. — *Nullité des promesses en blanc* (art. 147)

L'article 147, copiant l'article 185 de l'édit de 1618, qui sanctionnait un vœu des États généraux de 1614 (Cahier du tiers état, p. 362), déclare nulles les « promesses esquelles le nom du créancier se trouve en blanc » ou a été rempli depuis qu'elles ont été faites, ainsi que les lettres de change « simulées et non actuelles ». Pothier dit (III, p. 225) « comme on se servait de ces billets (ceux où le nom du créancier était laissé en blanc) pour couvrir des usures et des fraudes, ils furent défendus par des arrêts de règlement de la cour du 7 juin 1611 et du 26 mars 1624 ». Il ne fait pas mention de notre article 147.

Le même auteur nous apprend que, pour tourner la prohibition des billets en blanc, on imagina de se servir de billets au porteur qui furent également défendus par la suite.

XVI. — *Prêts sur gages* (art. 148)

« Toutes personnes qui prendront gages pour deniers prestés ou dus, sans bailler reconnaissance par écrit desdits gages, restitueront les gages et perdront la dette », dit l'article 148.

Cet article a pour origine un arrêt de règlement du 25 novembre 1599 (1).

1. Planol. *Droit civil*, t. II, p. 768.

Pothier (VIII, p. 589) ne cite que l'Ordonnance de 1673, qui exigeait (titre 6, art. 8) un acte notarié en minute.

XVII. — *Rachat des rentes constituées* (art. 149)

L'article 149 interdit aux parlements de contraindre les débiteurs de rentes, sauf le cas de stellionat, au rachat de ces rentes à défaut de paiement des arrérages.

Dans son *Traité de nantissement* (III, p. 3) Pothier dit que le débi-rentier « n'est proprement débiteur que de la rente et non du *sort* principal qu'il a reçu, et que le créancier ne peut jamais exiger de lui, *tant qu'il paie la rente.* » Il semble donc que la règle déposée dans l'article 149 n'ait pas été suivie.

XVIII. — *Usure. Taux de l'intérêt* (art. 151)

L'ancien droit, s'appuyant sur un passage des Ecritures et les décisions de l'Eglise, prohibait absolument l'*usure*, c'est-à-dire le prêt à intérêt. L'article 202 de l'ordonnance de Blois, renouvelant cette interdiction, frappait les contrevenants : la première fois d'amende honorable, de bannissement et de grosses amendes, et, en cas de récidive, de confiscation de corps et de biens.

L'article 151 de notre ordonnance confirme la prohibition de l'usure ; il fixe en outre au denier seize, autrement dit à 6 fr. 25, 0/0 le taux maximum des intérêts dans les cas où il était permis d'en stipuler, mais, par une réserve prudente, le roi excepte des règles qu'il vient de poser « les traictez que les nécessitez de nos affaires nous obligent de faire

et les profits que nous accordons, pour raison de ce, à ceux avec lesquels nous faisons les diets traictez en nostre conseil ». La royauté, qui défendait à ses sujets le prêt à intérêt, était, de son propre aveu, obligée, à cause de ses perpétuelles nécessités financières, de subir l'*usure* des traitants dans toute l'étendue du sens que nous donnons aujourd'hui à ce mot !

XIX. — *Les sentences arbitrales* (art. 152)

L'article 130 de l'édit de 1618, donnant satisfaction à un vœu des Etats généraux de 1614 (Cahier du tiers état, p. 364) prescrivait l'exécution de l'ordonnance d'août 1560 « sur le fait des arbitrages », suivant laquelle, après homologation en justice (1) de la sentence arbitrale, cette sentence est exécutoire comme toute autre sentence, sauf l'appel, et s'exécute par provision, tant pour le principal que pour les intérêts ; l'exécution est renvoyée aux juges ordinaires, et l'appel a lieu devant les juges présidiaux pour ce qui est de leur compétence, et au delà devant les parlements.

Les dispositions de cet article sont purement et simplement reproduites par l'article 152 de notre ordonnance.

XX. — *Punition des banqueroutiers* (art. 153)

Sur la banqueroute, l'Ordonnance est extrêmement laconique : aux termes de l'article 153, qui reproduit les

1. A Paris, l'homologation était remplacée par le dépôt de la sentence pour minute à un notaire. Les notaires de Paris étaient greffiers des arbitrages. (Pothier, t. IX, p. 123).

termes de l'article 188 de l'édit de 1618, « les banqueroutiers qui feront faillite en fraude seront punis extraordinairement ».

Le législateur se borne ici au rappel d'un principe. La matière avait été réglée par une ordonnance de François I^{er} du 10 octobre 1536 prescrivant, pour éviter les fraudes qui se commettaient notamment à la foire de Lyon, la contrainte par corps des banqueroutiers, la vente de leurs biens, et la distribution du prix entre leurs créanciers au moyen d'une procédure sommaire destinée à éviter les lenteurs et les complications, la punition des banqueroutiers frauduleux, après enquête sur leurs actes, leur manière de vivre et leurs antécédents, « par amende honorable, punition corporelle, apposition au carcan et pilori et autrement à l'arbitre de justice », et par leur emprisonnement jusqu'à l'entier acquit de leurs dettes. La même ordonnance interdisait aux marchands la cession de biens par procureur, et la voulait « en personne, en jugement devant l'audience, desceinct et teste nue ».

L'ordonnance d'Orléans disait (art. 143) « tous banqueroutiers et qui feront faillite en fraude seront punis extraordinairement et capitalement ».

XXI. — *Forme des inventaires après décès* (art. 155)

Sur ce point, l'article 155 se borne à confirmer l'article 164 de l'ordonnance de Blois qui décidait qu'il n'était pas nécessaire d'appeler les juges aux inventaires, et permettait aux parties de les faire faire par les notaires ou tabellions de leur choix.

Cet article a été inséré dans l'Ordonnance pour donner satisfaction à un vœu des États généraux de 1614 (Cahier du tiers état, p. 363).

XXII. — *Contrainte par corps. — Exception en faveur des femmes et des vieillards* (art. 156)

Suivant l'article 156, « dorénavant en vertu de l'édit des quatre mois, ni autre contrainte par corps, nulle femme mariée et non mariée ni aucun homme âgé de septante ans ne pourront estre constituez ni retenus prisonniers pour le paiement d'aucunes dettes civiles ».

Ainsi en décidait déjà l'article 184 de l'édit de 1618, avec cette seule différence qu'au lieu de soixante-dix ans, la limite d'âge pour les hommes était soixante ans.

La disposition de l'article 156 a été reproduite dans les articles 8 et 9 du titre 34 de l'ordonnance de 1667, seule citée par Pothier (t. IX, p. 292 et 293).

Ce qu'on entendait, dans l'ancien droit, par *ordonnance des quatre mois*, c'était l'article 48 de l'ordonnance de Moulins, qui décidait que les personnes frappées de condamnations pécuniaires seraient contraintes par corps, à défaut de paiement dans les quatre mois de la signification de la sentence, et tenues prisonnières jusqu'à la cession de leurs biens. Comme on le voit, cet article ne faisait aucune exception ; même sous le régime de l'ordonnance de 1629, repris par l'ordonnance de 1667, il s'exécutait contre les femmes et les vieillards septuagénaires en matière commerciale, ainsi qu'en matière pénale.

XXIII. — *Saisies immobilières.*

La procédure des saisies immobilières avait été réglée par un édit de février 1626 ; l'ordonnance de 1629 la complète sur plusieurs points.

1° *Attribution des fruits* (art. 157). — L'article 157 de l'Ordonnance veut que les fruits des héritages saisis et adjugés par décret soient toujours distribués entre les créanciers avec le prix des choses saisies, et défend d'attribuer ces fruits à l'adjudicataire du fonds ainsi que, dit l'ordonnance, l'usage s'en était « introduit dans quelque parlement duquel nous avons reçu plainte » ; le même article interdit en outre « de procéder à l'ordre et distribution des fruits avant l'adjudication du fonds, à peine de nullité, et de tous dépens, dommages et intérêts contre les juges en leur privé nom ».

Ces mesures étaient excellentes : la première avait pour but la sauvegarde des droits des créanciers auxquels l'attribution des fruits à l'adjudicataire devait être ordinairement désavantageuse ; la deuxième leur évitait des frais inutiles.

Pothier se borne à dire (IX, p. 262) que « les créanciers... doivent être payés de leurs créances tant sur le prix de l'adjudication que sur le revenu des biens saisis » ; il ne cite aucune ordonnance.

2° *Prescription de la saisie* (art. 158). — L'ordonnance de 1539 (art. 77) avait institué des commissaires chargés de la garde et de l'administration des biens saisis et du soin de la procédure d'expropriation ; l'article 4 de l'édit

de 1551 avait confirmé cette institution, et Louis XIII l'avait consolidée en créant, par son édit de février 1626, des officiers spéciaux pour cette fonction.

L'article 158 de notre ordonnance décide ce qui suit : « Saisies d'héritage discontinuées l'espace de trois ans n'auront d'effet et celle des meubles que pour trois mois, après lesquels les commissaire et gardien seront déchargés, à la charge par eux de rendre compte de leur commission. » C'est une réédition de l'article 169 de l'édit de 1618, avec la seule différence que dans ce dernier article, le délai de la prescription des saisies de meubles était de six mois.

Pothier, au sujet des saisies d'immeubles, s'exprime ainsi (IX, p. 250) « les saisies réelles se périment... par la discontinuation de la procédure pendant trois ans, comme les autres instances... » et il ne cite à l'appui de cette règle qu'un « arrêté (1) du 28 mars 1692, articles 3 et 4 »

Encore cette péremption n'a-t-elle pas lieu lorsqu'il y a eu établissement de commissaire et bail judiciaire, parce qu'en pareil cas « le saisi est dépossédé de fait et l'héritage saisi est mis sous la main de la justice; la discontinuation des procédures, pendant le temps réglé pour les péremptions, peut bien périmé une instance qui ne git qu'en procédures, mais non pas une saisie réelle qui consiste dans une dépossession réelle » (Pothier, IX, p. 85).

Quant à la péremption des saisies-exécution, Pothier n'en parle pas; il relate seulement une disposition de l'article 22 du titre 19 de l'ordonnance de 1667 déclarant le

1. C'est un arrêt de règlement du Parlement de Paris.

gardien déchargé de plein droit un an après la date de sa commission.

3° *Prescription de l'action des pupilles* (art. 159). — « Les oppositions qui seront formées pour dettes précédentes de tutelle aux saisies et criées des biens de ceux qui auront été tuteurs ou de leurs héritiers ne seront reçues si, dans les dix ans après la majorité des pupilles, il n'y a eu poursuites pour la reddition du compte de ladite tutelle ou si ledit compte n'a esté clos, si ce n'est qu'il y eût procès sur le fait d'iceluy qui eut esté continué jusques alors. » Tels sont les termes de l'article 159 qui ne fait que reproduire l'article 171 de l'édit de 1618 (1).

4° *Décrets d'héritage* (art. 160 et 164). — Aux termes de l'article 160, « tous décrets d'héritage... seront faicts en la jurisdiction dans le ressort de laquelle l'héritage sera assis, à peine de nullité... » C'est la réédition de l'article 170 de l'édit de 1618.

Nul ne sera reçu, dit l'article 164, à appeler des décrets ni à les arguer de nullité après dix ans ; cette prescription a été empruntée à l'article 179 de l'édit de 1618, mais notre article 164 ajoute que le délai de dix ans ne courra qu'à compter de la majorité, en ce qui concerne les mineurs qui attaqueront les décrets pour cause de lésion d'outre moitié du juste prix.

1. Les Etats généraux de 1614 allaient plus loin ; ils demandaient « que dix ans après sa majorité parfaite et accomplie, nul ne soit recevable à intenter action pour reddition de compte de tutelle et curatelle, dont toute poursuite et demande, ledit temps passé, sera déniée, » (Cahier du tiers état, p. 359.)

Les articles 170 et 179 de l'édit de 1618 n'étaient que la sanction des vœux des Etats Généraux (Cahier du tiers état, p. 331 et 359). A l'assemblée des notables de 1617, le roi était « supplié de retrancher le temps de trente ans pratiqué pour appeler des décrets et le remettre à dix ans. » (1).

5° *Oppositions à adjudication par décret* (art. 161). — L'article 49 de l'ordonnance de Moulins édictait diverses mesures ayant pour but d'empêcher qu'on ne tint en suspens les adjudications par décret.

Notre ordonnance, en son article 161, s'efforce également d'assurer le règlement rapide des expropriations, et notamment prescrit la tenue d'un registre où les oppositions des créanciers seront mentionnées : une disposition semblable se lit dans l'article 172 de l'édit de 1618.

XXIV. — *Ordres* (art. 162 et 163)

Suivant l'article 162, dans le but d'éviter des longueurs, la consignation du prix de l'adjudication n'aura plus lieu désormais qu'à la demande de la « pluralité » des créan-

1. *Des Etats généraux et autres assemblées nationales*, La Haye, 1789, t. XVIII, p. 47. Les remontrances des Etats de Normandie au roi constatent que la magistrature n'était pas favorable à cette réforme ; elles pressent le roi « d'ordonner qu'à l'avenir nul majeur et présent ne sera reçu à appeler des ventes faites par décret de justice après dix ans, et vingt ans pour les mineurs et absens » et qualifient cette mesure de « loi qui mettra votre peuple en grand repos et fera décroître la meilleure et plus grande partie des procès. »

ciers ; les acquéreurs pourront garder les fonds en fournissant caution de la moitié du prix, et en en payant l'intérêt au denier seize, pendant toute la durée de l'ordre.

S'il n'y a d'autre opposant que le poursuivant, l'adjudicataire pourra, aux termes de l'article 163, payer directement aux mains du poursuivant et pour le surplus, en celles du propriétaire.

Ces dispositions sont la reproduction des articles 173 et 174 de l'édit de 1618.

XXV. — *Contributions* (art. 165)

« La déconfiture entre créanciers, sur les meubles d'un débiteur insolvable, sera dorénavant générale par tout notre royaume ; et audit cas viendront lesdicts créanciers sur lesdicts meubles à contribution au sol la livre, sans préjudicier à ceux qui auront privilège particulier sur lesdicts meubles » (art. 165).

Le principe de la distribution du prix des meubles d'un débiteur, par contribution proportionnelle entre ses divers créanciers, sauf bien entendu l'effet des privilèges, n'était pas admis dans toute la France (1). L'article 165 constitue une de ces tentatives d'unification législative qui sont le côté le plus intéressant de l'œuvre de Michel de Marillac.

1. Je citerai un arrêt du parlement de Paris (Coll. de la Bibliothèque nationale, impr.) rendu le 30 avril 1605 et décidant, par interprétation de la coutume du Maine, que le plus ancien créancier est préférable en rang au premier « arrestant ».

XXVI. — *Les courtiers de commerce* (art. 416)

L'article 416 interdit aux courtiers de commerce tout trafic de marchandises en leur nom, même en qualité de commissionnaires (1), et leur impose l'obligation de faire une déclaration aux greffes des juridictions ordinaires des villes où ils voudront exercer leur profession.

Cet article reproduit la disposition de l'article 236 de l'édit de 1618 qui consacrait lui-même un vœu des Etats Généraux de 1614 (Cahier du tiers état, p. 464).

XXVII. — *Marchands étrangers commerçant en France. Publicité des Sociétés commerciales* (art. 414 et 415)

L'article 358 de l'ordonnance de Blois enjoignait aux marchands étrangers trafiquant en France de présenter et faire enregistrer aux greffes des juridictions ordinaires leurs procurations, commissions et pouvoirs, de telle façon que chacun pût en prendre copie, et d'exprimer dans tous leurs contrats, cédules, promesses et acquits, les noms des personnes pour lesquelles ils opéreraient « afin que par ci-après, s'ils font banqueroute ou faillite, ceux qui y auront intérêt puissent en tout événement avoir recours contre ceux qui les auront commis ».

L'article 414 de notre ordonnance confirme ces dispositions, et décide que nul étranger, même naturalisé, ne

1. Conf. art. 85 C. Com.

pourra être facteur ni commissionnaire en France de marchands étrangers, et que ceux-ci ne pourront s'adresser pour cela qu'à des Français d'origine ; et l'article 415, rééditant l'article 234 de l'édit de 1618 (1), défend à tous marchands français, à peine de la perte de leurs franchises et de confiscation de la marchandise, de prêter leurs noms ou marques à des marchands étrangers.

L'article 414 étend en outre aux sujets du roi la disposition de l'article 357 de l'ordonnance de Blois qui prescrivait l'enregistrement des sociétés commerciales entre étrangers « aux registres des bailliages, sénéchaussées et hostels communs des villes ».

XXVIII. — *Contrats passés et jugements rendus à l'étranger*
(art. 121)

D'après l'article 121 « les jugements rendus et les contrats ou obligations reçus à l'étranger n'emporteront pas hypothèque et n'auront pas force exécutoire en France ; les contrats n'auront que la valeur de simples promesses, et les Français contre lesquels les jugements auront été rendus « pourront de nouveau débattre leurs droits comme entiers par devant nos officiers » (2).

Pothier nous fait connaître la raison sur laquelle est fondé le double principe formulé par l'article 121, mais sans faire la moindre allusion à cet article : les contrats

1. Cet article sanctionnait un vœu des Etats Généraux de 1614 (Cahier du tiers état, p. 464).

1. Conf. art. 2123 et 2128 C. civ.

reçus par des notaires étrangers et les jugements rendus par des tribunaux étrangers, dit-il (VIII, p. 529 et 531) n'emportent pas hypothèque, pour la raison que l'hypothèque attachée aux contrats et aux jugements est un effet de la puissance publique, et qu'une autorité étrangère ne peut s'exercer en France ; au sujet du défaut de force exécutoire des jugements et contrats notariés rendus et passés à l'étranger, le même auteur s'exprime ainsi (IX, p. 172) : « Nous ne connaissons, en France, d'autre autorité que celle qui émane du roi ; celle des juges et notaires étrangers, n'émanant pas du roi, ne peut donner à leurs actes la vertu et le droit d'exécution. »

CHAPITRE III

Accueil fait à l'ordonnance par les parlements

I. — *Attitude du parlement de Paris*

Le garde des sceaux avait, paraît-il (1), dans le courant de l'année 1628, engagé des négociations avec le parlement pour en obtenir l'enregistrement de son ordonnance, mais la Compagnie opposa à Michel de Marillac une résistance telle qu'il crut devoir recourir à l'extrême moyen de l'enregistrement forcé en lit de justice.

Ce lit de justice eut lieu le 15 janvier 1629, veille du départ du roi pour la campagne qui se termina par la prise de Suze; le récit nous en a été laissé par un contemporain, officier du parlement (2), qui nous montre « le roi Louis XIII s'éant en son liet de justice... à ses pieds le duc de Chevreuse grand chambellan... aux hauts sièges à dextre » les ducs d'Uzès, de Ventadour, de Montbazou, de Brissac, de Chaulnes, les maréchaux de Saint-Géran, de Bassompierre, de

1. Michel Le Vassor, t. X, p. 23.

2. Biblioth. nat. coll. Dupuy, ms 514, fol. 87 et suiv.

Schomberg, de Saint-Luc, « le sieur d'Effiat » ; aux hauts sièges « à senestre », les cardinaux de Richelieu, de Bérulle, de la Valette ; « en la chaire où je suis pendant les plaidoeries, Monsieur le garde des sceaux ; sur les sièges où sont les gens du roy, pendant l'audience », les présidents Le Jay, de Bellièvre, Potier, de Mesmes, Séguier ; « sur les fleurs de lys dans le parquet, l'archevesque de Paris, les evesques de Grenoble et de Senlis, Messieurs de Genicourt, Le Febvre, Le Prevost, de Machault maistres des requestes et les conseillers de la Grand'Chambre au nombre de douze ; dans le parquet, sur les formes, Messieurs de Champigny, Bullion, de Buisseaux, de Chasteauneuf-Préaux, de Castille, conseillers d'estat, et des maistres des requestes venus avec Monsieur le garde des sceaux ; sur les sièges des barreaux, les présidents, eonseillers des enquestes et requestes du palais ; sur une autre forme, Messieurs Philippeaux (*sic*), de Loménie, Bouthillier, secrétaires d'estat ; au bureau où se fait la lecture des édicts et déclarations du roy, le greffier en chef de la diete cour et Guyet son commis ».

Le parlement, *averti la veille*, attend le roi « toutes chambres assemblées, en robes et chapperons d'écarlate, Messieurs les présidens revestus de leurs manteaux et mortiers » ; les capitaines des gardes du corps « se sont saisis des huitz du parlement » ; sur les neuf heures, arrive le garde des sceaux, suivi des conseillers d'état ; il prend place. Les acclamations de la foule annoncent au parlement l'arrivée du roi à la Sainte Chapelle ; par la faute d'un lieutenant des gardes qui a omis d'avertir la cour, le sonverain attend un peu la venue de la délégation du parlement, chargée d'aller à sa rencontre. Cette délégation,

composée des présidents de Bellièvre et Potier et de quatre conseillers de la grand'chambre, salue le roi qui est conduit à son lit de justice, ayant les deux présidents à ses côtés, et suivi des ducs et pairs et de ses officiers.

Après quelques mots du roi, relatifs à la prise de La Rochelle et à son désir de voir régner la paix en son royaume, le garde des sceaux prend la parole : le roi, après avoir dompté les rebelles « désirait mettre son royaume en repos, restablir l'ancien ordre de la justice et observation des ordonnances faictes par ses prédécesseurs roys, vouloit que celles qui avoient été faictes et arrestées ès-assemblées des notables et principaux officiers de ce royaume... fussent à l'advenir inviolablement gardées et observées, à ceste fin, les avoit faict apporter en ce lieu pour y estre vérifiées, comme aussi sa déclaration et ordonnance sur le subject de la réduction de la ville de La Rochelle en son obéissance, et celle que le dict seigneur a faictes contre ses subjects de la religion prétendue réformée qui se trouvent engagez dans la rebellion... »

Là-dessus, le président Le Jay se lève, dit que le parlement ne vit que par le roi, qu'il n'a ni pouvoir ni autorité que ceux qu'il tient de lui, et continue en ces termes : « Et au regard de la déclaration contenant les articles qui ont esté veus aux assemblées des notables (c'est-à-dire de l'ordonnance de 1629), Votre Majesté est très humblement suppliée, ainsi qu'il est accoustumé, d'avoir agréable qu'ils soient veus, examinez et délibérez par votre parlement, pour marquer ce qui sera du bien de votre service, du bien de la justice, et du soulagement de vos subjects » ; le président termine en promettant au roi « au nom de ceste

grande compagnie, une fidélité et obéissance parfaite pour l'exécution de ses commandements ».

Lecture est alors donnée des deux déclarations concernant les Rochelois et autres protestants, ainsi que des articles de l'ordonnance (1). L'avocat général Talon requiert ensuite l'enregistrement, puis le garde des sceaux est « monté au roy, receu sa volonté, pris l'avis de Messieurs les présidens, après remonté prendre celui des cardinaux, ducs et pairs, puis redescendu dans le parquet, et a aussi pris l'avis de messieurs les conseillers d'estat, maistres des requestes et conseillers d'icelle, et, remis en sa place, fait la révérence au roy », et prononce l'arrêt.

Quand Michel de Marillac se rendit au banc des présidens pour recueillir leur avis, les quelques paroles qu'il put échanger avec eux établirent un apparent accord sur la portée de l'arrêt qui allait être rendu : « Et venant Monsieur le garde des sceaux prendre l'avis de Messieurs les présidens, continue le narrateur, luy a été dict que pour les déclarations qui concernaient les subjects du roy de la religion prétendue réformée, qu'ils estoient d'avis de l'enregistrement, ainsy qu'il est accoustumé, mais que, pour le regard des cahiers contenant les articles qui ont esté veus aux assemblées des notables ès-années six cent treize (*sic*) six cent dix-sept et six cent vingt-six, qu'ils supplient le roy

1. D'après l'*Apologie* (fol. 43), il n'y eut qu'un simulacre de lecture ; elle rend Richelieu responsable de l'enregistrement forcé : ce fut le cardinal qui le voulut, et il n'admit même pas la proposition que lui fit Marillac de faire lire l'ordonnance en entier, le roi dût-il pour cela aller au parlement trois jours de suite.

d'en surseoir l'envoi par les provinces, cela estant inutile puisque le roy trouve bon que son parlement voye les dicts articles pour en délibérer et lui en faire remonstrances, que ledict sieur garde des seaux pouvait prononcer, à la charge toutefois du *retentum* tel que dessus, dont seroit faict registre, ce qui fust approuvé par ledict garde des seaux, mesmes dict qu'il le signeroit si on luy envoyoit le registre, que c'estoit l'intention du roi et de son conseil ». C'est sur ce malentendu, plus ou moins involontaire d'une part comme de l'autre, que s'appuyera le parlement pour se refuser à la publication de l'Ordonnance.

Voici la formule de l'ordre de publication, telle qu'elle fût insérée au procès-verbal du lit de justice : « Le roy, séant en son lit de justice, a ordonné que, sur le reply desdictes lettres, il sera mis qu'elles (les ordonnances) ont esté lues, publiées et registrées, ouy et ce requérant son procureur général, et que copies collationnées à l'original seront envoyées aux bailliages et seneschaussées du ressort pour estre publiées et observées selon leur forme et teneur » (1).

Le 19 janvier, le président Le Jay expose à la compagnie que, violant sa promesse, le garde des sceaux a mandé Jean du Tillet, greffier en chef du parlement, et lui a réclamé « copie signée desdicts cahiers portans l'enregistrement et vérification, lequel du Tillet luy auroit dict ne les avoir en sa possession », et les avoir remis à son commis Guyet. Interrogé par Marillac, Guyet lui a déclaré que les cahiers étaient aux mains du procureur général.

1. Bibliothèque nationale, coll. Dupuy, ms. 93, fol. 292.

En d'autres termes, il n'y avait rien de fait, et les choses étaient dans le même état que si l'enregistrement de l'ordonnance n'avait pas encore été requis. Après avoir entendu les explications du président, la cour rend un arrêt ordonnant qu'il sera sursis à la délivrance de la copie réclamée par le garde des sceaux, et commence la lecture des cahiers.

Le 26 du même mois, le président Le Jay rapporte à la compagnie que le secrétaire d'état de Loménie est venu le trouver de la part de la reine mère, pour lui représenter que le roi serait gravement offensé si le parlement persistait à ajourner la *délivrance*. La Cour décide alors que le président Le Jay, accompagné de plusieurs conseillers, ira trouver la reine pour protester de l'obéissance de la compagnie aux volontés du roi, et lui déclarer que l'ajournement de la délivrance après les remontrances que le parlement se proposait de faire était conforme à la volonté du roi, exprimée par le garde des sceaux le jour du lit de justice.

Nouveau rapport de Le Jay le 31 janvier. Il est allé, avec plusieurs conseillers, trouver la reine à l'heure par elle indiquée (le samedi 27 janvier à 5 heures) ; elle était partie se promener au château de Madrid d'où elle n'était rentrée qu'à six heures. Après s'être excusée « en paroles très-humbles » de son retard, la reine écoute les remontrances dont la députation est chargée. Le Jay affirme que Marillac lui a promis, au nom du roi, au cours du lit de justice, que « les cahiers ne seroyent envoyés par les provinces ny imprimez » avant que le parlement n'eut fait ses remontrances au roi..., « qu'il y en avoit un registre fidèle faict à l'instant, que c'estoit là tout le différend ». A

cela, Marie de Médicis se borne à opposer que le retard de la délivrance mécontentera le roi (1).

Louis XIII n'avait pas attendu si longtemps pour s'offusquer de la désobéissance du parlement. De Troyes, où il s'était arrêté quelque temps, il écrivait ce même jour 31 janvier à Antoine de Loménie de Brienne, secrétaire de ses commandements, pour lui prescrire une sorte de coup d'état, destiné à obvier à la résistance passive de la cour : « Monsieur de la Ville-aux-Clercs, ayant su que mon parlement faict difficulté de délivrer l'édict que je luy ay porté avec l'arrest nécessaire pour l'envoyer dans les provinces, je désire, pour remédier à leur opiniastreté et au retardement qui en adviendrait dans mes affaires, que vous mettiez sur ledict édict l'enregistrement nécessaire et que M. le garde des sceaux vous dira particulièrement » (2). Ce projet ne fut pas mis à exécution.

La reine mère, lasse de prier, se résolut à faire acte d'autorité. Le 2 février, elle écrivait au parlement : « Messieurs, ayant appris que, depuis que j'ay faict entendre à voz deputez que le Roy monsieur mon fils seroit offensé s'il estoit délibéré en vostre compagnie si sur le reply de l'édict qu'il a publié, il y avait mis enregistré, que vous ne laissez de continuer à en délibérer, je n'ay du souffrir ce mépris faict à sa dignité. C'est pourquoy je me suis résolue de vous mander par celle-cy qu'en vertu du pou-

1. Les détails qui précèdent sont empruntés au manuscrit 514 de la collection Dupuy. Ils ont été extraits des registres du parlement.

2. Bibliothèque Nationale, coll. Dupuy, ms 93, fol. 292.

voir qu'il a plu à sa majesté me donner, je vous deffends de plus agiter ceste affaire : en m'assurant que vous vous conformerez à ceste mienne intention, je prie Dieu (etc.) » (1)

Le 10, nouvelle entrevue entre la reine mère et la députation du parlement : Michel de Marillac et le secrétaire d'état Loménie y assistent tous deux. Le parlement triomphe : le garde des sceaux annonce que le roi trouve bon qu'il soit sursis à l'envoi de l'ordonnance dans les provinces, et Marie de Médicis accorde à la cour un délai de quatre mois pour en examiner les articles (2).

La compagnie, qui insistait tant sur son droit de remontrance, ne mettait cependant aucun empressement à procéder à l'examen des articles de l'Ordonnance (3) : près de deux mois s'étaient écoulés depuis le lit de justice quand elle aborda l'article premier. Dans sa séance du 6 mars, après avoir « arrêté que sur la préface des humbles remonstrances seroient faittes au roy sur la forme de la publication d'icelles (les ordonnances) et qu'à cette fin, qu'aucuns de messieurs des chambres seront députés pour en dresser les mémoires », elle décide ce qui suit : « sur le premier article, arrêté que sous le bon plaisir du roy, les édicts, lettres patentes et déclarations ne seront exécutées qu'elles

1. Bibliothèque Nationale, coll. Dupuy, ms 94, fol. 123.

2. Isambert, t. XVI, p. 342.

3. Jacques Dupuy à Peiresc, 20 mars 1629 : « L'ordonnance de M. le garde des seaux a esté réimprimée... Ces messieurs du Parlement se sont assemblez deux ou trois fois sur ce subject et n'ont examiné que quatre ou cinq articles, en sorte que s'ils continuent de la façon, ils en auront pour dix ans encore. » (t. II, p. 687).

n'ayent esté délibérées et vérifiées en parlement et aux juridictions auxquelles la cognoissance en est attribuée, suivant l'ordre de tout temps observé et les loix du royaume. »

Le lendemain 7 mars, la compagnie s'occupe de l'article 2 qu'elle approuve, mais en demandant qu'on ajoutât à cet article une disposition de l'article 4 de l'ordonnance de Blois, interdisant l'accès des archevêchés, évêchés et abbayes chefs d'ordre à toutes personnes non françaises d'origine (1).

Le 16 mars, le parlement en est encore à l'article 3. Il éprouve alors le besoin de se reposer, et ne reprend son travail que le 8 mai, pour demander la suppression de l'article 4 et l'observation des articles 27, 30 et 31 de l'ordonnance de Blois « touchant le pouvoir donné aux archevêques et evesques sur la visitation des monastères » ; le 9 mai, la cour rejette l'article 6, concernant les séminaires, et demande le retour à l'article 24 de l'ordonnance de Blois ; le lendemain, après avoir approuvé l'article 7, elle demande une addition à l'article 8 : « le roi sera très humblement supplié de faire deffenses aux supérieurs des monastères de recevoir aucuns novices sans le consentement des pères, mères ou tuteurs », et elle donne son approbation à l'article 9.

1. Le Parlement, qui avait présentes à l'esprit les scandaleuses fortunes faites en France par de nombreux Italiens qui s'y étaient poussés par l'intrigue et la faveur, ne pouvait manquer de signaler cette lacune.

Le 12 mai, le parlement délibère sur l'article 10, puis, brusquement, suspend son examen (1).

Au mois d'août suivant, il s'apprêtait à aller saluer le roi qui, après avoir vaincu le duc de Savoie et les protestants du Midi, regagnait sa capitale en triomphateur, quand le garde des sceaux fit connaître au président Le Jay « que le dit seigneur roy ne désiroit voir la dite cour avant que lesdites ordonnances ne lui aient été rendues avec le *registrata* signées du greffier de la dite cour, que le roi vouloit qu'on lui rendit cette obéissance, et que par après il remettoit les cahiers ès-dites ordonnances par devant ladite cour pour en délibérer. » (procès-verbal du 13 août).

Le 17 août, les gens du roi sont mandés au Luxembourg, où le roi renouvelle l'ordre déjà transmis par le garde des sceaux (procès-verbal du 18 août).

Le Parlement, en présence d'une injonction si formelle, se tire d'affaire par une de ces subtilités qui constituaient les dernières ressources de sa résistance à la puissance royale.

Il décide, le 29 août, que le greffier mettra sur le « cahier des ordonnances » le *registrata* avec cette mention : « le roi séant en son lit de justice », et que ce cahier sera remis au procureur général chargé de le porter au roi. Sa soumission (2) n'était qu'apparente, puisque le

1. Bibliothèque nationale, coll. Dupuy, ms 30, fol. 75, « arrestez sur l'édict leu en la présence du roy le XV^e janvier 1629. »

2. Marillac s'en attribue le mérite : « le garde des seaux conduisit cela tellement que sans le faire mettre (le « enregistré ») par un secrétaire d'estat comme ayant receu l'arrest le

registrata portait l'indication expresse de la violence faite à la compagnie. Cependant, le roi se contenta de cette obéissance extérieure, et dit au procureur général, quand ce magistrat lui apporta à Fontainebleau, au commencement de décembre, le cahier depuis si longtemps attardé au greffe : « Je suis fort content de ma cour de parlement de m'avoir rendu cette obéissance, je suis marri que plustôt elle n'ait satisfait à mes volontés ; et pour témoigner mon contentement, je désire voir ma dite cour mercredi prochain, vous leur ferez savoir ». En congédiant le procureur général, Louis XIII ajouta : « Je vous rends mes dites ordonnances afin que mon dit parlement continue ses délibérations pour me faire ses remontrances sur icelles ». Ces paroles furent rapportées par le procureur général au Parlement qui ordonna la remise du cahier aux mains de Guillaume Deslandes, doyen des conseillers (procès-verbal du 7 décembre) (1).

Mais la cour ne reprit pas l'examen des articles, pour la raison qu'elle était formellement résolue à n'en observer aucun ; les juridictions subalternes de son ressort ne firent pas plus de cas de l'ordonnance, que la chute de Michel de Marillac acheva de discréditer. Tel était le mépris affiché

roy présent, sans envoyer quérir le greffier par le roy et le luy faire mettre en sa présence, et sans aucune violence, le registré fust mis...» (*Apologie*, fol. 103).

1. Voir les divers procès-verbaux relatifs à l'enregistrement de l'ordonnance dans le *Recueil de pièces originales et authentiques concernant la tenue des États généraux*. Paris, Barrois, 1789, t. VIII. Ces procès-verbaux ont été extraits des registres du parlement.

par les officiers de judicature pour l'œuvre du garde des sceaux, que pas un avocat n'aurait osé, dans ses plaidoiries, en invoquer une disposition quelconque.

II. — *Attitude des parlements de province*

Pour être moins manifeste et moins exclusive que l'opposition du parlement de Paris, la résistance des parlements de province n'en est pas moins certaine. Ceux-ci, toutefois, n'apportèrent pas, dans la lutte, les sentiments d'animosité personnelle, on pourrait même dire de mépris, des parlementaires parisiens à l'égard de Michel de Marillac. Ils ne rejetèrent pas l'ordonnance en bloc et de parti pris, et se bornèrent à repousser celles des dispositions de l'œuvre du garde des sceaux qui contrariaient leur jurisprudence, ou heurtaient de front soit les coutumes de leur ressort, soit les principes du droit écrit dans les contrées où il était en vigueur.

Quant au résultat, il fut à peu près partout le même : les réformes restèrent lettre morte dans les ressorts de toutes les compagnies. L'enregistrement même de certaines d'entre elles était loin de constituer une garantie de leur mise à exécution ; les unes et les autres demeuraient, au gré des parlements, souverains dispensateurs de la justice, ensevelies dans la poussière des greffes.

Le parlement de Rouen, est, de tous les parlements de province, celui dont l'attitude paraît se rapprocher le plus de celle du parlement de Paris.

Ce ne fut que le 13 août 1629 que le parlement de

Rouen commença l'examen de l'Ordonnance. On était à la veille des vacances ; la deuxième séance de vérification n'eut lieu que le 14 novembre. L'examen fut poursuivi aux dates des 19 et 26 novembre, 10 décembre 1629, 26 janvier, 4 février et 11 juillet 1630. Le 1^{er} août, le parlement abordait l'article 112 ; il ne semble pas que la vérification ait été poussée plus loin. Les vacances allaient de nouveau dispenser les magistrats de tenir séance ; elles se prolongèrent suivant l'usage jusqu'au lendemain de la Saint-Martin (12 novembre 1630) (1) ; ce même jour, Richelieu triomphait de ses ennemis et arrachait les sceaux à Michel de Marillac ; il est permis de penser que dès lors le parlement normand se dispensa de continuer un examen qu'il n'avait abordé qu'avec une visible répugnance.

Les parlements de Toulouse, Bordeaux et Grenoble, dont les ressorts étaient entièrement composés de pays de droit écrit et qui se trouvaient plus éloignés du centre de la résistance parlementaire, montrèrent une docilité relative (2).

Le plus soumis des trois fut incontestablement le parlement de Toulouse ; ses remontrances, assez nombreuses

1. Bibliothèque municipale de Rouen : *Abrégé historique du Parlement de Rouen*, par Pavyot du Bouillon (Martainville, Y. 75, Omont, 2690-01) ; *Extraits des registres du Parlement de Rouen* par Claude Pellot (Y. 214, t. XV et Y. 32, t. VI). La *table chronologique des édits registrés au Parlement de Rouen* (E. 57) ne fait aucune mention de l'ordonnance, ni en 1629, ni en 1630.

2. Les détails qui vont suivre sont extraits du ms. Dupuy, vol. 30, fol. 75 et suiv.

toutefois, ne paraissent inspirées que par le désir de sauvegarder les traditions du pays, en même temps que les prérogatives essentielles des cours souveraines. L'arrêt d'enregistrement est du 5 juillet 1629.

Les observations du parlement de Bordeaux sont beaucoup plus importantes : il ne se décida à enregistrer l'Ordonnance, sous de multiples réserves, que le 6 mars 1630.

Quant au parlement de Grenoble, sa résistance, plus nette que celle du parlement de Toulouse, fut cependant moins caractérisée que celle du parlement de Bordeaux. Il n'en fut pas moins le dernier des trois à remplir la formalité de l'enregistrement : son arrêt d'enregistrement est du 26 juillet 1630.

Les trois parlements sont d'accord, cela va sans dire, pour repousser, en termes absolus, l'article 1^{er} de l'ordonnance : celui de Toulouse demande « que toutes les ordonnances ne puissent recevoir leur exécution qu'après et moyennant enregistrement » ; la cour de Bordeaux tient un langage analogue ; celle de Grenoble, qui semble faiblir un peu sur le principe, demande que les articles 1, 53 et 54 ne reçoivent pas leur exécution et qu'au moins la cour ait le droit de faire des remontrances réitérées.

Sur les articles 53 et 54, le parlement de Toulouse garde le silence, mais celui de Bordeaux insiste énergiquement : « pour l'article 53, il sera procédé, tous affaires laissez, à la délibération des édicts, ordonnances et lettres patentes qui seront annoncez par le roy, le tout aux formes ordinaires et accoustumées, et suivant l'institution et ancienne liberté de son parlement auxquelles sa majesté est suppliée de maintenir son parlement de Bourdeaux » et, quant

à l'article 54, il ne sera « observé que pour les ordonnances vérifiées en la cour ».

Sur l'article 6, les parlements de Bordeaux et de Grenoble s'accordent à demander que les bénéfices n'excédant pas 600 livres de revenu *net* soient exonérés de la contribution pour l'entretien des séminaires.

Le parlement de Grenoble demande l'application de l'article 8 aux père, mère, tuteurs et curateurs ; celui de Bordeaux veut que les cinq ans de profession religieuse exigés par l'article 9 ne soient comptés qu'à partir de l'accomplissement de la seizième année.

Le parlement de Bordeaux, au sujet de l'article 42, statue : « Seront les réglemens faits ès-villes de Paris et de Lyon rapportés dans les trois mois, à la diligence du procureur général du roy ».

A l'article 44, le parlement de Grenoble apporte cette modification : ne tomberont pas sous le coup de l'article dont il s'agit les « lectures des institutes du droict et autres lectures dans les maisons particulières. »

La Cour de Toulouse rentre en lice avec les articles 55 et 56 qu'elle rejette en demandant le maintien de l'état de choses concernant la parenté entre magistrats : le parlement de Grenoble repousse aussi ces articles.

Les trois parlements se réunissent contre l'article 58, relatif aux chevauchées des maîtres des requêtes : celui de Toulouse veut que la juridiction du parlement soit respectée, et qu'on puisse toujours en appeler à lui des décisions de ces magistrats ; celui de Bordeaux demande que les maîtres des requêtes ne puissent faire autre chose que des procès-verbaux, et réclame pour la compagnie la

mission de remédier aux abus suivant les formes anciennes ; la cour de Grenoble ne veut souffrir aucune atteinte à sa juridiction.

Sur l'article 61, relatif à la réorganisation du Conseil d'Etat, les parlements de Toulouse et de Grenoble demandent : le premier, qu'il ne soit pas traité, dans ce conseil, des affaires qui sont de la compétence des parlements ; le second, que les honneurs accordés aux officiers de la cour (beaucoup d'entre eux étaient décorés du titre de conseiller d'état) ne leur soient pas retirés.

Le parlement de Toulouse, au sujet du privilège de *committimus*, demande que, par dérogation à l'article 71, les procès concernant le possessoire des curés ne puissent être évoqués hors du parlement.

A propos des articles 91 et 158, la cour de Grenoble réclame, en ce qui concerne la péremption d'instance, le maintien de la prescription de quarante ans en usage dans le Dauphiné, et, pour ce qui est des saisies immobilières, invoque « le règlement d'une année faite par le parlement en l'an 1618 ».

Aucune des trois compagnies ne veut entendre parler de l'article 125 interdisant le fidéicomis des choses mobilières : le parlement de Toulouse s'attaque même à l'article 124 qui n'est guère qu'une réédition des ordonnances antérieures, et ne contient qu'une disposition nouvelle, relative au mode de supputation des degrés de substitution ; il n'hésite pas à englober ces articles et l'article 126 sur les testaments olographes dans une commune réprobation, en décidant que les trois articles dont il s'agit ne seront pas observés dans le ressort de la cour, qui continuera à

appliquer le droit écrit et les coutumes de ce ressort.

Le parlement de Bordeaux ne fait qu'une concession sur la disposition relative aux testaments olographes : « L'article 126 aura lieu entre enfants seulement » ; au sujet des articles 128 et 129 (bénéfice d'inventaire), il demande que les formes anciennes soient respectées, ce qui équivaut à leur rejet ; la cour de Grenoble décide : « Sur les 125°, 126°, 128° et 129°, le droit écrit sera observé, notamment pour les testaments holographes qui ne peuvent avoir lieu que quand le père dispose entre ses enfants qui sont en sa puissance ».

La cour de Grenoble apporte une modification à l'article 142 (prescription des loyers et fermages) : sa disposition ne sera pas observée dans le cas où il y aura « compte arrêté, obligation, promesse, interpellation ou continuation de bail à ferme ».

Les trois parlements sont unanimes à maintenir leur ancienne opposition à l'application de l'édit des mères (art. 146) : ceux de Toulouse et de Grenoble invoquent le droit écrit ; seul, le parlement de Bordeaux semble faire une concession : « le 146° — dit-il, — aura lieu pour l'advenir ès-successions *ab intestat* seulement, et sans déroger aux coutumes observées dans le ressort du parlement. »

La cour de Toulouse, pour échapper à l'application des articles 149 (rachat des rentes), 152 (exécution des sentences arbitrales), 165 (distributions par contribution), invoque le droit écrit et les coutumes de son ressort.

A l'article 149, le parlement de Grenoble oppose un « arrêt de règlement de la cour. »

Le parlement de Bordeaux décide : que l'article 148

(prêts sur gages) ne sera observé que lorsque les gages excéderont la valeur de cent cinquante livres ; que par dérogation à l'article 151, le taux de l'intérêt sera fixé entre nobles au dernier seize et entre marchands au denier douze ; au sujet de l'article 152, que l'appel suspendra l'exécution des sentences arbitrales pour le principal, mais non pour la peine ; sur l'article 156 que les femmes marchandes publiques seront contraignables par corps pour l'exécution de leurs engagements commerciaux ; que l'article 157 ne sera par exécuté en ce qui regarde la prohibition de la distribution des fruits avant l'adjudication, la cour se retranchant à cet égard derrière un règlement par elle fait en mars 1628 ; et que les formes anciennes seront maintenues à l'encontre des article 161 et 162, relatifs aux oppositions à adjudication par décret et à la consignation des prix d'immeubles dans les procédures d'ordre.

Signalons en passant une critique, non de fond mais de forme, qui fait honneur au parlement de Bordeaux. Tout en approuvant l'article 210, qui interdit aux gentils-hommes « de faire obliger pour ou avec eux aucuns laboureurs ou paysans leurs subjects », il y relève un mot contre lequel il croit devoir protester : « l'article 210, dit la cour, sera observé sans approuver le mot de *subjects* y contenu » ; il n'y avait sans doute là qu'un lapsus du rédacteur de l'article, mais le parlement n'en tint pas moins à signaler ce mot malencontreux ; nous trouvons là une marque du double souci des parlements de l'ancienne monarchie : la sauvegarde des droits de la royauté qui, seule en France, pouvait avoir des sujets, et la défense

des intérêts de toute nature et de la dignité même des membres les plus humbles de ce tiers état auquel ils se faisaient gloire d'appartenir.

Enfin, les trois parlements s'accordent à rejeter l'article 383, ce qui n'est pas étonnant, leurs ressorts étant entièrement composés de pays allodiaux.

Je laisse de côté les nombreuses observations de ces trois parlements sur les articles de l'Ordonnance qui ne sont pas compris dans l'étude qui précède.

En somme, leurs arrêts d'enregistrement font plutôt figure d'arrêts de remontrances ou, pour mieux dire, de rejet.

Il est probable que l'Ordonnance n'a guère été mieux accueillie par les parlements de Rennes, d'Aix et de Dijon ; ce dernier s'est tout au moins signalé par son énergique résistance à l'exécution de l'article 383 (1).

III. — *Sort de l'Ordonnance*

L'hostilité des parlementaires tenait donc l'Ordonnance en échec (2), quand la *Journée des dupes* vint consommer sa ruine.

1. Emile Chénon, *Etude sur l'histoire des alleux en France*, p. 207 : ce parlement « déclara au roi qu'en Bourgogne, par usage immémoriale, ni lui ni les seigneurs particuliers n'étaient fondés au droit général et universel de prendre lods sur les héritages assis en leurs justices, s'il n'y avait terrier ou titre particulier. »

2. Dans son *Apologie*, Michel de Marillac cherche à donner, au contraire, l'impression d'une soumission générale : « l'Ordon-

Du monument législatif élevé par Michel de Marillac, rien ou presque rien ne demeura ; on peut dire que son œuvre disparut avec lui.

Il est vrai, et cela peut faire illusion, que plusieurs des dispositions de l'Ordonnance ont été appliquées au cours des deux derniers siècles de la monarchie, mais ces règles ne tiraient de l'Ordonnance aucune autorité. Les unes furent introduites par la jurisprudence ou imposées par la doctrine, les autres ont été mises en vigueur par de nouvelles ordonnances.

Nous savons que, dans le ressort du parlement de Paris, le *Code Michau* n'était jamais invoqué en justice : le parlement, qui en avait subi mais non consenti l'enregistrement, le considérait comme non avenu ; il ne permit jamais qu'on le citât à sa barre, ni à celle des juridictions qui dépendaient de lui.

Seules, dans les ressorts des parlements de province, quelques rares dispositions paraissent avoir survécu au naufrage. Citons, pour la Normandie, les articles 29, 30, 40, 130 et 169, relatifs aux registres de l'état-civil, aux mariages clandestins, à la preuve du mariage, aux quittances de dot et au crime de rapt (1).

nance a été enregistrée par tous les parlements de France, sauf un seul qui a manifesté le désir d'obtenir certaines modifications. Ce résultat a été obtenu sans difficulté ; il n'a point été besoin de commandements ni de jussions » (fol. 42). Marillac feint ici de tenir pour réelle l'apparente soumission des parlements.

1. Ces articles figurent dans un petit recueil d'ordonnances « sur le fait des mariages », placé à la suite de l'édition de la

Le pouvoir royal lui-même semble renier son œuvre : l'ordonnance de 1639, relative au mariage clandestin et au rapt, reproduit en partie les dispositions de l'ordonnance de 1629 sur ces matières ; or, elle ne fait même pas mention de celle-ci, alors qu'elle rappelle, suivant la constante tradition de la Chancellerie, les actes antérieurs de la volonté royale sur ce sujet : l'édit de 1556 et les articles 40 à 44 de l'ordonnance de Blois.

Il est, certes, difficile d'imaginer un plus complet discredit.

coutume de Normandie imprimée à Rouen, chez Jean Besongne, en 1742.

Vu : Le Président de la thèse
CHÉNON

Vu : le Doyen :
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
LIARD

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

- ANQUETIL. — *L'esprit de la Ligue*. Paris, 1779.
- ARDIER (Paul). — *L'Assemblée des Notables tenue à Paris
ès années 1626 et 1627*. Paris, 1652.
- AUBERY. — *Mémoires pour servir à l'histoire du cardinal
de Richelieu*. Paris, 1660.
- AUBIGNÉ (Agrippa d'). — *Histoire universelle*, édition de la
Société de l'histoire de France. Paris, 1895, t. VIII.
- AVENEL (Vicomte G. d'). — *Richelieu et la monarchie abso-
lue*. Paris, 1884.
- BASSOMPIERRE (le Maréchal de). — *Journal de ma vie*. Colo-
gne, 1675.
- BAZIN. — *Histoire de France sous Louis XIII*. Paris, 1846.
- BRIENNE (de Loménie de), sieur de la Ville-aux-Cleres. —
Mémoires, coll. Michaud et Poujoulat, 3^e série,
t. III.
- CAPEFIGUE. — *La Ligue et Henri IV*. Paris, 1843.
- *Marie de Médicis*. Paris, 1861.
- *Le cardinal de Richelieu*. Paris, 1865.
- CHALEMBERT (Victor de). — *Histoire de la Ligue*. Paris,
1854.
- CHÉRUEL. — *De l'Administration monarchique en France*.
Paris, 1855.

- CHIVERNY (le chancelier de). — *Mémoires*, coll. Petitot, 1^{re} série, t. 36.
- DAVILA. — *Histoire des guerres civiles de France* (traduction). Amsterdam, 1757.
- DORLÉANS. — *Le banquet du conte d'Arete*. Paris, 1594. (imprimé sans nom d'auteur).
- FLOQUET. — *Histoire du Parlement de Normandie*, Rouen, 1841.
- FONTENAY-MAREUIL (Le Marquis de). — *Mémoires*, coll. Petitot, 1^{re} série, t. 50 et 51.
- FORNERON. — *Les ducs de Guise et leur époque*. Paris, 1877.
- GOULAS (Nicolas). — *Mémoires*, éd. de la Société de l'histoire de France. Paris, 1879.
- GRIFFET (le P.). — *Histoire du règne de Louis XIII*, 1758.
- HARDOUIN DE PÉRÉFIXE. — *Histoire de Henri le Grand*.
- HAY DU CHASTELET. — *Les Entretiens des Champs Elysées* (sans indication du lieu de publication et du nom de l'auteur), 1631.
- HOUSSAYE (l'Abbé). — *Le cardinal de Bérulle et le cardinal de Richelieu (1625-1629)*. Paris, 1875.
- LABITTE (Ch.). — *De la démocratie chez les prédicateurs de la Ligue*. Paris, 1841.
- LA FORCE (Maréchal duc de). — *Mémoires*, éd. du Marquis de La Grange. Paris, 1843.
- LEGRAIN. — *Décade de Henri le Grand*. Paris, 1614.
- LELONG (le P.). — *Bibliothèque historique*. Paris, 1769.
- L'ESTOILE (Pierre de). — *Mémoires journaux*, éd. Lemerre, Paris, 1887.
- Le VASSOR (Michel). — *Histoire du règne de Louis XIII*. Amsterdam, 1703.

- MARIÉJOL. — *Histoire de France* (Ernest Lavisse), t. VI.
- MARILLAC (Michel de). — *Mémoire sur son rôle dans les troubles de la Ligue, précédé d'une lettre au cardinal de Bérulle*, coll. Petitot, 1^{re} série, t. 49.
- MÉZERAY. — *Histoire de France*. Paris, 1651.
- MICHAUD. — *Biographie universelle*.
- MOLÉ (Mathieu). — *Mémoires*. Ed. de la Soc. de l'hist. de France. Paris, 1855.
- NEVERS (duc de). — *Mémoires*. Paris, 1665.
- PALMA-CAYET. — *Chronologie novenaire*, coll. Petitot, 1^{re} série, t. XXXVIII à XLIII.
- PEIRESC. — *Correspondance avec les frères Dupuy*, t. I et II (coll. des doc. inéd.)
- PITHOU (Pierre) et autres. — *La Satire Ménippée*. Ratisbonne, 1726.
- POIRSON. — *Histoire de Henri IV*.
- PONTIS (Le chevalier de). — *Mémoires*. Paris, 1676.
- POTHIER. — *Œuvres*, éd. Dupin. Paris, 1835.
- ROBIQUET (Paul). — *Paris et la Ligue sous le règne de Henri III*. Paris, 1886.
- *Histoire municipale de Paris*. Paris, 1904, t. III.
- RICHELIEU (cardinal de). — *Correspondance* éditée par M. Avenel (collect. des doc. inéd.), t. I, II, III, VII et VIII.
- *Mémoires*, coll. Michaud et Poujoulat, 2^e série, t. VII, VIII et IX.
- *Maximes d'Etat et fragments politiques* (coll. des doc. inéd., nouv. série, t. III. Mélanges historiques).
- SAINT-SIMON (Louis duc de). — *Mémoires*, éd. Chéruel. Paris, 1882.
- *Ecrits inédits*. Paris, 1893.
- SAPEY (Ch.). — *Etudes biographiques pour servir à l'his-*

toire de l'ancienne magistrature française. Paris, 1858.

SIRI (Vittorio). — *Anecdotes du ministère du cardinal de Richelieu et du règne de Louis XIII* (traduction). Amsterdam, 1717.

TALON (Omer). — *Mémoires*, coll. Michaud et Poujoulat, 3^e série, t. VI.

THOU (J.-A. de). — *Histoire universelle*. Bâle, 1742 (traduction), t. V, VII et VIII.

— *Mémoires*, coll. Petitot, 1^{re} série, t. 37.

TODIÈRE. — *Louis XIII et Richelieu*. Tours, 1877.

ANONYME. — *Advis à messieurs de l'Assemblée des Notables sur l'ouverture des Etats*. Paris, 1626.

Actes royaux, coll. de la Bibliothèque nationale, impr.

Arrêts du Parlement de Paris, coll. de la Bibliothèque nationale, impr.

Mémoires de la Ligue, édités par Gaillard. Amsterdam, 1757.

Procès verbaux des Etats généraux de 1593, édités par Aug. Bernard (coll. des doc. inéd.).

Recueil de pièces originales et authentiques concernant la tenue des Etats généraux. Paris, 1789 (Barrois, éditeur).

Recueil général des anciennes lois françaises (coll. Isambert, éd. 1827).

Registre des délibérations du bureau de la ville de Paris. (Histoire générale de Paris). Paris, 1902.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

Vie publique de Michel de Marillac

CHAPITRE PREMIER.....	7
I. Marillac conseiller au Parlement. Etat des esprits à la fin du règne de Henri III, p. 7. — II. Journée du 16 janvier 1589, p. 12. — III. Serment du 26 janvier, p. 16. — IV. Le Conseil général de l'Union, p. 71. — V. Le monitoire de Grégoire XIV. Scission entre les modérés et les violents. Attentat du 15 novembre 1591, p. 20. — VI. Assemblée de l'hôtel-de-ville. Le parti des <i>Semonneux</i> , p. 22. — VII. Les <i>facultés</i> du Légat. Arrêt du 22 décembre 1592, p. 26. — VIII. Philippe II et les Etats de la Ligue, p. 32. — IX. Arrêt dit de la <i>loi salique</i> , p. 35. — X. Dernières convulsions de la Ligue, p. 43. — XI. Soumission de Marillac. Entrée de Henri IV dans Paris, p. 45. — XII. Rétablissement du Parlement, p. 49.	

CHAPITRE II.....	52
------------------	----

I. Marillac maître des requêtes, conseiller d'Etat, surintendant des finances, p. 52. — II. Marillac et Richelieu, p. 55. — III. Le livre de Santarelli. Politique religieuse du garde des sceaux, p. 61. — IV. Siège et prise de La Rochelle, p. 66. — V. Formation de la cabale, p. 71. — VI. Campagne de 1630. Question de la guerre ou la paix, p. 76. — VII. Maladie du roi. *Journée des Dupes*, p. 85.

DEUXIÈME PARTIE

L'ordonnance de 1629

CHAPITRE PREMIER.....	100
-----------------------	-----

Droit public

I. Exécution des ordonnances. Enregistrement, droit de remontrances, p. 100. — II. Affaires ecclésiastiques, p. 105. — III. Administration hospitalière, p. 114. — IV. Universités, réglementation du privilège de juridiction, p. 120. — V. Imprimerie et librairie. Organisation de la censure, p. 122. — VI. Réorganisation du Conseil d'Etat. Réglementation des *chevauchées* des maîtres des requêtes, p. 124. — VII. La justice et la magistrature, p. 129. — VIII. Répression du crime de rapt, p. 143. — IX. Police générale du royaume, p. 144. — X.

Dispositions concernant la noblesse, p. 152.—XI. Discipline militaire. Mesures prises pour éviter les exactions des troupes, p. 154. — XII. Administration financière, p. 160. — XIII. Rachat du domaine aliéné, p. 165.— XIV. Etablissement de la directe royale universelle p. 168.

CHAPITRE II..... 170

Droit privé.

I. Actes de l'état civil, p. 170. — II. Mariages clandestins, p. 171. — III. La péremption d'instance, p. 174. — IV. Fidécimmis et substitutions, p. 175. — V. Testaments olographes, p. 177. — VI. Renonciation à communauté, recel, p. 177. — VII. Bénéfice d'inventaire, p. 178. — VIII. Nullité des donations faites aux concubines, p. 180. — IX. Quittances de dot, p. 181. — X. Délai pour l'insinuation des donations faites aux femmes par contrat de mariage, p. 181. — XI. Prescription des loyers et fermages et des intérêts, p. 182. — XII. Publicité des séparations et cessions de biens et des interdictions, p. 183. — XIII. Convol des veuves à de nouvelles noces, p. 187. — XIV. Confirmation de *l'édit des mères*, p. 188. — XV. Nullité des promesses en blanc, p. 189. — XVI. Prêts sur gages, p. 189. — XVII. Rachat des rentes constituées, p. 190. — XVIII. Usure, taux de l'intérêt, p. 190. — XIX. Les sentences arbitrales, p. 191. — XX. Punition des banqueroutiers, p. 191. — XXI. Forme des inventaires après décès, p. 192. — XXII. Contrainte par corps.

Exception en faveur des femmes et des vieillards, p. 193. — XXIII. Saisies immobilières, p. 194. — XXIV. Ordres, p. 197. — XXV. Contributions, p. 198. — XXVI. Les courtiers de commerce, p. 199. — XXVII. Marchands étrangers commerçant en France. Publicité des sociétés commerciales, p. 199. — XXVIII. Contrats passés et jugements rendus à l'étranger, p. 200.

CHAPITRE III..... 202

Accueil fait à l'ordonnance par les Parlements

- I. Attitude du parlement de Paris, p. 202. — II. Attitude des Parlements de province, p. 213. — III. Sort de l'Ordonnance, p. 220.

